

ARGUMENTS

SOMMAIRE

LA QUESTION POLITIQUE

(I)

VERS UNE PSYCHO-SOCIOLOGIE POLITIQUE

- P. 2 La question microsociale (Georges LAPASSADE, Edgar MORIN).
 5 Décision collective et socialisme (Jean-Claude FILLOUX).
 7 Marxisme, anarchisme, psychologie sociale (Robert PAGÈS).
 12 Pour une psycho-sociologie politique (Max PAGÈS).
 19 Remarques critiques sur la question microsociale (Serge MOSCOVICI, Claude FAUCHEUX).
 28 Marxisme et dynamique de groupe (Joseph GABEL).

RÉVOLUTION SOCIALE ET RÉVOLUTION POLITIQUE

- 31 De Marx au bolchevisme : partis et conseils (Maximilien RUBEL).
 40 Démocratie classe et parti d'après Max Adler (Yvon BOURDET).
 46 Le parti, le quotidien (André FRANKIN).
 49 Le socratisme de Gramsci (Robert PARIS).

AUTOUR DU PARTI CENTRALISÉ

- 53 Du club révolutionnaire au parti unique (Daniel GUÉRIN).
 55 Remarques sur l'histoire du parti bolchevik (Pierre BROUÉ).
 62 Réflexions sur 1917 (André STAWAR).
 66 Parti communiste français et polycentrisme (François FEJTÖ).

EN QUÊTE D'UNE NOUVELLE POLITIQUE

- 73 La politique et la vie (K.A. JELENSKI).
 76 La voie du P.S.U. (Romain DENIS).
 83 Vers la seconde révolution (George BUCHANAN).
 86 A la difficile recherche d'une nouvelle politique (Roberto GUIDUCCI).

- 91 Rectifications sur *La révolution et la guerre d'Espagne* (P. BROUÉ).

RÉDACTION-ADMINISTRATION, 7, rue Bernard-Palissy, Paris-6^e. Lit. 39-03.

C.C.P. Arguments-Éditions de Minuit, 180-43, Paris.

Abonnements (4 numéros) : 10 NF ; étranger : 15 NF ; soutien : 20 NF

Directeur-gérant : Edgar MORIN.

Rédacteur en chef : Kostas AXELOS.

Rédaction : Roland BARTHES, Jean DUVIGNAUD, François FEJTÖ, Pierre FOUGEYROLLAS.

Secrétaire de rédaction : Réa AXELOS.

Ce numéro double : 5 NF

LIBRAIRIES DEPOSITAIRES D'ARGUMENTS

PARIS

- Quartier Latin :** Librairie 73, 73, bd Saint-Michel.
Librairie Saint-Michel, place de la Sorbonne.
Presses Universitaires de France, 49, bd Saint-Michel
Kiosque « Cluny », 23, bd Saint-Michel.
Kiosque, 7, bd Saint-Michel.
La joie de lire, 40, rue Saint-Séverin,
Montchrestien, 158, rue Saint-Jacques.
Croville, 20, rue de la Sorbonne.
Le Zodiaque, 60, rue Monsieur-le-Prince.
L'Escalier, 12, rue Monsieur-le-Prince.
Le Labyrinthe, 17, rue Cujas.
A l'amî des livres, 83, bd Saint-Michel.
Rivière, 22, rue Soufflot.
- 6^e arrondissement :** La Hune, 170, bd Saint-Germain.
Prismes, 168, bd Saint-Germain.
Le Divan, place Saint-Germain.
Le Minotaure, 2, rue des Beaux-Arts.
XX^e Siècle, 185, bd Saint-Germain.
Librairie des Sciences Politiques, rue Saint-Guillaume.
Kiosque Deux-Magots, bd Saint-Germain.
Kiosque, 147, bd Saint-Germain.
L'Unité, 75, bd Saint-Germain.
Le Terrain Vague, 23, rue du Cherche-Midi.
- Montparnasse :** Librairie Tschann, 84, bd du Montparnasse.
- Cité universitaire :** Librairie Montsouris, 30, bd Jourdan.
- 7^e arrondissement :** Librairie Echanges, 11, avenue de la Motte-Picquet.
- Rive droite :** Contacts, 24, rue du Colisée (8^e).
Delatte, 133, rue de la Pompe (16^e).
Librairie du Palais Berlitz, 28 bis, rue Louis-le-Grand (9^e)
Librairie Publico, 3, rue Ternaux (11^e).
Librairie Joachin du Bellay, 9, rue Villebois-Mareuil (17^e)
Librairie du Fleuve, 9, avenue de l'Opéra.
- Neuilly-sur-Seine :** Librairie Sainte-Croix, 32, avenue du Roule.

PROVINCE

- Grenoble :** Librairie de l'Université, 2, square des Postes.
Nancy : Le Tour du Monde, 7, rue des Michottes.
- Aix-en-Provence :** Librairie de l'Université, 12 a, rue Nazareth.
- Toulouse :** Librairie Edouard Privat, 14, rue des Arts.
- Strasbourg :** Librairie Raach, 10, place de l'Université.
Librairie de la Mésange, 18, rue de la Mésange.
- Bordeaux :** Librairie Mollat, 15, rue Vital-Carles.
- Perpignan :** Librairie André Jans, 35, rue des Augustins.
- Lyon :** Librairie pour Tous, 32, cours Roosevelt.
Librairie La Proue, 15, rue Childebert.
- Marseille :** Librairie Laffite, 156, la Canebière.
- Montpellier :** Librairie H. Sauramps, 34, rue Saint-Guilhem.
- Dijon :** Librairie de l'Université, 11, rue du Chapeau-Rouge.

ETRANGER

- Bruxelles :** Lefebvre, 7, rue des Colonies.
Du Monde entier, 5, place Saint-Jean.
- Genève :** Librairie Georg et C^{ie}, 5, rue Corratierie.
- Tunis :** La Cité des Livres, 7, rue d'Alger.
- Buenos-Aires :** Librairie Galatea, Viamonte 564.

(Les libraires de France et d'étranger désirant figurer sur cette liste sont priés de nous écrire.)

LA QUESTION POLITIQUE (I)

Quelques réflexions sur la question politique peuvent être amorcées dans ce présent numéro, où la « difficile recherche d'une nouvelle politique » commence à partir de deux examens : d'une part, la reconsidération historique du passé révolutionnaire (de Marx aux partis socialistes, du bolchevisme au stalinisme), d'autre part la confrontation entre les voies ouvertes par les nouveaux courants dits « psycho-sociologiques » et les voies classiques des partis dits « ouvriers ».

Notre recherche continuera dans un très prochain numéro (La question politique, II) où nous examinerons la question des partis politiques dans le Tiers-Monde, la dépolitisation (ou soi-disant dépolitisation) dans les sociétés occidentales, où enfin — surtout — nous essaierons de formuler des propositions d'ensemble sur les problèmes fondamentaux d'une politique qui viserait, non seulement à établir le meilleur gouvernement ou la meilleure démocratie, mais à transformer les rapports entre les hommes.

Arguments.

Dans notre second numéro sur la question politique :

Critique et autocritique d'« Arguments », par S. MALLET, F. CHATELET, H. LEFEBVRE, G. LAPASSADE, J. GABEL, et les rédacteurs d'Arguments.

Articles de K. AXELOS, P. FOUGEYROLLAS, J. DUVIGNAUD, F. CHATELET, R. BARTHES, J. TOUCHARD, G. LAPASSADE, Leslek KOLAKOWSKI, F. FEJTÖ.

Manifeste pour la seconde révolution, par E. MORIN.

LA QUESTION "MICRO-SOCIALE"

1. La question politique est généralement posée au niveau des structures de la société globale, dans la tradition philosophique, de Platon à Hegel. Marx renverse ce point de vue en le conservant. Si Marx en effet part de l'homme et voit dans la « société » le produit et le lieu de son aliénation, il reste que pour lui il suffit de révolutionner la structure sociale globale pour changer l'homme. La révolution sociale serait fondamentalement le renversement des structures « macro-sociales » ; son mouvement décisif se situe au niveau d'une expropriation et d'une appropriation de classe, et il faut avant tout conquérir l'Etat, dans la perspective du parti marxiste. Ce n'est qu'ensuite qu'il s'agit de faire « déperir » l'Etat.

2. Il existe cependant, et dès le XIX^e siècle, une autre tendance (dont quelques éléments sont déjà présents chez Rousseau). Elle se développe notamment dans le socialisme dit « utopique ». Fourier estime que la première tâche est *d'expérimenter* dans les sociétés de production, la possibilité d'une gestion socialiste de la société. Pour les fouriéristes, on ne peut « connaître » et préparer le socialisme qu'en l'expérimentant. Et la seule expérimentation contrôlable ne saurait excéder les dimensions du groupe de « l'association agricole » ou de l'entreprise industrielle.

3 D'autres courants du socialisme (anarcho-syndicalisme, etc.) ont également soutenu l'idée que la construction d'une société socialiste doit se faire au niveau de petites unités de base de la société. Bref, il a existé au XIX^e siècle un courant « micro-socialiste » tâtonnant à la recherche de ses principes et de ses techniques ; ce courant a été le plus souvent combattu par Marx, parfois reconnu (cf. les remarques de Marx sur la Commune de Paris) mais surtout dédaigné.

4. Au XX^e siècle, à l'intérieur du mouvement révolutionnaire s'est développée la tendance aux *Conseils* (Soviets de 1905 et 1917 en Russie, conseils en Allemagne et en Italie après la première

guerre mondiale, conseils en Aragon et en Catalogne pendant la guerre d'Espagne). Après la deuxième guerre mondiale, la « déstalinisation » a fait ressurgir cette tendance en Pologne, en Hongrie. L'expérience yougoslave veut placer les conseils communaux et d'« entreprise » au fondement d'une société socialiste non bureaucratique.

5. Par ailleurs, il est apparu à des marxistes comme H. Lefebvre que les problèmes de la vie sociale devaient nécessairement se poser au niveau de la vie quotidienne — c'est-à-dire aussi au niveau des rapports concrets entre les hommes, dans leur travail, leur loisir, leur vie privée. On pourrait dire dans ce sens qu'une société n'est pas révolutionnée si, lorsque les structures de propriété ou le système d'Etat sont transformés, les rapports humains et interhumains demeurent ce qu'ils étaient auparavant.

Cette idée revient avec insistance chez les révisionnistes des pays de l'Est. L'écrivain polonais Stavar souligne que la vie bourgeoise continue, avec ses conflits et ses modèles, dans les sociétés qui se disent socialistes.

6. Dans un autre langage, et à partir de prémisses différentes, Moreno a dit que la révolution pour être totale et permanente, doit être aussi « révolution sociométrique ». Tout un courant de recherches et d'action, qu'on peut appeler psychosociologique, microsociologique, socio-analytique... ouvre un champ de recherches, d'expériences et de réflexions dans la même direction. (Dans son dernier ouvrage qui contient essentiellement une « dialectique des groupes », Sartre retrouverait également une orientation assez analogue.) On peut rappeler à ce sujet que :

a) la sociométrie (Moreno), la recherche active (Lewin) apparaissent comme des formes nouvelles de praxis visant à étudier la société en la transformant ;

b) ces recherches ont fait apparaître, notamment dans les entreprises (depuis E. Mayo) l'existence de groupes infor-

mels, de réseaux et d'activités clandestines de freinage, mais aussi de coopération à l'intérieur de l'usine capitaliste — une sorte de « socialisme clandestin » à l'intérieur de ces entreprises, refoulé comme y est refoulée la *créativité* dans le travail. (Ces idées apparaissent également à partir des analyses de Mothé et de Chaulieu dans les thèses de *Socialisme ou barbarie*.)

7. Mais ces interventions psychosociologiques dans les entreprises (qui visent, non seulement le traitement des tensions et l'amélioration des *human relations* mais aussi et de plus en plus les problèmes de l'*organisation* et de la gestion) restent très controversées, sur le plan théorique de la recherche mais aussi et surtout sur le plan pratique et politique.

8. Les organisations de gauche (syndicats notamment) présentent souvent ces interventions comme des initiatives patronales visant à transformer les problèmes réels, structurels liés à la lutte des classes, en problèmes de communications et de relations interpersonnelles. Selon l'expression de H. Marcuse, le psychosociologue d'entreprise transforme un malheur collectif (l'aliénation, la situation de classe) en malheur privé (affectif, et situé essentiellement au niveau des « frustrations » et des rapports interpersonnels). Pour d'autres, le psychologue praticien serait l'agent de la collaboration de classe, du capitalisme (Roehlers) ou encore de la société bureaucratique (Whyte).

9. D'autres estiment au contraire que le socialanalyste peut provoquer une « déricristallisation » (Lewin), une déricification des vieilles structures et que, même non directive, son intervention « réveille » la contestation, lui permet de se structurer (techniques non directives, discussions de groupe...).

Même s'il ne peut ou ne veut résoudre les contradictions, le psychosociologue serait à sa manière un « provocateur émotionnel » (Lewin). Ces interventions sont d'ailleurs perçues comme perturbantes par leurs clients directs, ou encore par les organisateurs du travail de type plus traditionnel.

D'où la question : le psychosociologue ainsi défini est-il un *régulateur des tensions* ou un *révélateur des contradictions* ? Ou les deux ? Et en ce cas, comment comprendre l'ambiguïté de ce rôle ?

10. *De plus* : la logique de l'intervention psychosociologique dans les groupes, les entreprises, les communes, les unités de production et de consommation ne débouche-t-elle pas sur le problème, déjà évoqué, des *conseils* ? Le problème posé à la limite par la psychosociologie d'entreprise n'est-il pas celui de l'autogestion dans et par les conseils ouvriers ? Si on les pousse au bout, les deux idéologies ne se rejoignent-elles pas ?

11. Les théoriciens « classiques » des conseils ne posent cependant pas le problème microsociologique de la gestion, des lieux de décision et des processus de décision, du pouvoir dans le groupe (*leadership*) ou de l'autoconduite du groupe, de la participation réelle, des motivations, des perceptions des buts par chacun, des niveaux de tâche et de fonctionnement, etc... Dans ces conditions : les perspectives d'une société socialiste n'appellent-elles pas les psychosociologues à y jouer un rôle important ? Si oui : lequel ?

12. Mais un tel rôle ne suppose-t-il pas en même temps une évolution de la psychosociologie elle-même et, notamment, un dépassement de son « technicisme » implicite ou même explicite ?

13. L'ensemble des problèmes ainsi soulevés doit-il poser en termes nouveaux la question du *parti politique* visant à la transformation de l'homme et de la société ? Et notamment :

— s'il est vrai que le parti politique tend à concentrer son action sur des mots d'ordre de plus en plus étrangers à la vie quotidienne,

— s'il est vrai qu'il tend à se désintéresser de plus en plus des problèmes posés par l'expérience des conseils et de l'autogestion,

— s'il est vrai qu'il demeure étranger (sinon hostile) aux questions posées par le développement des sciences sociales et notamment de la psychosociologie, alors on peut penser que le Parti s'enferme dans une politique figée, limitée à la sphère traditionnelle dite « de la politique » en laissant à l'extérieur toute une série de phénomènes considérés comme « non politiques », « dépolitisés » ou même « dépolitisants ». Ne faut-il pas au contraire aborder et traiter ces problèmes de dépolitisation, de départicipation, de privatisation ?

14. Le parti politique ne devrait-il pas être un milieu humain qui soit comme

le microcosme de la société qu'il voudrait réaliser ? (c'est-à-dire une société suscitant l'adhésion « unanime » à la limite, la volonté de gérer, la conscience permanente et critique des objectifs, le contrôle collectif du pouvoir, la régulation des relations interpersonnelles et intergroupes, le traitement et non la dénégation des conflits et des difficultés comme les tendances à l'éclatement ou au travail fractionnel, etc. ?).

Jusqu'à présent, l'organisation du Parti oscille entre la discipline monolithique, de type autoritaire, et la lutte des fractions à travers les manipulations d'assemblées, de groupes et de sections. Ces tendances et ces pratiques sont livrées à leurs mouvements empiriques au lieu d'être réfléchies, analysées, et éventuellement dépassées par des méthodes de prise de conscience de ces problèmes et contradictions, et par la recherche collective des solutions.

Les partis estiment qu'il n'y a pas de science et de pratique du fonctionnement des organisations en fonction des buts.

15. Ce qu'on vient de dire contraste avec l'assurance des partis quant à leur science des processus globaux de la société : science notamment de l'économie, de la lutte des classes, de la planification. Donc : d'un côté volonté scientifique ; de l'autre, empirisme pur.

En s'orientant exclusivement ainsi : le parti n'a-t-il pas tendance à négliger de plus en plus les problèmes effectivement vécus pour privilégier des recettes d'organisation globale de la société ?

16. Et d'autre part : l'empirisme organisationnel, la méconnaissance des problèmes internes du parti, n'a-t-elle pas pour première conséquence une perte constante d'énergie, — cette énergie étant consacrée à régler les conflits internes au jour le jour, à surmonter les difficultés des communications ?

17. La pratique de la vie de parti permet-elle réellement d'affirmer que des tâches communes, un but commun, suffisent à résoudre ces difficultés internes ? Et en ce cas, pourquoi les luttes internes, les éclatements ? Faut-il les analyser seulement au niveau des divergences idéologiques ?

18. A partir de là, on pourrait encore ébaucher des hypothèses :

a) l'accent mis exclusivement sur les buts n'est-il pas aussi une manière de fuir certaines difficultés, de les nier ?

b) l'accent mis par privilège sur les problèmes globaux ne tend-il pas à la limite à favoriser le développement du technocratie ? (ou d'une nouvelle couche de dirigeants ?).

c) ne renforce-t-on pas ainsi ce qu'on voudrait combattre : le poids des institutions, des grands ensembles de contrôle et de contrainte sur les individus et les groupes informels de vie quotidienne ?

19. Si, au contraire, un parti portait son attention sur la vie quotidienne et sur sa propre vie quotidienne, ne pourrait-il pas parvenir ainsi au niveau des problèmes humains qui échappent habituellement à son action ? Ne pourrait-il affronter notamment avec plus d'efficacité les problèmes qu'on évoque aujourd'hui par le terme : « dépolitisation » ? Ne faudrait-il pas en ce cas imaginer collectivement des structures neuves et de nouvelles formules de « vie du parti » ?

20. Nous voudrions enfin rappeler la difficulté de traiter en général des relations entre :

— d'une part l'univers macro-sociologique, macro-politique,

— et d'autre part l'univers microsociologique, micropolitique, informel (ou « primaire ») et quotidien.

En effet : les problèmes posés par l'Etat demeurent, ainsi que ceux que posent, de plus en plus, le développement technologique : entreprises géantes, réseaux économiques, nécessité de planifier. Ces problèmes sont de plus en plus pressants et complexes. On ne peut les escamoter par des formules magiques.

En définitive, il nous semble erroné de vouloir trancher ces difficultés :

— soit en rejetant le niveau d'ensemble dit « macropolitique »,

— soit en rejetant le niveau de l'ordre dit « microsocial » et de ses intrications avec l'ensemble du problème politique.

C'est pourquoi nous vous posons la question de ces difficultés, comme nous vous demandons vos réactions sur les thèmes développés dans ce texte.

GEORGES LAPASSADE et EDGAR MORIN.

DÉCISION COLLECTIVE ET SOCIALISME

Les réflexions qui suivent ne prennent leur sens que dans le cadre des hypothèses de base suivantes :

1. Le problème du socialisme est celui de la gestion collective de la société par elle-même, de la suppression de la distinction dirigeants-exécutants.

2. L'organisation révolutionnaire doit préfigurer la société socialiste.

3. La démocratie se définit par le fait que la collectivité est effectivement le lieu des décisions.

**

L'établissement du socialisme, c'est-à-dire de la démocratie réelle; aussi bien dans la société de demain que dans l'organisation révolutionnaire, n'est pas seulement une question de *structures*, mais aussi une question de *modèles*. En effet, les *modèles* (normes, habitudes, types de rapports interpersonnels) sont ce qui permet concrètement aux structures de fonctionner. Si les modèles ne sont pas congruents aux structures, des dysfonctionnements se produisent qui mettent la structure en péril, voire lui interdisent de se constituer. Inversement, c'est par la constitution de modèles nouveaux, congruents aux nouvelles structures que l'on veut constituer, que l'on a le plus de chances de promouvoir ces nouvelles structures. C'est pourquoi il est impossible d'essayer de résoudre le problème : comment structurer un groupe capable de s'auto-déterminer, si on ne résoud pas en même temps le problème : quels seront les modèles de conduite individuelle et collective qui existeront dans ce groupe ?

Il est précisément du ressort de la psychosociologie de se placer au niveau des modèles, de dégager les modèles de comportement aptes à faire fonctionner une structure. En ce sens, la psychosociologie (plus exactement le progrès de la psychosociologie) est un instrument nécessaire, quasi *sine qua non*, de la construction du socialisme.

Je ne pense pas que l'on puisse déterminer à l'heure actuelle ce que pourrait être la structure globale d'une société socialiste : fédération de groupes res-

treints articulant leurs décisions en fonction d'informations reçues par le biais d'un centre d'informations ? Constitution d'une « usine du plan » mettant à contribution les machines électroniques ? Options offertes aux groupes « décideurs » par des équipes de techniciens au niveau opérationnel ? Mais, en revanche, il est certain que l'on peut dire comment doit *fonctionner* un petit groupe pour s'auto-déterminer et abolir en lui la distinction dirigeants-exécutants.

Les modèles habituels de prise de décision dans les sections, cellules, etc., des organisations syndicales ou politiques sont en général non congruents avec l'établissement d'une structure démocratique véritable. On mettra de ce point de vue en accusation :

— la difficulté d'une expression spontanée et authentique de chacun (non pas qu'on refuse cette expression, mais les choses sont telles qu'elle ne peut pas se manifester) ;

— le manque d'interactions suffisantes dans les échanges (l'habitude d'inscrire un tour de parole est aberrante) ;

— la pratique du vote dès qu'un conflit se produit entre sous-groupes (ce qui a pour effet de cristalliser les oppositions, au lieu de les réduire dans le sens d'un approfondissement des problèmes, et d'un changement possible des attitudes personnelles).

**

Or, les techniques issues de la dynamique des groupes permettent de dégager des *modèles* de décision collective : il ne peut y avoir démocratie réelle dans un petit groupe de travail si le conducteur, au lieu de jouer le rôle du président classique, ne se « centre » pas sur le groupe, de manière à exercer essentiellement des fonctions de *facilitation* des échanges et d'*élucidation* au niveau psychologique et interpersonnel. Les individualités s'exprimeront, mettront en question leurs attitudes, évolueront dans le sens de conclusions vraiment *collectives* dans la mesure, et dans la mesure seule, où les modèles de direction seront non-directifs. Les techniques de conduite de réunion comme toutes techniques peu-

vent être au service du meilleur comme du pire.

Il me semble incompréhensible qu'à l'heure actuelle les militants des organisations qui veulent œuvrer dans l'optique d'un socialisme authentique ne se préoccupent pas de recevoir une formation à la dynamique des groupes, voire la considèrent comme une pratique bourgeoise et aliénante.

C'est peut-être qu'il règne dans ces organisations le vieux modèle de la non-confiance au groupe, — modèle contradictoire avec le projet socialiste fondamental, qui demande précisément une confiance absolue à la capacité des hommes de s'organiser collectivement, une confiance absolue à l'auto-gestion. *La distinction exécutants-dirigeants ne peut s'abolir que dans l'hypothèse où le modèle de direction est un modèle de non-direction au sens strict du terme.*

Un problème fondamental de la vie micro-sociologique des organisations devrait donc être de réfléchir sur les modèles de fonctionnement utilisés jusqu'à présent, sur leur adaptation aux buts (sur leur pertinence), sur la nécessité éventuelle de modèles congruents avec les processus de décision collective.

**

Comment éviter les risques de bureaucratiation, une fois les bases d'une société socialiste rendues possibles ? C'est là une question clef.

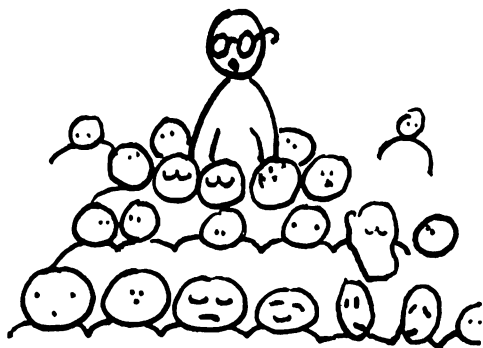


...un travail
considérable
a été effectué...

Elle est liée à cette autre : comment empêcher les hommes d'utiliser les structures à leur compte personnel ? On ne peut répondre à ces questions sans se placer au niveau des modèles de fonctionnement. Il est certain que, pour beaucoup, le socialisme ne va pas sans le pouvoir réel de *conseils ouvriers*. Et nous pensons que la vraie démocratie passera fatalement par la constitution de structures microsociologiques, en lesquelles se situeront les lieux de décision. Mais, il serait irréaliste de croire qu'il suffirait de « donner » le pouvoir à des petits groupes pour réaliser le socialisme, — sans que des modèles de fonctionnement « assurés » par une connaissance exacte des lois des relations de groupe ne soient instaurés, *sans que les membres des « conseils » ne sachent travailler et décider en groupe.*

La psycho-sociologie, « concession désarmante », comme le dit Robert Pagès, dans le cadre du capitalisme, sera la plus puissante, la moins concessive des armes pour une société qui voudra gérer collectivement son destin. En attendant, les organisations qui se veulent, ou se disent, révolutionnaires devraient revenir sur le dangereux mépris qu'elles ont pour tout ce qui concerne la dynamique des groupes, la non-directivité, la formation à la participation aux réunions ou à la conduite des réunions.

JEAN-CLAUDE FILLOUX.



... et, pour passer à l'action, je propose qu'on établisse immédiatement une liste des personnalités susceptibles de s'intéresser à un texte qui indiquerait notamment...

MARXISME, ANARCHISME, PSYCHOLOGIE SOCIALE

Morin et Lapassade mettent en question la micro-sociologie appliquée, le « micro-socialisme », le rôle de la psychosociologie... Ils le font de façon très complète et pertinente. Ce qui me suggère non pas des objections mais la libération de réflexions rétrospectives et prospectives.

Rien de plus curieux et intéressant que de voir chaque mouvement plus ou moins détaché du marxisme orthodoxe, dans un sens de recherche, traverser des thèmes analogues, s'accrocher aux mêmes problèmes, avec, à chaque fois, je le crois, moins d'illusions et un enrichissement culturel : en fait de thèmes « traversés » par *Arguments* et présents dans des configurations parentes, je citerai seulement et de mémoire : Cronstadt, la technobureaucratie, les organismes de base de travailleurs et la gestion directe, le sens de la notion de classe appliquée aux ouvriers, la liberté intérieure des organisations, le rôle des sciences de l'homme...

Naturellement la révolte de Cronstadt contre le pouvoir bolchevik n'a sa place que dans les évolutions récentes (1) et notamment dans celles de l'entre-deux-guerres (A. Prudhommeaux, 1930) et de l'après-guerre (communistes révolutionnaires). Mais les autres thèmes se rencontrent dès la scission de l'Association internationale des travailleurs dans le mouvement anarchiste autour de Bakouline.

*
**

1. *Typologie sommaire des mouvements politiques en rapport avec l'échelle des groupes sociaux.*

Les anciens marxistes orthodoxes répugnent en général à tirer au clair leurs relations avec un courant aussi hétérogène et parfois naïf au point de vue

(1) Le rôle de « Cronstadt » s'explique d'ailleurs par le fait que se sont exprimés dans cette révolte (cf. son « Manifeste ») un bon nombre de thèmes caractéristiques de la critique radicale du pouvoir « bureaucratique ».

théorique. Et pourtant leurs thèmes favoris se précisent au cours de l'évolution de l'anarchisme et trouvent là leur expression limite. Par exemple, touchant les problèmes de l'organisation-microcosme de l'avenir, il est touchant de voir, au Congrès d'Amsterdam (1907) (2), les anarchistes poser le problème des techniques de décision et de délégation ; le congrès n'admettra pas seulement des délégués mais aussi des membres individuels. Car le vote n'a pas de signification législative : il n'oblige pas la minorité. « ... Ce qui ne nous empêcha pas de trouver intéressant de savoir combien de groupes et de camarades partagent une opinion déterminée. Les discussions dans nos séances ont le même caractère que celles des congrès scientifiques internationaux. » Cela n'empêche pas non plus un magnifique incident sur un vote à la première séance mais permet en revanche la procédure originale d'un vote favorable pour cinq motions concurrentes sur le problème syndical !

Cette aptitude à se poser librement et ouvertement des problèmes sur le processus et le fonctionnement de l'organisation propre est caractéristique d'un mouvement qui, en se séparant du « socialisme autoritaire », se séparait à vrai dire des problèmes du pouvoir et tendait à se « dépolitiser » dans tous les sens du mot par sa frange individualiste qui refusait l'organisation. La rupture avec l'étatisme c'est aussi la rupture avec la responsabilité imminente de décisions pratiques à l'échelle d'un Etat. C'est la fin du raidissement caractéristique du groupe politique en ministère fantôme et des militants en futurs « hommes de gouvernement ». Que ferais-je si j'étais roi ? Mais je ne suis pas et ne serai pas roi : je suis sujet ou simple citoyen. Cette *mutation d'échelle et de niveau* me paraît avoir des corrélations assez constantes dans la structure et la dynamique de la pensée de ceux chez qui s'opère la muta-

(2) Congrès anarchiste tenu à Amsterdam. Août 1907. Compte rendu en 1908. Paris, Delesalle, 116 p.

tion. Chez Bakounine (3), c'était la lutte contre la classe bureaucratique liée à l'Etat parlementaire, socialiste, scientifique et sociologique au nom des individualités vivantes qui résistent à la «vivi-section ». C'était aussi le « fédéralisme » qui renvoie aux unités sociales de base le pouvoir qu'on croit pouvoir retirer des sommets. La démarche est déjà typique : elle fonde la théorie politique sur des problèmes d'échelle des unités sociales et d'articulation entre petites unités. Certes le mot de fédéralisme recouvre plus de problèmes que de solutions. Mais on devrait reconnaître le rôle central des problèmes qu'il pose. Il semble qu'un des traits les plus caractéristiques de l'humanité depuis cent ans soit l'extension énorme et continue du volume des unités sociales. Marx avait à beaucoup d'égards mis sur le passage à la limite de cette extension (maximum de concentration et d'homogénéisation de l'industrie et de son prolétariat). Le mode d'articulation entre les petites unités et les niveaux proliférants d'unités de plus en plus grandes est resté largement un problème oublié ou abandonné sans solution. Il n'était pas seulement quelque peu oublié par le marxisme mais par le développement objectif accéléré des grandes unités industrielles (et bientôt agricoles), militaires, éducatives et étatiques dans tous les pays. Les difficultés internes des différents appareils macro-sociaux dues à ces négligences ou à ces impuissances ont produit à la fois leurs victimes et leurs critiques.

Devant un développement pareil lié autant à la démographie qu'à la technique, les intentions des individus comptent assez peu. En politique il semble bien que le « marxisme » ait fourni pour sa part (non pas dans tel ou tel détail des écrits mais dans l'idéologie la plus répandue sous ce nom (4) le modèle de l'organisation maximale et l'anarchisme, l'intérêt pour la micro-organisation. D'où la préoccupation de ce dernier pour les « détails » de la maternité consciente, de l'éducation, de la liberté sexuelle, des relations de travail à l'échelle locale qui rappelle Fourier et son type d'utopie.

(3) BAKOUNINE. *Œuvres*, 1908. Stock-Passin, et surtout « L'Empire knouto-germanique et la révolution sociale » et « Fédéralisme. socialisme. antithéologisme ».

(4) J'y insiste, il ne s'agit pas ici de critique de textes qui tiendrait compte en particulier des auteurs les plus originaux, mais d'une schématisation historique qui correspond sans doute de façon statistique à l'allure prise en fait par les idéologies.

Toutefois cette belle symétrie ne manque pas d'être troublée par l'examen de l'histoire. Il est bien connu que Marx s'est inspiré de la Commune de Paris (teintée d'anarchisme et de fédéralisme) pour préconiser des mesures que Lénine a transcrites dans *L'Etat et la Révolution* et qu'il a certainement voulu appliquer aux Conseils de travailleurs de 1917. Ce n'est pas affaire d'intention, si la gestion étatique renforcée et généralisée en U.R.S.S. n'a pas été l'épanouissement harmonieux des initiatives locales. Inversement, il suffit de voir l'anarchosyndicalisme catalan à l'œuvre quelques mois en 1936 pour y retrouver rapidement les problèmes de spécialistes, de différenciation des salaires, de décisions centralisées, de répression, que les bolcheviks avaient rencontrés (5).

L'idée que le processus de dégagement par rapport au marxisme dominant suit une voie assez constante dans un sens anarchisant, se complète ici : quelles que soient les intentions idéologiques, les marxistes ou les anarchistes, dès qu'ils abordent *pratiquement* une même opération, celle de l'organisation sociale globale, y compris l'organisation économique, se trouvent pris dans des processus comparables de différenciation et de concentration rapide des pouvoirs et des ressources. La dynamique sociale d'une tâche est plus forte que les cloisons verbales entre les doctrines. Mais en présence des résultats obtenus, la différenciation des réactions annule les rapprochements verbaux épisodiques. Le rapprochement entre anarchistes et bolcheviks russes en 1917 dans les soviets n'est pas plus durable que celui des guesdistes blanquistes et anarchistes dans la C.G.T. naissante. Pris statistiquement, les uns et les autres sont renvoyés à leurs rôles idéologiques différentiels, les « socialistes autoritaires » dans les voies du pouvoir et du planisme, les anarchisants dans celles de la critique, de l'opposition, de l'initiative libertaire à petite échelle. Il reste de cette esquisse historique que :

1° L'anarchisme et le marxisme se rencontrent sur le même terrain commun de la recherche d'une articulation nouvelle entre l'épanouissement individuel et l'organisation sociale ;

(5) Etudes de documents de la C.N.T.-F.A.I. et de la Généralité de Catalogne. On compare ici la C.N.T.-F.A.I. avec les bolcheviks de 1917-21, pas les staliniens de 1937 en Espagne ! (Cf. P. BROUÉ et E. TENINE. *La Révolution et la guerre d'Espagne*, coll. « Arguments ». Ed. de Minuit, Paris, 1961.)

2° le « marxisme » et très souvent ce qu'on appelle communisme ou socialisme sont plus sensibles aux exigences d'organisation macro-sociale, tandis que l'anarchisme l'est davantage à celles des échelons inférieurs, l'un et l'autre rendant d'ailleurs un hommage répété à l'exigence qu'ils négligent ;

3° Il semble que la prise en charge réelle du fonctionnement social montre que les options idéologiques (centralistes ou fédéralistes, étatiques ou libertaires, etc.) différencient assez peu l'action de leurs agents tant qu'ils restent dans cette action. Après la phase naissante de la révolution, *les exigences de la macro-organisation tendent à l'emporter*. Les différences qui peuvent exister doivent être étudiées avec le plus grand soin, mais elles ne paraissent pas assez fortes pour garantir l'efficacité technique des théories en présence pour une solution qui satisferait aux deux types d'exigences.

**

II. Rôle des sciences et techniques psychosociales.

Cependant les difficultés d'articulation d'unités inégales se sont posées très tôt à une autre échelle que celle de la société globale, à l'échelle moyenne des entreprises de production. C'est du point de vue de ces entreprises que Charles Fourier et les fouriéristes, notamment, ont posé les problèmes de la société globale. Et ce n'est sans doute pas un hasard que Fourier ait mis du premier coup le doigt sur le type de questions que les psycho-sociologues reposeront un siècle plus tard : problèmes des affinités interindividuelles ou de l'attrait des tâches comme base d'organisation productive, etc. C'est que des difficultés analogues appellent le même type de démarches et que les entreprises ont intérêt à inventorier et à éliminer les causes de pertes dans le processus de travail. Fourier est donc l'ancêtre beaucoup moins du socialisme que de la psycho-sociologie du travail et de l'entreprise (inaugurée par des disciples comme Godin). Je ne reviens pas sur ces idées exposées ailleurs (6), sinon pour rappeler la grande nouveauté introduite par l'échelle des organisations restreintes :

l'expérimentation, du fait de la diminution des enjeux et du caractère moins massif des interventions, y devient possible. Il est donc possible de constituer et notamment sur le problème central des *articulations organisationnelles internes*, un corps de connaissances étiologiques et par conséquent des techniques, psycho-techniques et socio-techniques.

Quelle peut être la forme de ce travail scientifique ?

1) On peut ramener à l'échelle maniable des mécanismes généraux : miniaturer des organismes ou processus globaux avec toutes les réserves que cela appelle quant à la transposition ; grossir des processus trop menus pour l'étude directe. C'est une miniature que Lewin (7), par exemple, s'est hâté de faire pour les modes de direction « autoritaire, démocratique et de laisser-faire », réductions de régimes politiques (8).

2) On peut étudier les processus éventuellement *spécifiques* des différents niveaux d'intégration, notamment l'activité individuelle ou interindividuelle dans les petits groupes naturels (famille, école...). La portée de ces démarches est discutée à droite et à gauche, selon qu'elles menacent l'Esprit ou le Proletariat. Rodion écrivait en 1949 à ce sujet des pages qui gardent, dans l'ensemble, mon adhésion (9).

La psycho-sociologie ni comme recherche scientifique ni comme technique n'est une idéologie. Elle pourrait en avoir une. Je crois qu'en fait elle en a beaucoup selon les individus et même les organismes spécialisés. *A priori*, je ne sais pas lesquelles. On peut supposer que, comme la plupart des travaux scientifiques et techniques dans notre société, surtout dans la phase de diffusion en série, elle est en général soumise de façon prédominante aux options des groupes sociaux prépondérants (dans l'administration universitaire, industrielle, gouvernementale).

Quoi qu'il en soit, je suis convaincu :

(7) Kurt LEWIN & al., « Patterns de conduite agressive dans des climats sociaux expérimentalement créés », *B. Psychol.* 1952, 5, N° 6, 337-352. Trad. de l'anglais : Kurt LEWIN & al. « Patterns of aggressive behavior in experimentally created "social climates" » (*J. Soc. Psychol.*, 1939, 10, 271-299) par Claude FAUCHEUX.

(8) Il serait particulièrement déplacé de dire ici « anarchique ».

(9) RODION. Sans philosophie ni morale. *B. Et. Révol.* 1949, N° 10. 19-31.

(6) Robert PAGÈS, « Quelques sources, notamment fouriéristes, de la sociologie expérimentale », *Arch. internat. sociol. Coopération*, 1958, N° 4. 127-154.

1) qu'il vaut mieux savoir qu'ignorer, quoi qu'on veuille faire, et qu'une science d'origine réactionnaire est plus instructive qu'une métaphysique progressiste ; même chose pour une technique *mutatis mutandis* ; le savoir et le savoir-faire n'ont pas d'odeur. Par conséquent, je soulaite que les personnes (et les groupes) d'esprit tant soit peu libertaire ou libéral ou socialiste démocratique assimilent (ou créent à leur usage) le plus possible de connaissances et de techniques psycho-sociologiques ;

2) que la psycho-sociologie pratiquée à l'échelle *micro-sociologique* ne résoud pas le problème que je crois voir au fond de tout socialisme » : savoir la *marimisation simultanée de l'échelle de gestion sociale cohérente et de la liberté d'action et de jouissance individuelle* (10). L'extension de l'échelle de gestion à une signification économique, c'est-à-dire de rendement. Elle entraîne des méthodes de « planification » et de « programmation » qui échappent de plus en plus vertigineusement au contrôle de la cuisinière de Lénine (cf. *L'Etat et la Révolution*). La recherche opérationnelle, le calcul automatique sont en train de mathématiser et de mécaniser toute une série de décisions. *Un des rôles* du psycho-sociologue est de fournir à ce moulin quelques paramètres particuliers.

Naturellement les calculs fonctionnent entre autres avec des données préalables (notamment des axiomes traduisant des buts ou des opinions) qui peuvent être résumées ou discutées. Un autre rôle du psycho-sociologue peut être de développer les modes d'interaction qui permettent l'examen le plus large et le plus libre de ces données préalables. Il faut même noter que la déontologie des psychologues paraît lui faire une obligation formelle « d'éviter de restreindre l'autonomie d'autrui et en particulier ses possibilités d'information, sa liberté de jugement et de décision » (11). (Mais il en est des obligations formelles comme des libertés formelles. Elles peuvent être fictives.)

Il n'y a donc pas de « micro-socialisme » séparable : l'épanouissement individuel dans la « vie quotidienne »

(10) Ce double rôle explique qu'un objectif sans cesse souligné du socialisme étatiste soit « la lutte contre l'anarchie de la production » tandis qu'à l'autre pôle on prétend que « l'anarchie est la plus haute expression de l'ordre ».

(11) « Société française de Psychologie. Code de déontologie », supplément à *Psychol. franç.*, 1962, N° 1.

n'est pas un domaine particulier ; la totalité de la vie sociale est faite de ces vies quotidiennes y compris celles des dirigeants dans leurs micro-organismes. Et toutes ces vies quotidiennes dépendent de plus en plus du mode d'auto-régulation de la société globale. Ce qui existe, c'est un certain privilège méthodologique de la petite échelle en matière d'expérimentation. Ce qui existe aussi, c'est la possibilité pour une organisation planifiée globale d'établir un compromis entre le critère de cohérence et prévisibilité et celui de libre satisfaction des petites unités : soit en intégrant leur liberté ou autonomie relative dans ses prévisions (par le calcul statistique permanent assurant une adaptation rapide aux changements), soit en assurant à la base des domaines réservés, des « lopins » privés pour généraliser la chose telle qu'elle se pratique en agriculture collectivisée. Les « lopins » seraient exclus de la programmation rigoureuse... Mais même cultiver son jardin suppose des ressources sociales et un certain mode d'aménagement du territoire. Quels que soient les palliatifs, lopins (de temps ou de terre) ou tolérances statistiques, la difficulté subsiste de définir les modalités des grandes décisions centrales. Soumission monolithique de toutes les minorités aux grandes options majoritaires ? Pluralisme des options et des modes de vie (12) ? Derrière les vieux problèmes de vote au Congrès d'Amsterdam se profile un *contrat social* dont la plus interdisciplinaire des entreprises de sciences humaines aura du mal à élucider les conditions.

Mais qui lancerait aujourd'hui, sans dogme ni préjugé, et avec des moyens, une telle entreprise ? Et quels partis, je ne dis pas la soutiendraient, mais la toléreraient ? Ce qui est douteux, ce n'est pas l'intérêt d'un apport des sciences humaines aux problèmes politiques fondamentaux, c'est la possibilité d'en assurer l'*intervention* à temps pour éviter que les grandes options soient des faits accomplis, aveugles et irréversibles. Et ce qui est urgent, aujourd'hui, ce n'est pas tant un programme fondé en général sur une vue implicite ou explicite du « sens de l'histoire », supposé unique, qu'une prise de conscience scientifique des conditions d'établissement de tout programme et, sans doute, des libertés de choix inédites, insoupçonnées et considérables

(12) On notera que ce pluralisme libre serait plus congénial à la pratique de l'expérimentation à petite échelle.

que les hommes, pris à toute échelle d'organisation, ont devant eux. Et c'est bien ce qui fait le tragique de l'époque actuelle : jamais les hommes n'ont eu à leur disposition autant de variétés dans leurs choix vitaux, individuels et collectifs, et jamais par conséquent les choix n'ont été plus restrictifs et mutilants. Il est d'autant plus pénible qu'ils soient aveugles ou myopes. Jadis, ni le pâtre ni le roi ne pouvaient finalement changer grand chose à leur « destin » ou à celui des autres.

Aujourd'hui, les processus et les structures de décision et d'influence revêtent une importance croissante et sollicitent la totalité des sciences humaines (et sans doute des autres aussi) pour l'étude de leur forme et de leur contenu.

..

Il va de soi qu'aucune contribution ne doit être rejetée à ces fins. Il importerait donc de ne pas établir de confusion entre les utilisations libérales souhaitables des sciences et techniques de l'homme et tel ou tel procédé particulier et limité des psycho-sociologues praticiens les plus répandus. Les procédés de « formation » psycho-sociale par la libre expression obligatoire en groupe se sont développés, certes, au sein de la démocratie des Etats-Unis, comme les procédés sociatriques « non directifs » (intervention purement « analytique » dans une organisation). Il n'en résulte pas de privilège pour ces procédés du point de vue scientifique et technique. Les problèmes de validation spécifique pour chaque usage restent entiers et c'est ce que je me suis contenté de souligner dès 1955 (13), tout en les pratiquant dans un esprit essayiste.

En général, la psycho-sociologie ne peut s'offrir, consciemment ou inconsciemment, comme une idéologie, sans cesser d'être elle-même. Et, en restant elle-même, elle peut être asservie tout aussi bien à la pseudo-démocratie du choix du balai d'atelier ou de la décision

pour la pause-café si les décisions de rang supérieur sont réservées aux voies traditionnelles. Après tout, Lewin a fourni le modèle de l'efficacité des décisions collectives à l'occasion d'une campagne pour faire acheter les bas-morceaux par les ménagères américaines.

A ces réserves pres, il est à coup sûr utile à des libéraux de développer des moyens efficaces, en particulier de briser les mœurs et structures figées en matière de décision, de former à l'exploration des options possibles, de faciliter des modes d'influence non dégradants... le tout en s'assurant que les réactions de défense ne renversent pas l'effet cherché. Dans le cadre de certains options politiques, cet usage de la psycho-sociologie ne pose que des questions pratiques. Plus généralement, la reformulation théorique et opérationnelle des problèmes politiques de tout niveau devrait évidemment être aidée par la psycho-sociologie intégrée à l'ensemble des sciences humaines. C'est peut-être ainsi, à travers des inventions de techniques sociales qu'ont des chances d'être peu à peu désamorcés les inextinguibles procès d'intention à l'occasion d'échecs politiques qui signalent surtout l'existence de mécanismes non maîtrisés.

ROBERT PAGÈS.

(13) Claude FAUCHEUX, Robert MERRHEIM, Robert PAGÈS, « Sur les critères d'appréciation des procédés de formation psycho-sociale », *B. Psychol.*, 1959, 12, N° 6-9, 480-486. Trad. de l'anglais.

Rapport technique de 1955

Robert PAGÈS, « L'expérimentation psycho-sociologique comme exercice dans la formation », *B. Psych.* 1959, 12, N° 6-9, 337-346.

Robert PAGÈS, « Remarques sur les groupes de base et leur rôle dans un ensemble de procédés de formation psycho-sociale », *B. Psychol.* 1959, 12, N° 6-9, 465-477.

Robert PAGÈS, *La portée des interventions psycho-sociologiques dans les organisations*, 1960, Louvain, Association européenne des Centres de perfectionnement des entreprises, 24 p. (ronéo).

POUR UNE PSYCHO-SOCIOLOGIE POLITIQUE

J'ai trouvé très stimulante la note d'Edgar Morin et Georges Lapassade. Mes propres réflexions, dont cette note provoque une première expression, viennent d'une personne « naïve » en matière politique, et notamment connaissant mal le marxisme, mais qui par ailleurs pense depuis quelques années que la psychosociologie moderne offre les instruments privilégiés d'une réévaluation d'ensemble des phénomènes politiques ; cette réévaluation, tant théorique que pratique, paraît d'autant plus nécessaire que sont davantage mises en évidence les limites des systèmes d'interprétation et d'action dont nous disposons.

Il ne faut pas cependant méconnaître le point dont nous partons. Il s'agit d'extrapoler à un domaine nouveau, macrosociologique, des hypothèses, des résultats, des méthodes, développés à l'échelle microsociologique. D'autre part il n'existe pas une psychosociologie, mais plusieurs, encore mal reliées entre elles. Même à l'échelle microsociologique, le domaine est à peine exploré (cf. par exemple le divorce au moins apparent entre une psychosociologie lewinienne du conscient et une psychosociologie de l'inconscient amorcée par Moreno, Bion, certains psychosociologues français...). Il y a là source de confusion, d'ambiguïtés, qui ne faciliteront pas le dialogue avec ceux qui partent d'autres orientations (sociologie traditionnelle, marxisme).

Ce qui me paraît pouvoir être fait dans ces limites est de définir une orientation générale, une direction dans laquelle chercher des hypothèses à définir ultérieurement avec précision, en acceptant le fait que :

— il s'agit d'une orientation parmi d'autres qui peuvent être dérivées de la psychosociologie actuelle ;

— cette orientation est extrapolatoire et entièrement hypothétique à l'heure actuelle en ce qui concerne le domaine politique. Elle ne pourra être validée qu'après avoir été a) précisée, b) appliquée à des phénomènes politiques concrets ;

— Elle peut revêtir un caractère choquant, voire provocant, pour qui est habitué à d'autres cadres de pensée.

C'est dans cet esprit que je présente les remarques suivantes. J'ai trouvé commode de les regrouper autour de trois thèmes :

— psychosociologie et interprétation des phénomènes politiques,

— psychosociologie et action politique,

— le sens politique des interventions psychosociologiques en milieu industriel, ou dans les organisations en général.

Je commenterai chemin faisant certaines des idées d'Edgar Morin et Georges Lapassade.

I. Psychosociologie et interprétation des phénomènes politiques.

Morin-Lapassade insistent à mon avis à juste titre sur l'importance des sentiments et attitudes, des relations et des communications vécus pour saisir ce qu'est une société et ce qui en elle change et ne change pas.

Mais je pense qu'ils ne vont pas assez loin dans ce sens et leur présentation n'est pas exempte d'ambiguïtés.

En particulier l'assimilation entre psychosociologie et microsociologie, petits groupes, etc. me paraît fausser le problème. Non que bien sûr sentiments et attitudes, communications concrètes ne s'observent commodément au niveau des petits groupes ni que certaines techniques d'action ne passent par ce niveau.

Mais je pense que réduire l'apport de la psychosociologie en matière politique à la microsociologie (étude des petits groupes ou même des organisations), c'est se priver de l'essentiel, c'est-à-dire de ce que pourrait apporter une véritable transposition à l'échelle macrosociologique de concepts élaborés en microsociologie. Il s'agit là encore d'une tentative pour « faire la part » de la psychosociologie, la faire coexister avec d'autres systèmes interprétatifs, notamment le marxisme, qui seraient plus appropriés pour l'étude des sociétés globales, en ménageant en quelque sorte à chacun son domaine réservé. De telles tentatives conduisent à mon sens à des compromis bâtards et expriment des résistances mais ne vont pas au fond des choses.

Cette première confusion entre psychosociologie et microsociologie fait penser à une autre que ne font pas Morin-Lapassade mais qu'ils évoquent, la confusion entre le psychologique et l'individuel ou l'interpersonnel (ils citent Marcus, Roekens, Whyte, on pourrait ajouter Touraine dans un numéro antérieur d'*Arguments*). Il y aurait ainsi le domaine des structures matérielles et des superstructures idéologiques, qui serait par excellence le domaine sociologique, et à côté, soutenant avec le premier des rapports mal définis, un domaine proprement psychologique et psycho-sociologique où se situeraient les relations, les communications, les sentiments, bref tout ce qui est d'ordre psychologique.

Dans quelle direction chercher la véritable transposition dont nous parlions qui, à notre avis, doit faire s'interpénétrer beaucoup plus profondément psychologie, psycho-sociologie et sociologie ? Voici quelques indications, sous forme de propositions volontairement sommaires et tranchées :

1) Les éléments conducteurs d'une société, à quelque échelle qu'on l'étudie, sont des sentiments, des attitudes, des intentions (Palmade a exprimé cette idée à peu près sous cette forme dans son *Unité des sciences humaines*). Une société est à chaque instant ce que veut la faire ses membres.

2) Il existe des sentiments, attitudes, intentions, qui sont partagés par tous les membres d'une société. Chaque société est, à un moment donné, dominée par un ensemble particulier de sentiments (par exemple la crainte et le désir d'être abandonné, la crainte et le désir d'être protégé et absorbé, la crainte et le désir d'être dominé, etc.), qui s'exprime à travers tous les aspects de sa vie (sa production, ses structures, ses mythes...). Les modalités d'expression diffèrent entre les sous-groupes, les individus. Il y a des complémentarités, des contradictions, des ambivalences, dans les sentiments qui sont ainsi vécus. Mais ceux-ci ont une unité propre qui s'exprime justement à travers ces contradictions, ambivalences... Les sociétés sont des totalités affectives, c'est-à-dire des ensembles qui manifestent une unité affective.

3) Les diverses structures sociales (structures du pouvoir et de la propriété, des objectifs, des rôles, des communications, du statut...), expriment cette réalité affective en même temps qu'elles la masquent et la déguisent (phénomènes de défense). C'est pourquoi toute séparation entre le matériel ou le structural et

le psychologique est un non-sens. Une structure, une tâche expriment nécessairement un fait psychologique. Réciproquement les faits psychologiques profonds sont rarement exprimés explicitement mais sont vécus inconsciemment dans des structures, des activités.

4) Il en résulte immédiatement que les éléments affectifs dont il a été question plus haut sont en grande partie inconscients. Structures et activités elles-mêmes n'en sont que des expressions partielles et défensives. Les études classiques d'opinions et d'"attitudes" ne touchent que des niveaux relativement superficiels, même lorsqu'elles emploient des techniques "en profondeur" de psychologie individuelle. Les attitudes inconscientes d'une société devraient être déchiffrées aussi en partant des comportements concrets, des activités, des structures sociales qui les expriment (par une méthode analogue à celle de l'anthropologie culturelle mais appliquée directement à l'ensemble des comportements sociaux, et en recherchant non seulement les éléments permanents mais aussi les variations instantanées).

5) L'expérience affective inconsciente qui conduit la vie sociale est celle des angoisses liées à l'existence humaine en général (l'angoisse de la séparation et de la mort, de la domination-viol, de la protection-absorption, ...). La vie en société est l'expérience de ces angoisses, en même temps que des défenses spécifiques qui s'attachent à chacune d'elles, l'indifférence de l'autorité et d'autrui en général, qui interpose une distance protectrice entre autrui et nous-même, ou bien la toute-puissance de l'autorité, et d'autrui en général, ou bien son caractère de "mère protectrice", ...). C'est dire que la vie en société est nécessairement le domaine de l'aliénation et de la projection, et aussi de l'ambivalence, car tous les moyens de défense que nous interposons entre nous et nos angoisses sont au fond illusoire, ce sont des masques, des aliénations, à travers lesquels nous les retrouvons et nous nous retrouvons. L'expression des angoisses et des défenses est plus ou moins explicite, c'est-à-dire qu'il faut tenir compte aussi de défenses au second degré, qui nous protègent contre l'expérience directe de nos sentiments.

6) L'expérience affective inconsciente est aussi celle de la solidarité des hommes angoissés. C'est cette solidarité qui s'exprime à tout moment dans la vie sociale, y compris dans les moments de conflit intense. C'est elle aussi dont il

est. le plus difficile de prendre conscience car cela suppose la résolution ou la quasi-résolution des aliénations et des ambivalences et l'acceptation, dans l'angoisse, de toutes les angoisses.

Cela revient à dire par exemple, pour m'exprimer volontairement de façon provocante, que les entreprises industrielles capitalistes sont des lieux où les hommes cherchent à s'aimer et font l'expérience inconsciente de l'amour, et je dis bien tous les membres de l'entreprise industrielle, c'est-à-dire que j'inclus les membres du conseil d'administration, les cadres et les ouvriers. Naturellement, il s'agit d'une expérience inconsciente et qui se fait très souvent dans le conflit ; je ne me réfère ici ni à la « joie du travail », ni à une quelconque « harmonie dans la coopération », qui, ou bien sont mythiques, ou bien sont très souvent, non l'expérience de l'amour, mais la peur de l'amour ; elles correspondent à l'image d'une société castratrice ou *overprotective*, à laquelle il faut sacrifier ses différences pour pouvoir survivre. Mais je soutiens que, si l'on veut interpréter d'une façon pertinente ce qui se passe dans une société, aussi arriérée soit-elle, il faut l'interpréter au niveau d'une totalité en marche vers la solidarité et vers l'amour, à travers différentes formes d'angoisse. C'est la façon la plus satisfaisante à mon sens, d'expliquer, d'une part les complémentarités, et de l'autre le dynamisme social.

7) Le conflit, et notamment le conflit entre dirigés et dirigeants, ou avec l'autorité en général, a une double signification :

— d'une part il traduit une tendance à l'évolution, un effort pour se libérer d'une certaine forme d'aliénation (souvent pour en retrouver une autre), pour rejeter certaines défenses devenues inadéquates, pour en tester d'autres, à travers d'autres angoisses ;

— d'autre part, par-dessous le conflit, il y a des identifications complexes entre les éléments en conflit ; *il y a toujours collusion entre les dirigeants et les dirigés*, soit pour s'accorder, soit pour se combattre. La négation de l'autorité, surtout lorsqu'elle revêt une forme passionnelle ou violente, traduit une dépendance inconsciente à son égard. Elle est négation de sa propre dépendance et en même temps elle la manifeste. Elle est négation et destruction de soi-même en tant qu'être dépendant. C'est une expérience affective particulière, que dirigés et dirigeants conspirent à faire à certains moments ; elle peut être une étape

dans une évolution positive, à condition que la société prenne conscience de sa dépendance objective, l'accepte et restaure ses liens avec l'autorité, avec le passé, tout en leur donnant une autre signification, qui laisse place à la nouveauté, à l'originalité, à la puissance créatrice de la société nouvelle. Le conflit avec l'autorité, tant qu'il reste négation de l'autorité, de la tradition, coupure avec le passé, et donc en même temps négation de soi-même, et coupure d'avec soi-même, signifie que dépendances, aliénations, ambivalences, quoique modifiées, ne sont pas résolues, car non acceptées.

8) Les considérations précédentes peuvent peut-être éclairer les phénomènes curieux de *délais* en histoire : par exemple la persécution en grand des Juifs et des Mores en Espagne commençant *après* l'achèvement de la reconquête, alors qu'elle ne présentait plus d'intérêt militaire ou politique immédiat ; l'absolutisme royal en France prenant ses formes extrêmes et névrotiques après la Fronde ; le nazisme ne s'installant en Allemagne que quinze ans après la défaite et en un moment de reprise économique relative. Chacun de ces exemples demanderait naturellement à être creusé, mais il me semble que bien des événements historiques ne peuvent s'expliquer d'une manière satisfaisante en ne considérant que le jeu immédiat des forces politiques et économiques ; il serait utile de faire intervenir des forces affectives ayant une origine historique lointaine, refoulées dans certaines conditions, libérées dans d'autres, des images affectives persistant à travers l'histoire, colorant celle-ci et influençant profondément, modifiant, déformant, la perception des objets sociaux.

Bornons ici ces quelques remarques à peine introductives.

II. Psychosociologie et action politique.

Les remarques de Morin et Lapassade sur les partis politiques me paraissent justes : contradictions entre doctrine et pratique, entre les objectifs et les moyens, entre la vie du parti et ses slogans.

Je suis persuadé que les partis politiques évolueront dans la direction qu'ils indiquent : dérationnalisation, démystification, intérêt plus grand pour la vie concrète du parti considérée à la fois comme expression de sa politique réelle et comme test de cette politique, « microcosme social » pour employer leur expression.

Il paraît tentant dans ces conditions de penser, comme ils semblent le faire, à une collaboration entre psychosociologie et politique, celle-ci abandonnant son « technicisme » étroit et se mettant au service d'une politique « saine » ou constructive qui aurait, elle, abandonné son dogmatisme et saurait faire bon accueil à l'apport technique de la psychosociologie.

Cela me rappelle, *mutatis mutandis*, les raisonnements de certains cadres ou dirigeants d'entreprise cherchant, eux aussi, un « mariage heureux » entre une certaine conception de la productivité ou de l'équilibre de l'entreprise et les « préoccupations humaines » des psychosociologues ; ou encore les aventures et les déboires des patients qui cherchent à coopérer avec leur psychanalyste.

Je reconnais l'illusion tentante et je ne doute pas que l'on ne trouve nombre de candidats parmi les psychosociologues pour cette entreprise, au service d'ailleurs aussi bien de la droite que de la gauche (les caricatures de l'action psychologique sont à cet égard plus significatives pour les psychosociologues qu'on ne le reconnaît habituellement car la psychosociologie moderne *doit* affronter le problème de l'intervention psychosociologique, à moins de rester fossile ; et alors, le fera-t-elle sous la forme d'une « action psychologique au service d'une bonne cause » ? ; et si elle se refuse à être manipulante, que sera-t-elle donc, quelles seront son orientation et ses méthodes ?).

Je crois donc qu'il s'agit d'une illusion et, pourquoi ne pas le dire, d'une résistance à l'égard de ce que peut être une psychosociologie politique et que l'on perçoit confusément.

À une époque où éclatent les sociétés de notables et où l'on évolue vers des communications, des prises de décision, bref une démocratie de masses, l'ignorance des méthodes de gouvernement, qui sont à inventer, le poids des traditions, des problèmes non résolus du passé, et surtout la nouveauté extrême de la situation, créent un terrain propice aux angoisses collectives. La peur des autres, de cette multitude d'autres, maintenant présents ; et que l'on sent bientôt décidants, n'a jamais été aussi forte. Les mécanismes de défense, d'évitement, de blâmage, sont actifs et opèrent partout. En particulier la tendance à manipuler. Cet autre qui n'est plus un objet, mais qui n'est pas encore une personne, c'est celui qu'on manipule, celui aussi qui à

la fois se laisse manipuler et craint de l'être.

La psychosociologie est une partie de cette évolution. Elle manipule en laboratoire et, depuis quelques décades, dans des situations de la vie quotidienne, encore qu'à une petite échelle, dans des situations isolées, et sur des cas peu nombreux. Mais nous le savons, très bientôt (cela commence déjà), elle s'attaquera aux problèmes vitaux, à l'échelle des sociétés entières.

Mais il existe une autre tendance qui émerge en psychologie et en psychologie sociale, la tendance non directive, telle qu'elle se manifeste dans la psychothérapie rogérienne et dans certaines interventions psychosociologiques. Quels pourraient être ses prolongements à l'échelle macrosociologique ?

C'est une autre manipulation si l'on veut (car toute technique a sa stratégie propre, voire ses secrets), mais une manipulation qui, au lieu d'être fermée sur des objectifs particuliers, opaque à une partie de la réalité sociale, enfermée dans des cadres intellectuels qui prétendent enserrer l'avenir et, de ce fait, en partie le limitent et le nient, est ouverte à la réalité sociale dans toutes ses parties, dans tous ses aspects, tels qu'ils peuvent se découvrir dans l'acte même par lequel on en prend conscience.

Cette macrosociologie non directive encore à créer partirait des hypothèses suivantes :

— solidarité et interdépendance de tous les éléments de la société, y compris des éléments les plus « réactionnaires » et les plus résistants au changement ;

— ubiquité des mécanismes de défense dans tous les éléments de la société, y compris les plus progressistes et orientés vers le changement ;

— la condition primordiale de l'évolution de la société vers ses buts (qu'elle-même définira), vers de nouvelles structures, vers la résolution de ses contradictions, est la possibilité de prendre conscience de toutes ses tendances, de leurs significations multiples et contradictoires, et à travers ce processus d'apercevoir et de sérier ses intentions et de les assumer ;

— la présence d'un élément qui ne « coopère » avec aucune de ces tendances, mais qui soit exclusivement tourné vers leur élucidation permet de mettre en œuvre la condition précédente ;

— des techniques particulières d'intervention, par diverses formes de mise en communication et de feedback (certaines existent, mais d'autres seraient à inven-

ter), constitueraient les moyens de ce travail.

Mais dira-t-on : votre sociologue non directif est abstrait de la réalité sociale ; que penser de ses propres tendances sociales défensives ou résistantes ? N'est-il pas lui-même expression de cette société qu'il cherche à transformer, pris dans le jeu de ses contradictions, jouet entre ses mains ?

Assurément ; surtout s'il ne fait rien pour se libérer de ces influences ou les transformer, en étant persuadé qu'il n'y peut rien.

Mais pourquoi voudrait-on qu'il n'y puisse rien ? Pourquoi sous-estimer ici le rôle transformateur de la prise de conscience qu'ont admis les psychanalyses d'un côté, les marxistes de l'autre.

Sans doute le mot de prise de conscience recouvre-t-il dans ces différents cas des processus de nature différente ; il ne s'agit pas dans le cas que j'évoque de la prise de conscience d'un donné préétabli, l'instinct ou le sens de l'histoire, mais d'une prise de conscience plus radicalement formatrice encore. Il s'agit pour les psychosociologues, à travers une patiente analyse sociologique des influences qui s'exercent sur leur profession et des différentes façons dont ils y réagissent, de découvrir leur propre réponse authentique et d'assumer pleinement leur rôle social spécifique.

Un des aspects les plus intéressants à mon sens de l'orientation non directive, que je n'ai pas le temps de développer ici, est que cette attitude d'ouverture et d'acceptation d'autrui repose sur une attitude d'ouverture à soi-même et d'acceptation de soi-même, et avant tout sur une découverte et une acceptation de ses propres valeurs. C'est le cœur même du paradoxe non directif : c'est en s'affirmant et dans l'acte même par lequel on s'affirme le plus, que l'on accepte le plus complètement autrui et qu'on l'aide à s'affirmer à son tour.

Un autre aspect de ce paradoxe touche à la conception de la science, particulièrement des sciences humaines. Les sciences humaines, si elles suivent cette voie, devront admettre qu'elles sont créatrices de valeurs ; il n'y a plus divorce (scientisme) ou suspicion (comme c'est encore le cas en psychanalyse) entre l'activité scientifique et le domaine des valeurs, l'acte scientifique lui-même, la recherche, s'accomplit dans une démarche, dans une intervention, qui est créatrice de valeurs pour soi et pour les autres.

Et cet aspect que l'on voit maintenant assez nettement au niveau interindivi-

duel, en psychothérapie non directive, et au niveau microsociologique, je pense que l'on peut l'extrapoler au niveau macrosociologique.

Cela voudrait dire que la formation des macrosociologues psychothérapeutes devrait comprendre non seulement une psychothérapie individuelle, non seulement une analyse des interactions entre leur groupe et un groupe social déterminé microsociologique auprès duquel ils interviennent, comme cela se fait à l'heure actuelle, mais encore une analyse des interactions entre leur profession et la société globale dans laquelle ils interviennent. Ces deux dernières analyses étant bien entendu conduites collectivement et avec la participation des intéressés eux-mêmes.

J'accorderai volontiers que nous en sommes loin : ni les psychosociologues et sociologues n'ont pris dans l'ensemble conscience de leur rôle ; timidités, réticences, résistances, compromis sont à l'ordre du jour, s'appuyant sur des conformismes de droite et de gauche (complémentaires) ; ni nos sociétés ne sont prêtes à le leur donner ; elles recherchent pour l'instant plutôt des variétés scientifiques ou non scientifiques d'action psychologique manipulante.

Mais je pense qu'il dépend de nous pour notre part de créer ces conditions par :

— un effort de définition conceptuelle et méthodologique de l'intervention macrosociologique non directive ;

— des essais d'application pratique, conduits d'abord au niveau de l'interprétation, puis au niveau de l'action ;

— une information et une formation des milieux de spécialistes de la politique, hommes politiques, journalistes, historiens, économistes..., poursuivies par une mise en commun des connaissances et des ressources ;

— le développement de communication entre psycho-sociologues, sociologues orientés vers l'action, notamment à l'échelle internationale, et le développement d'institutions authentiquement orientées vers la psychosociologie active, susceptibles de renforcer la sécurité des psychosociologues, donc leur capacité d'intervenir.

III. *Le sens politique des interventions psychosociologiques en milieu industriel ou dans les organisations en général.*

Je viens de parler de l'avenir. Le présent ce sont les interventions psycho-

sociologiques à une échelle plus modeste, celle de l'entreprise, du syndicat, de l'école, bref de l'organisation.

Au passage il convient de signaler le caractère très récent de ces activités (vingt ans au plus), et leur très petite extension, contrairement à ce qu'imaginent beaucoup de sociologues ou de psychologues non spécialistes. On peut estimer à une cinquantaine de personnes dans le monde le nombre de ceux qui poursuivent actuellement des recherches sur les processus de changement micro-sociologique dans une perspective de recherche active, avec d'ailleurs entre eux de considérables variations de conception et de méthodes.

Je serai très bref dans ce paragraphe, dans la mesure où les paragraphes précédents éclairent suffisamment ma position sur le problème par ailleurs posé clairement par Morin-Lapassade.

1) Certes, les interventions psychosociologiques reflètent de multiples conflits de classes, de groupes, d'individus. Des conflits étagés se masquant les uns les autres et que l'intervention ne révèle que pour une faible part sans doute. Des attitudes de défense multiples sont à l'œuvre : déplacement du problème, tentatives pour se faire un allié du psychologue, pour « coopérer » avec lui, etc.

2) Ces défenses ne sont élucidées que d'une manière très partielle au cours d'une intervention psychosociologique, surtout en milieu industriel où nous touchons à des conflits plus profonds et à des mécanismes de répression très efficaces.

3) Les psychosociologues, et *a fortiori* les marginaux, charlatans ou non charlatans, qui gravitent autour de la psychosociologie, participent de ces mécanismes de défense pour sauvegarder leur propre sécurité psychologique et matérielle : crainte de déplaire, désir d'obtenir des « résultats » compatibles avec l'attente consciente du client (en général contradictoire avec elle-même et contredisant sa propre expérience), préjugés idéologiques, crainte de perdre son emploi et sa paie. Cela se traduit par une timidité dans la conception, la vente de recettes passe-partout, le recul devant des interprétations importantes. Le charlatanisme (particulièrement développé en France sous ses diverses variétés, universitaires et non universitaires), n'est bien entendu qu'une défense.

4) Il est cependant possible, si les psychosociologues ont bénéficié d'une préparation adéquate (longue et exigeante), et ont pu développer des conditions

minima de sécurité psychologique et sociologique, qu'ils maintiennent envers leurs clients des attitudes claires, non ambivalentes, exemptes aussi bien de compromission que de rigidité, des attitudes d'acceptation de la réalité sociale de ceux-ci, telle qu'elle se manifeste progressivement.

5) Dans ces conditions, le client s'engage dans un processus d'évolution, qui est un processus de prise de conscience et de transformation de sa réalité sociale.

6) Le plus souvent, ce processus n'implique que les cadres, y compris les managers. Il est rare que s'y impliquent profondément, tout au moins à l'heure actuelle, les directions proprement capitalistes d'un côté, les ouvriers ou employés de l'autre (mais il y a des exceptions). Le plus souvent, les problèmes sont abordés par le biais de l'organisation du travail. Il est rare (et exceptionnel au début d'une intervention), que soient abordés des problèmes d'intérêts, de pouvoir. Il arrive cependant qu'une certaine redistribution du pouvoir et des intérêts s'effectue à l'occasion d'une intervention. Elle est souvent informelle ou rattachée à la réalisation de tâches particulières ; elle est rarement formelle et reconnue comme une nouvelle organisation permanente (là aussi il y a des exceptions : cf. l'expérience d'Elliott Jaques à la Glacier Metal Cy à Londres).

7) L'intervention psychosociologique présente donc à l'heure actuelle des limites sérieuses : les problèmes qu'elle aborde, les transformations qu'elle opère, même dans le cas favorable où une évolution semble se produire, ne touchent pas d'une manière sensible à certains aspects fondamentaux de la vie industrielle.

8) Il est cependant faux de se représenter les interventions psychosociologiques comme des mécanismes d'amélioration des « relations interpersonnelles » ne mordant pas sur les réalités concrètes de l'entreprise, sur des conflits réels, et ayant un effet de mystification et de déplacement des problèmes. Il s'agit au contraire de communications qui portent sur des objets réels, qui tendent à leur propre approfondissement et à la découverte de conflits en profondeur masqués par des conflits superficiels.

Les critiques qui sont faites de ce point de vue (Roekens, Marcus, Touraine) correspondent aux activités des marginaux et charlatans que j'évoquais plus haut, qui caricaturent la psychosociologie. Elles reflètent aussi sans doute les ré-

sistences de leurs auteurs, leur ambivalence envers une psychosociologie active.

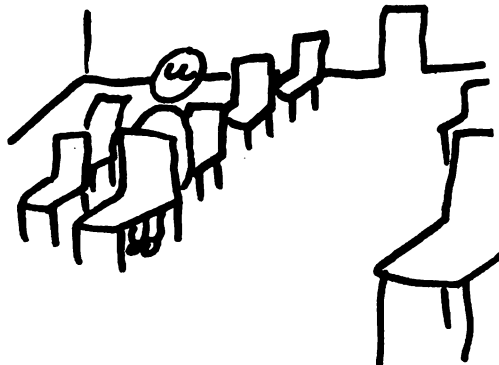
9) « Régulatrice de tensions et en même temps révélatrice de contradictions » est en effet l'intervention psychosociologique, comme le disent Morin-Lapassade. Comment comprendre l'ambiguïté de ce rôle, demandent-ils ? Le rôle n'est pas ambigu, c'est la situation qui l'est. Pour employer un schéma énergétique peut-être discutable, mais qui correspond assez bien à des observations faites en cours d'intervention, l'énergie rendue disponible par la résolution de certaines tensions, à propos de certains problèmes, ou dans un certain groupe, permet de percevoir d'autres tensions à propos d'autres problèmes, ou concernant les relations avec un autre groupe. Bien entendu il ne faut pas entendre par tensions uniquement des tensions interpersonnelles (résultant de la petite histoire interindividuelle), qui constituent ce que souvent l'on croit à tort être le domaine du psychosociologue, mais plus profondément des tensions du groupe dans son ensemble avec lui-même, dont les tensions interpersonnelles ne sont que l'image (par exemple la tension résultant du conflit entre une certaine attitude d'autoritarisme-soumission et un désir de rapports fondés sur l'autonomie, conflit vécu aussi bien par le membre autoritaire du groupe que par ses collègues soumis ; dans un cas que je connais, l'évolution de ce conflit dans un groupe de *managers* leur a permis de poser dans des termes nouveaux le problème de leurs rapports avec la direction générale de l'entreprise et de s'attaquer à une contradiction plus fondamentale).

10) Il est difficile de déterminer à l'heure actuelle si les limites de l'intervention psychosociologique dépendent uniquement des conditions qui prévalent dans la société globale, ou aussi des méthodes et de l'attitude du psychosociologue (dans un domaine à peine défriché où l'évolution est extrêmement rapide), de son habileté à aider ses clients à accéder de proche en proche aux variables essentielles qui gouvernent la situation. Nous ignorons le degré d'« élasticité » réel de nos sociétés, l'amplitude des déviations qu'elles permettent. Il est sans doute risqué de trancher la question *a priori* d'une manière dogmatique. Bien des méthodes psychologiques et psychosociologiques ont été dans le passé exécutées d'une façon sommaire (par exemple celle des *counselors* individuels de la Western Electric), alors que ces méthodes frustes portaient en germe des développements qui, pour encore critiquables qu'ils soient, ne tombent pas sous le coup des mêmes objections.

11) On peut aussi considérer qu'une des fonctions actuelles de la psychosociologie, une des « commandes inconscientes » qui lui est adressée par la société, est de mettre au point des concepts, des méthodes, des hommes, des institutions, qui serviront lorsque la situation sera mûre pour des interventions à l'échelle macrosociologique, peut-être plus profondes parce qu'incluant un plus grand nombre des variables déterminantes. Nous voici revenus à notre point de départ.

MAX PAGES.

... malgré nos
divergences ...



REMARQUES CRITIQUES SUR LA "QUESTION MICROSOCIALE"

Le « questionnaire » de la rédaction d'*Arguments* soulève des questions à la fois très nombreuses et trop importantes pour être abordées de façon systématique dans le cadre d'un article. Il ne faut cependant pas incriminer uniquement l'espace disponible. La nouveauté de certains problèmes, leur formulation, exigent un temps de maturation et des progrès réels du savoir, afin que les réponses ne restent pas à un niveau superficiel et purement verbal. Notre réflexion portera sur certains thèmes délibérément choisis et forcément limités.

1. — *Psychologie sociale et marxisme*

1-0. — Parmi les relations utilisées pour situer la psychologie sociale par rapport au marxisme, on en relève quelques-unes, généralement considérées comme essentielles :

a) le marxisme aurait trait à des phénomènes *macrosociologiques*, tandis que — est-il sous-entendu — la psychologie sociale toucherait au domaine *micro-social* ;

b) le marxisme saisit le plus directement la *vie historique* en général, laissant au dehors, jusqu'à ce jour, la réalité de la *vie quotidienne*, le milieu des liens interhumains ;

c) le marxisme concerne les structures, les relations « massives » et n'intègre pas ou n'explore pas le champ des relations interpersonnelles. On affirme dès lors, que même si les structures des sociétés changent, les rapports humains peuvent demeurer les mêmes.

La psychologie sociale peut-elle souscrire à une telle répartition des tâches et à cette ordination du réel ? Les oppositions entre macro et microsociologie, vie historique — vie quotidienne, relations sociales — relations interpersonnelles caractérisent-elles la situation respectives du marxisme et de la psychologie sociale ? La réponse est selon nous négative. L'analyse marxiste des processus économiques et sociaux est aussi bien macro- que microsociologique, se réfère autant à la vie quotidienne qu'à la vie historique, etc. Lorsque Marx examine

les actions des échangistes, les contradictions entre l'initiative du producteur individuel et le mouvement général, l'aliénation et le fétichisme dans la production, il les appréhende dans l'actualité immédiate de l'existence individuelle et inter-individuelle. Les relations proposées ne nous semblent définir clairement ni les rapports entre psychologie sociale et marxisme, ni l'inspiration fondamentale de celui-ci. Elles aboutissent, en fait, à saisir la psychologie sociale comme prothèse, science ou technique d'une sorte de « supplément d'âme », à accepter comme valable la différence radicale entre société et individu. Plus encore : les oppositions énumérées ne reconnaissent pas que l'être d'une science (ou d'une pratique) est toujours exprimé par des phénomènes et des processus qui le constituent objectivement. Un savoir n'a pas à se définir, uniquement par référence, à un autre savoir, fût-il le marxisme ; seule la nécessité à laquelle il répond lui confère l'autorité entière. A la lumière d'une brève analyse historique, il apparaît que l'évolution du marxisme, des partis qui s'en inspirent, a rendu nécessaire une psychologie sociale à l'intérieur même de cette théorie et de la pratique qu'elle a engendrée. En effet :

1-1. — Les travaux de Marx s'inscrivent dans un courant historique où de nombreuses recherches objectives et des aspirations subjectives puissantes s'imbriquent étroitement. La théorie de la plus-value, la conscience de l'exploitation, la solution socialiste, le rôle « dévastateur du machinisme », la fonction de la propriété privée sont autant d'éléments étudiés sous une forme plus ou moins claire avant même que *le Capital* soit conçu. Fourier, Proudhon, Hodgkins, Thomson, se font l'écho de ces calamités et obsessions du siècle. Marx systématise et fonde objectivement toute cette subjectivité de la classe ouvrière (le socialisme utopique est un socialisme subjectif !). De même que la substance élaborée du rêveur Freud est devenue l'essence théorique de tous nos rêves, de même la subjectivité d'une classe devient,

par l'analyse de Marx, le prisme à travers lequel la société et peut-être toutes les sociétés deviennent compréhensibles. Ce fut là le premier moment de la prise de conscience et de conscience de soi de la classe ouvrière en tant que sujet justifié dans son action et son rôle. L'histoire témoigne pour elle contre la société. La matière empirique prend la figure d'une théorie scientifique à laquelle doit succéder l'application, donc la création d'une nouvelle pratique politique. Une telle pratique suppose d'une part l'organisation d'un parti en vue de la prise du pouvoir, et d'autre part l'édification économique et idéologique d'une société. Dès cet instant la psychologie sociale — théorique et pratique — devient nécessaire.

1 - 2. — La constitution d'un parti de classe tout entier tendu vers la révolution, vers une société qui doive se réaliser par une action délibérée, suppose toute une vision de la genèse du comportement et de l'organisation des groupements humains. Bref, une psychologie sociale. Une telle vision est nettement présente dans les écrits de Lénine (*Que faire ?*, par exemple), qui est à la fois le théoricien d'un nouveau type de parti et de son mode de communication adéquat : la propagande. Par certains aspects, Lénine amplifie les recherches de Plekhanov (1), qui se réfère explicitement — comme Labriola d'ailleurs — à une psychologie sociale qui permettrait : a) d'élargir les possibilités de compréhension dans le cadre du marxisme, de l'art, de la littérature, du droit ; b) de rendre compte du processus historique concret, de sa causalité évidente et immédiate.

La théorie psychosociologique contribuerait ainsi aux visées du mouvement socialiste, lequel, aspirant à l'universalité, doit à la fois interioriser la culture existante et créer une nouvelle conception du monde, l'inscrire dans le cours de l'histoire. Doublement nécessaire à l'action politique d'une part, à la compréhension de l'histoire concrète de l'autre, la psychologie sociale se voit assigner un champ d'investigation privilégié : celui des idéologies. Le contenu effectif du terme, la problématique qui l'accompagne, les objectifs qui lui sont propres restaient à explorer. Parmi les marxistes, Antonio Gramsci est le seul à l'avoir fait.

1 - 3. — Antonio Gramsci regarde l'homme, la société, la politique en plein visage. Les tautologies brodées autour du thème des lendemains parfaits, de l'harmonie humaine future du corps et de l'esprit, de l'avenir qui est le positif du négatif, lui sont étrangères. Prisonnier réduit à sa seule réflexion, faute de livres pour citer et de papier pour se répéter, Gramsci va toujours droit à l'essentiel. Le parti politique, pour lui, doit simultanément assurer l'autonomie de la conscience d'une classe, la former en tant que sujet historique, et diffuser le contenu, la conception qui lui est propre. En un mot, engendrer une nouvelle culture. Qu'est-ce que cela veut dire ? « Créer une nouvelle culture, répond-il, ne signifie pas seulement faire individuellement des découvertes « originales », cela signifie aussi et surtout diffuser critiqueusement des vérités déjà découvertes, les « socialiser » pour ainsi dire, et faire par conséquent qu'elles deviennent des bases d'action vitales, éléments de coordination et d'ordre intellectuel et moral (2). »

Cette culture est fondée sur le marxisme. Par conséquent, la transformation du marxisme en « force matérielle », en matière de la vie, du comportement des hommes, voilà une question qui paraît à Gramsci essentielle. « Rappeler la fréquente affirmation que fait Marx de la « solidité des croyances populaires » comme élément nécessaire d'une situation déterminée... Marx affirme encore qu'une conviction populaire a souvent la même énergie qu'une force matérielle... (3). » Toutefois, Antonio Gramsci n'ignore pas, comme le font d'autres penseurs marxistes, les dimensions psychologiques, cognitives ou linguistiques, celles de la communication, qui affectent la genèse d'une telle « force matérielle ». D'emblée il pose les problèmes cruciaux : « pourquoi et comment se diffusent, en devenant populaires, les nouvelles conceptions du monde ? Est-ce que dans ce processus de diffusion (qui est en même temps un processus de substitution à l'ancien et très souvent de combinaison entre l'ancien et le nouveau) influent (voir comment et dans quelle mesure) la forme rationnelle dans laquelle la nouvelle conception est exposée et présentée, l'autorité (dans la mesure où elle est reconnue et appréciée d'une façon au moins générique) de la personne qui

(1) G. PLEKHANOV, in *Defense of Materialism* Londres, 1947. — *Les questions fondamentales du marxisme*, Paris, 1948.

(2) ANTONIO GRAMSCI, *Œuvres choisies*, Paris, p. 19.

(3) *Id.*, p. 75.

l'expose et des savants et penseurs sur lesquels elle s'appuie, le fait pour ceux qui soutiennent la nouvelle conception d'appartenir à la même organisation pour un autre motif que celui de partager la nouvelle conception... Mais la recherche a surtout un intérêt en ce qui concerne les masses populaires, qui changent plus difficilement de conceptions, et qui ne les changent jamais, de toute façon, en les acceptant dans une forme « pure » pour ainsi dire, mais seulement toujours comme une combinaison plus ou moins hétéroclite et bizarre (4). » La psychologie sociale se livre à une telle quête lorsqu'elle se propose d'analyser conjointement les systèmes de communication et les représentations sociales en se les donnant comme champ d'investigation propre. L'un de nous l'a tenté à propos de la psychanalyse (5) en examinant les processus par lesquels cette théorie est devenue une représentation sociale, sa combinaison avec d'autres représentations préexistantes, la manière dont « les masses » modifient une vision du réel et adaptent leur conduite à cette vision socialisée. Pourquoi le marxisme ne ferait-il pas l'objet de recherches analogues ? On s'accorderait alors exactement avec les préoccupations de Gramsci, non seulement par la théorie mais aussi par le contenu. Il ne s'agirait point de viser à décrire un « appauvrissement », une « simplification » ou la vulgarisation de la conception de Karl Marx. L'objectif serait d'en préciser son devenir « force matérielle », d'appréhender la création de la culture à laquelle on a tendu. La fascination par le marxisme, l'émergence d'un antimarxisme de classe ou « réactionnel », sa pénétration dans le comportement des individus, des groupes, les transformations et « amalgames » auxquels il a concouru, serviraient beaucoup pour le comprendre et nous comprendre. Sa représentation sociale, conçue scientifiquement, nous ferait toucher du doigt le processus *sui generis* par lequel les hommes édifient leur réalité immédiate, organisent leurs relations, structurent leur comportement, inventent ces « objets sociaux » supposés reflétés — effectivement et symboliquement. Le marxisme s'inscrit parmi les philosophies dont la pénétration sociale appelle aux yeux de Gramsci une étude particulièrement attentive : « du point de vue qui nous préoc-

cupe, l'étude de l'histoire et de la logique, des différentes philosophies des philosophes n'est pas suffisante... il faut attirer l'attention sur les autres parties de l'histoire de la philosophie, c'est-à-dire sur les conceptions du monde des grandes masses, sur celles des groupes plus restreints (les intellectuels) et enfin sur les liens unissant ces différents ensembles culturels avec la philosophie des philosophes. La philosophie d'une époque n'est pas la philosophie de tel ou tel groupe d'intellectuels, de tel ou tel groupement de masses populaires : c'est une combinaison de tous ces éléments qui a son apogée dans une direction déterminée, où cet apogée devient norme d'action collective, c'est-à-dire « histoire » concrète et complète » (*ibid.*, p. 43).

1-4. — Le marxisme aboutit donc non seulement à l'exigence d'une psychologie sociale mais aussi à une problématique relativement élaborée. Point n'est besoin de coupler en opposition vie historique et vie quotidienne, macro et micro-sociologie, etc. Ce serait céder trop facilement à des effets d'ambiance « intellectuelle ». Seul importe le champ réel propre à la psychologie sociale : celui des représentations sociales, de l'organisation et des communications dans et entre les groupes, les contours de la psychologie sociale se dessinent nettement dans l'univers de l'art, de la culture, dans celui de l'organisation politique d'un parti ou d'une société. Les textes de Gramsci témoignent de la nécessité d'un effort théorique en ce sens ; à l'intérieur même du marxisme, la vigueur de ces réflexions contraste violemment avec leur absence d'écho auprès de penseurs qui se réclament de Marx. Il est vrai que maints marxistes, marxologues et marxien, en ménagères jalouses de leur intérieur, veillent à la propreté des objets qui y sont rangés, les époussetent avec précaution, passent et repassent de Hegel à Marx, nettoient texte après texte. L'introduction de la réalité bousculerait sans doute un ordre aussi bien entretenu et la psychologie sociale — ou du moins ses questions — ne fait pas partie du *curriculum* ménager et philosophique. Il est bien plus facile d'émettre quelques généralités sur la quantification, les enquêtes, et de se tourner tranquillement vers le passé, là où se trouve la « vraie » histoire documentaire et documentée.

Les conséquences de cette méconnaissance de l'actualité, de la manière dont Gramsci l'a « visionnée », sont évidentes : la vie politique reste empirique,

(4) *Id.*, p. 35.

(5) Serge Moscovici, *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, 1961.

orientée surtout vers les questions afférentes au pouvoir ; l'activité culturelle se borne à l'accumulation de justifications.

1-5. — La psychologie sociale, comme science et pratique, est, sans conteste, politique : elle a une portée politique et lorsqu'un parti se propose de conquérir le pouvoir et se donne des fins culturelles spécifiques, propres à constituer un milieu humain, il doit y recourir. Si on lui pose la question de savoir quelle est dans cet ordre d'idées la plus grande difficulté, elle peut répondre que celle-ci réside dans la mue d'un organisme politique du moment de la prise de pouvoir à celui de l'édification d'une culture nouvelle. Au cas où cet obstacle n'est pas surmonté, les hommes continuent à vivre dans des cadres anciens avec les contradictions qui les accompagnent. L'antagonisme qui en résulte n'est pas celui entre les structures de propriété et les relations interpersonnelles, mais entre une dynamique axée sur la puissance, élément propre à la sphère politique, et une dynamique fondée sur la participation, condition essentielle d'une société qui veut élaborer consciemment une culture. Or, c'est dans le domaine de la maîtrise du pouvoir que nos sociétés ont acquis une expérience très riche. Quant à celui de la formation réfléchie des totalités culturelles psychosociologiques (normes, attitudes, langages, etc.), il est encore dans la plus petite enfance. Jusqu'à ce jour, dans nos sociétés occidentales, la création de cultures a été un moyen de domination politique, et non pas celle-ci un moyen de celle-là. Les « malaises » actuels montrent qu'un renversement du courant historique est nécessaire. La psychologie sociale ne s'est pas proposée explicitement ce but, bien que se soit là son véritable terrain « révolutionnaire ». Toutefois, on le voit, son avenir, ses progrès, dépendent de son insertion dans ce courant qui oblige les hommes à transformer le monde.

2. — Science et pratique de l'aliénation ?

2-0. — De divers côtés, — la rédaction d'*Arguments* le note —, on qualifie d'aliénante la psychologie sociale et ses techniques. Ceux qui expriment ces belles inquiétudes, ce noble souci de l'humanité, ont en vue — pour quand ? — un monde translucide où chacun sera dans l'autre et dans l'univers, comme en soi-même. Les « dés-aliénistes » sont les utopistes d'aujourd'hui car, très souvent, ils isolent un phénomène de son contexte et

présentent comme fin absolue ce qui sera toujours uniquement un effet relatif. Au nom de l'aliénation, on condamne le monde actuel, ce qui est parfois bien plus commode que de poursuivre un combat politique précis, de collaborer à des tâches économiques ingrates, d'affronter une recherche particulière, de faire une expérience, bref de se consacrer à une activité qui, elle, est dés-aliénante à la longue. Si l'on affirme que la psychologie sociale contribue à l'aliénation des hommes, cela ne veut pas dire qu'on puisse y renoncer en la rejetant en bloc, ni refuser de comprendre en quoi certaines de ses conséquences ne sont pas positives. A la vertueuse indignation arrosée de paraphrases il est préférable de substituer un examen lucide : *en quoi* la psychologie sociale est-elle une pratique et un savoir aliénants ?

2-1. — Tout d'abord, la psychologie sociale et le psycho-sociologue se meuvent dans un milieu marqué par la *dépendance*. Celle-ci a pour corollaire la « manipulation », d'une part, la « régulation » de ses effets de l'autre. Quand on considère l'ensemble du champ de recherches et de pratiques de la communication, on voit que la préoccupation majeure est toujours l'établissement de liens entre la « masse », les « individus », les « groupes » et la source manipulatrice. La seule question que l'on se pose est de savoir « qui dit quoi, avec quel effet ». Certes, toute communication implique une manipulation ; toutefois ce ne l'est là qu'une de ses facettes. Les « améliorateurs » de la communication interviennent pour relâcher les tensions de la dépendance, permettant aussi l'expression des individus et des groupes particuliers, sans pour cela remettre en cause les circonstances qui concourent à l'étouffer. Du reste, ces interventions se limitent dans la plupart des cas à un milieu spécifique : les cadres. La psychosociologie appliquée est largement une psycho-sociologie des « cadres », comme la psychosociologie théorique est trop fréquemment une psychologie sociale d'« étudiants ». Ceci ne constitue pas en soi un mal, mais l'aspiration à la généralité est loin d'être satisfaite.

Faute de reconnaître le caractère fondamental de dépendance qui sous-tend toutes ces manifestations et ces pratiques, l'acceptant presque comme « naturelle », on n'approfondit pas ses ramifications, sa dynamique et ses répercussions significatives. L'état d'« interdépendance », de réciprocité des actions, état qui convient

le mieux, idéalement, à une vie sociale accomplie, est introduit seulement à titre « correctif », transitoire, et non pas promu en tant qu'exigence première.

2-2. — En deuxième lieu, il est utile de noter la prédominance en psychologie sociale de l'esprit de quasi-équilibre. Ainsi on aboutit tout droit à la célébration du statu quo. On a remarqué depuis longtemps que les informations sur l'état de l'opinion, considérée comme une donnée ferme, contribuaient à renforcer le conformisme et présupposaient que l'on dut s'y adapter. Sous l'apparence de la démocratie, du respect d'une majorité, on espère obliger les minorités à se soumettre au « climat d'opinion ». En mettant l'accent sur les différences entre les groupes à un moment donné et non pas sur la variation temporelle marquée de ces différences, on propose pour modèle cristallisé ce qui n'est qu'une configuration plus ou moins durable. Cet « esprit de quasi-équilibre » pénètre de part en part les conceptions des « humanistes » de la relation. Pour ceux-ci, il s'agit d'ajuster, de corriger les relations existantes en leur donnant une coloration humaine, inter-personnelle. Ceci, en oubliant que même inhumaines, toutes ces relations, dans l'entreprise ou ailleurs, s'établissent entre des hommes. L'action du psycho-sociologue ne vise pas tant à les transformer qu'à les rendre supportables, à les reformuler subjectivement plutôt qu'à les changer réellement. Une psychologie sociale du changement n'a pas encore été développée, constituée. Quand on lui consacre quelque attention (6), c'est le changement comme opération « d'en haut » qui peuple l'arrière-fond théorique et non pas la perspective d'un processus évolutif d'un groupe social qui s'y trouve engagé.

2-3. — Le psychosociologue décrit, quantifie, définit le type de *consommateur* de tel ou tel produit. Il considère comme une véritable « révolution » le fait que l'usage des réfrigérateurs, de la voiture, de la télévision, — autant de signes de la « société » —, a pris un caractère général. Ce faisant on oublie que le problème central, le seul qui soit scientifiquement effectif et signifiant, est celui de la *constitution des besoins*, de leur intégration dans la vie générale des groupes, des individus ou de la société. Si on les envisageait globalement, on

constaterait que malgré la profusion des sollicitations, une pénurie fondamentale peut exister. Galbraith (7) l'a nettement remarqué : l'abondance dans notre société s'accompagne d'une véritable pauvreté, par exemple dans le domaine de l'éducation. Les recherches psychosociologiques dans ce domaine sont pratiquement absentes.

2-4. — Notre dernière remarque portera sur la possibilité de prendre les « vessies » (techniques) pour des « lanternes » (concepts). La Sainte alliance de la bureaucratie et des sciences sociales a pour devise : unité, méthodologie, opérationnalisme. C'est bien connu : la psychologie sociale — à l'instar de toutes les autres sciences sociales — renforce les manifestations bureaucratiques de notre société. Rien n'est plus vrai et W. C. Mills (8) l'a admirablement montré. La psycho-sociologie joue là un rôle éminent, car elle a été terriblement inventive en techniques de recueil et de traitement des informations d'origine sociale et psychologique. Dès lors, on y recourt automatiquement. Les questions concrètes sont abordées non pas du point de vue de leur complexion, mais de celle de techniques auxquelles on fera appel pour les étudier, comme si le changement de technique impliquait un changement de concepts, et non pas l'inverse. Comment est justifiée, dans un livre récent (9), la substitution des études de motivation à celles, « classiques », du comportement ? Non pas tellement par une découverte inédite d'ordre psychologique, mais par « l'insuffisance » des démarches quantitatives et l'apparition de nouveaux procédés « indirects », « qualitatifs », d'entretien. Autour d'une méthode particulièrement se constitue instantanément un vocabulaire qui unifie immédiatement toutes les sciences (de l'économie à la psychanalyse) et donne au psychosociologue le statut d'omnipraticien. Tout le monde se comprend merveilleusement, chacun croit détenir l'essentiel de la réalité, et l'utilisation d'un vocable-clé identifie un processus à une technique, en assure l'efficacité. « La communication », la « motivation », etc. remplissent de telles fonctions. Après

(7) J.K. GALBRAITH, *L'ère de l'opulence*, Paris, 1961.

(8) C.W. MILLS, *The sociological imagination*, 1959. Voir aussi dans *Arguments* (1960, 4, N° 17) les articles de Lapassade, Morin, Touraine, Paris.

(9) J. MARCUS-STEIF, *Les études de motivation*, Paris, 1961.

(6) R. LIKERT, *New Patterns of Management*, Mac Grawhill, 1961.

tout, on ne prétend même pas devoir leur donner une justification scientifique, initier des recherches, démontrer leur vérité. On se contente de soutenir que ces notions sont opérationnelles. La référence à quelques modèles physico-mathématiques, le saupoudrage avec des formules statistiques, la présence d'un ingénieur, rassurent et sacrent savoir ce qui n'est qu'expertise.

2-5. — Comme l'artillerie à la Renaissance, la psychologie sociale est une science très nouvelle et un art très ancien. Demander si elle est capable d'aliéner ou de désaliéner revient à considérer qu'elle peut être « volontairement » orientée dans un sens ou dans un autre, ou qu'elle est irrémédiablement identifiée à l'un ou à l'autre. Si quelqu'un a l'assurance de fournir une indication définitive, univoque, à ce sujet, les illusions qu'il nourrit et dont il se nourrit sont d'autant plus dangereuses. C'est aussi supposer qu'une connaissance est assimilable au « Mal » ou au « Bien » absolus et que simultanément, elle manque de tout moyen de se diriger, de se critiquer, ou de se redresser. Trop et trop peu de puissance ! Le seul cheminement qu'elle peut en fait emprunter est celui de la constitution d'une science solide sur laquelle asseoir une pratique, de la lente maturation à travers l'interminable dialogue de la théorie et de la réalité, du constant retour sur soi (le présent article en est un) et des avancées hardies.

!*.:

3. — Fonctions du psychosociologue, démocratie directe et partis politiques.

3-0. — Les fonctions du psychosociologue sont, naturellement, différentes si on les considère du point de vue de la recherche ou de l'application.

En tant que chercheur, il se propose d'une part d'élaborer des théories ayant trait à la culture, aux conduites sociales (communications, langage, représentations sociales, processus intra et intergroupes) et d'autre part de développer des méthodes adéquates de mise en évidence des faits, de preuve et d'utilisation des connaissances.

En tant que praticien, le rôle du psychosociologue est double :

— premièrement : il *recueille et communique des informations objectives sur une réalité sociale déterminée*. Dans ce cadre il peut étudier une communauté, décrire les jugements portés sur une

catégorie sociale, analyser un phénomène particulier : la reconversion industrielle, la modernisation des mines (dont la grève de Decazeville, par exemple, est une conséquence) etc. ;

— deuxièmement : *il intervient dans des groupes sociaux afin de faciliter la modification des rapports et des conduites ; dans ce sens il a le rôle d'un éducateur*.

Ces deux modes d'insertion concrète sont étroitement liées. En effet, le recueil de l'information et son analyse doivent permettre non seulement de comprendre la réalité mais aussi d'agir sur elle et réciproquement. Son action se fonde sur une connaissance du milieu ou elle s'exerce. Toute technique d'examen des faits ou d'intervention doit être subordonnée et aboutir à une *théorie particulière du système considéré*. Faute de quoi on se trouve obligé de recourir à des méthodes passe-partout illusoire et aveugles.

Actuellement les deux aspects de l'art du psychosociologue sont souvent séparés. En effet, on l'appelle dans certaines occasions uniquement pour faire une enquête, examiner une situation, à la suite de quoi il fournit un rapport. On le retient rarement pour participer à une décision qui impose à la plupart de ceux qui ont à la prendre, un changement de leur manière de voir et de comprendre certains problèmes inhabituels. De la sorte, il ne peut ni assurer une transmission correcte de ses résultats, ni vérifier leur adéquation au réel. Ou alors on souhaite que le psychosociologue intervienne pour *conseiller* en vue de l'amélioration de l'état de chose. L'action qu'on lui propose à pour fin surtout l'élimination des symptômes trop évidents, la consolidation de la situation donnée, une régulation des tensions plutôt qu'une remise en question, une « révolution » des contradictions. Il y a un compromis permanent entré ce qu'il cherche à rendre évident, ce que l'on se refuse de voir, et l'efficacité de ses techniques, de son action, sera à la mesure de la capacité à se transformer de l'organisme qui le consulte. Celui-ci cherche à tenir à distance, à limiter et à canaliser l'impulsion donnée par les psychosociologues. Pour s'adapter à de telles conditions de travail, on en vient à accepter d'agir dans les cadres et dans les thèmes qui sont énoncés par le « client » sans chercher à les redéfinir. *Nolens volens* on souscrit aussi à ses normes. La situation ainsi créée reçoit parfois une consécration théorique ap-

parentée à ce qui a été appelé « non-directivité ». L'attitude de non-intervention fait écho à l'exclusion partielle, mais effective, du psychosociologue. Expert d'une part, conseiller de l'autre, celle-ci accède difficilement à la plénitude de sa fonction pédagogique et ne la met en service que dans des circonstances exceptionnelles. Notamment dans des groupes *ad hoc* de volontaires (10), des « séminaires », il concourt à élaborer, à défaut de conduites nouvelles et stables, des modèles, des représentations plus adéquates de la réalité sociale.

Ces modèles, ces représentations tendent à se propager, en favorisant dans des milieux réceptifs, l'éclosion de rapports originaux entre individus ou entre groupes. Sans conteste, cette « éducation » a aujourd'hui une efficacité limitée de par la durée trop courte et le degré inégal de participation à de tels « séminaires » et par le fait qu'une personne ayant pu acquérir, élaborer des comportements nouveaux se trouvera hors de ces « séminaires » dans un environnement social traditionnel, peu favorable au développement de ces conduites qui tendront alors à s'éteindre. Il en est de même quant à la perdurabilité et à la diffusion des efforts de certaines entreprises — exemplaires — sur le plan de l'organisation et de la constitution de groupes de travail. Toutefois ces résultats, intéressants du point de vue théorique et technique, décrivant l'horizon des possibilités de la pratique psychosociologique, illustrent certaines conceptions concernant la vie en société.

3 - 1. — On associe volontiers à la fonction éducative du psychosociologue l'idée de démocratie directe à travers deux notions, celle de « groupe restreint » et celle de « groupe informel ». Certains socialistes sont proches d'une telle façon de voir à propos des « conseils ouvriers » et du « spontanéisme » en opposant les « petits groupes » (ou groupes « face à face ») à la société globale et formelle. En filigrane on lit la nostalgie qu'a exprimée autrefois la notion de *communauté* en regard de celle de *société*.

Certes, les petits groupes correspondent à des besoins d'expression et de délibération que seule une taille réduite du groupe peut réellement permettre. Néanmoins, le problème de leur fonctionnement, de leur interdépendance et

de leur intégration dans la société globale reste posé. D'autant plus que l'idée d'« informel » cèle beaucoup d'incertitudes quant à la conduite des groupes (comme par exemple la différenciation des rôles et la délégation de pouvoirs souvent perçus comme besoin de souveraineté).

Légitimement, on peut se demander si les conseils ouvriers (p. ex. en Yougoslavie, en Pologne) constituent une amorce ou une réalisation authentique, durable, d'une démocratie directe.

Ces conseils peuvent s'avérer être une satisfaction accordée à quelques couches de la société mais ne garantissent nullement la démocratie. Le danger des pressions diverses, du conformisme, du rejet des « déviants », du particularisme, ne sera pas atténué pour autant.

De plus : compte tenu des capacités actuelles à l'auto-gestion, de telles institutions sont-elles compatibles avec les exigences d'une société moderne en matière de consommation, de production, d'éducation, de recherche scientifique et de défense ?

La planification nécessaire créerait inéluctablement des formes d'action qui, étant donnés les modèles sociaux connus, seraient fortement centralisées. Dans les sociétés socialistes ou capitalistes, une « usine du plan » (11) est techniquement possible. Aujourd'hui, elle sera autoritaire, à tendance bureaucratique, et fonctionnera dans le vide sans une formation préalable des hommes à ce mode de fonctionnement et d'organisation sociale. Autrement il est impensable de rendre collectif ce qui est ignoré par chacun autrement qu'en accompagnant la prolifération extraordinaire des experts de la fabrication d'un mythe de l'efficacité absolue de ce plan, de l'harmonie finale qu'il assure. La raison la mieux fondée et la magie la plus extravagante se porteraient mutuel secours. Ce faisant, on n'innoverait point. L'étrange coexistence dont on vient d'indiquer les traits marque profondément notre époque. Une société ne vit pas longtemps de semblables artifices, ni de satisfactions partielles, mais d'une culture *commune*, à base soit de contrainte, soit de consensus capable de répondre aux exigences matérielles et psychologiques de ses membres. Les socialistes ne peuvent qu'aspirer à créer une telle culture, à lui conférer une di-

(10) C. FAUCHEUX, « *Théorie et technique du groupe de diagnostic* » (*Bull. Psych.*, 1959, XII, 397-420).

(11) P. CHAULIEU, « *Sur le contenu du socialisme* » (*Socialisme ou Barbarie*, 1958, N° 22, 1-73).

gnité et des formes diverses suivant le degré de développement et les dimensions de l'ensemble social. Les conseils ouvriers sont une de ces formes, mais ne constituent certes pas en eux-mêmes, une but ni un aboutissement. La culture socialiste, démocratique comme un moment de l'histoire universelle, oui. Dans toutes les sociétés, une culture s'est constituée à travers des groupes particuliers, religieux, philosophiques, politiques, etc. Dans notre société, les psychosociologues, de par leur savoir, leurs expériences, peuvent y contribuer directement. Leur participation à une telle entreprise ne peut pas s'accomplir à partir de philosophies prédéterminées, précaires, fussent-elles bourrées de bons sentiments. Seuls une science issue de l'analyse approfondie des sociétés existantes, du comportement de leurs membres, peut offrir le point de départ indispensable. Or, il faut le souligner, la psychologie sociale est ancrée surtout dans les sociétés capitalistes. Les socialistes se sont jusqu'à ce jour refusés à la constituer, a y recourir. Un bouleversement de ses habitudes, qu'impose nécessairement l'évolution en cours, du cadre urbain, de la technologie, de l'insertion des sciences dans la vie productive, ouvrira à la psychosociologie des perspectives dont il serait utopique de décrire les conséquences.

Dominée par sa tâche politique, la « pensée de gauche » qui veut transformer le monde ne peut pas s'y cantonner. Elle risque de voir éclater en compartiments séparés ce qui est foncièrement un, de susciter des inégalités antagonistes, hument, donc psychologiquement, intolérables. Pour ce motif, la « pensée de gauche » devrait se sensibiliser aux préoccupations psychosociologiques. Non pas seulement afin d'examiner les formes de vie existantes, mais pour en rechercher de nouvelles.

3 - 2. — Les liens de la psychosociologie avec la vie politique et les partis politiques ne sont pas d'une autre nature que ceux qu'elles entretiennent avec d'autres organismes sociaux.

Les partis politiques recourent à elle pour l'étude du comportement électoral, la prédiction du résultat des élections, la connaissance de l'« image » des hommes politiques, la propagande électorale. Mais l'intégration des « experts » ne se fait jamais d'une manière organique.

La raison principale est que le seul but qu'un parti s'assigne est le pouvoir, la direction économique et non pas des

tâches sociales générales. Il s'organise en conséquence, cherchant à mobiliser des énergies de manière plus ou moins permanente, et à préserver son unité et sa cohésion par une conformité d'autant plus définie qu'il est plus grand. On tend alors vers la propagande, la manipulation autoritaire et son corrélat, la passivité des masses. Les consignes doivent être suivies. Un parti politique, du modèle traditionnel tout au moins, ne peut donc pas remplir cette fonction pédagogique : préparer des transformations sociales par l'apprentissage de la participation, de l'autogestion, etc. En marge des partis ou en réaction on observe l'apparition de mouvements (clubs, organisations professionnelles, etc.) qui se proposent de tels objectifs et où la psychosociologie — comme les autres sciences sociales — pourrait jouer un rôle important.

Cependant, ces initiatives ne peuvent éviter de déboucher tôt ou tard sur une action politique. Elles retrouveraient alors toutes les réalités et toutes les questions indiquées par Gramsci que nous signalions au début de cet article et auxquelles on n'accorde guère d'attention. Le technicisme, l'économisme y prédominent et y font obstacle.

Et, s'ils ne songeaient pas à cette évolution vers la vie politique, ces mouvements deviendraient un nouveau type de groupe d'influence ouvert.

3 - 3. — Le psychosociologue ne peut pas échapper aux pressions, aux exigences et aux limitations de la collectivité où il agit, de la catégorie sociale dont il provient. Si quelques individus pour des raisons politiques ou morales s'en écartent ou les esquivent, d'autres prennent leur place et s'y soumettent.

Son destin n'est pas différent de celui des autres techniciens et savants. A la limite, sa position est plus défavorable car il lui manque jusqu'à ce jour un fondement théorique qui soit confirmé à la fois en science et en pratique. Ce dont il dispose ce sont des orientations, des tentatives dont celle de Lewin est la plus cohérente.

En l'absence d'une telle conceptualisation, il peut poursuivre une activité critique, technique, contribuer avec d'autres à réfléchir et débattre leurs problèmes. Assurément, il n'a aucun critère ayant la dignité de l'idéal et du vrai pour indiquer aux hommes quelle est la meilleure voie pour atteindre leurs aspirations et les légitimer.

Paradoxalement, l'impulsion primor-

diale des psychosociologues, aujourd'hui, devrait être d'ordre scientifique et théorique afin d'atteindre à une conception générale du comportement collectif et de sa résonance culturelle. Qualifiera-t-on cette tendance de « désintéressée », d'« idéologique » ou de « puriste » ? Ce serait oublier que dans le monde tel qu'il se développe, les théories scientifiques sont devenues des problèmes sociaux, techniques, matériels, urgents. L'élaboration d'une théorie des particules élémentaires, la découverte d'une modalité de calcul des équations non-linéaires, la connaissance des formules susceptibles d'optimiser l'investissement sont des questions, bien que théoriques, plus essentielles que la mise au point d'un avion atomique, l'invention d'une nouvelle machine ou d'un nouveau type de fusée. On ne voit pas pourquoi on serait plus impatient et plus empiriste quand l'homme, la société sont en cause. Seule une telle conception pourrait associer la pratique psychosociologique qui est tout d'abord d'ordre pédagogique aussi bien sur le plan social que politique. On n'a pas assez remarqué que parmi toutes les sciences sociales la psychologie sociale est la seule qui ait cette fonction. Ni l'économie, ni la sociologie, ni la linguistique, ne se définissent ainsi. Les caractéristiques de cette activité pédagogique sont d'une part de s'exercer non pas de l'extérieur, mais là où elle est souhaitée, et d'autre part le fait qu'elle n'a rien à enseigner. Le psychosociologue n'inculque ni ne transmet des informations d'ordre professionnel. Il ne donne pas des recettes

de « bonnes manières », de « bons contacts » pour bien « communiquer », être « bon patient », etc. Son objectif est d'établir des rapports entre des sous-ensembles qui ont proliféré indépendamment les uns des autres. Les individus comme les groupes vivent dans des subcultures constituées sur des principes autonomes, divergents. L'appréhension politique des événements, les modalités de relation avec les autres, l'activité professionnelle, etc., suivent les modèles particuliers, antagonistes, font usage de processus intellectuel, de langage appartenant à des stades historiques de l'individu ou de l'humanité les plus divergents. Partant, le babilisme culturel et la schizophrénie mutuelle fleurissent de conserve. Les raccords artificiels, l'homogénéité superficielle ne sont que des palliatifs. La voie propre à cette pédagogie est celle de l'établissement d'une circulation entre des secteurs isolés, du « branchement » sur un circuit vivifié de réseaux de faits, de conduites, d'idées auquel on a recours dans une atmosphère de sélection contraignante.

Les effets particuliers, à l'obtention desquels elle tend, sont : la formation, l'organisation des groupes dans un contexte d'« interdépendance » affirmée et d'utilisation de celle-ci, la reconnaissance des contradictions pour en faire quelque chose, à savoir approuver les rapports existants et dévoiler ceux qui se dégagent ou y sont contenus.

CLAUDE FAUCHEUX
et SERGE MOSCOVICI.



**NOUS REFUSONS
L'AVENTURISME...**



**... AUSSI BIEN QUE
L'IMMOBILISME!**

MARXISME ET DYNAMIQUE DE GROUPE

L'auteur de cette note n'est pas un spécialiste de la dynamique des groupes, mais un marxiste qui s'interroge sur la signification de l'actuelle vogue de cette discipline. L'examen de la validité scientifique de ses résultats ne nous intéresse pas ici ; il est du ressort exclusif des psychologues sociaux. La question que nous nous posons est d'ordre uniquement sociologique : quelle est l'orientation de l'évolution sociale qui a rendu possible et nécessaire l'essor de ces recherches et dans quelle mesure ce fait impose-t-il aux marxistes une révision de leur doctrine ? C'est du résultat d'une série de confrontations de cet ordre que dépend la réponse à la question : sommes-nous encore des marxistes ou déjà des « post-marxistes » ?

Le marxisme traditionnel s'est intéressé à cette question, et sa réponse est jusqu'à nouvel ordre *négative*. Par « marxisme traditionnel » nous entendons toutes les formes de marxisme, même ouvert, dont une sociologie bipolaire des grandes classes demeure l'expérience centrale. Dans cette optique, l'effort des dynamiciens de groupe ne peut qu'être suspect quelle que soit la solidité éventuelle de ses bases théoriques ou le caractère spectaculaire de ses résultats. Du moment que l'on considère les tensions à l'intérieur des entreprises comme le reflet des antagonismes de classe, toute tentative de sociothérapie locale de ces tensions relève du charlatanisme social, même et surtout si elle est couronnée de succès. Un homme peut souffrir à la fois de cancer et de myopie. Le médecin qui soignerait la deuxième de ces affections tout en négligeant la première serait un mystificateur quelle que soit l'exactitude de son diagnostic ou l'efficacité de son traitement. Il serait intéressant d'examiner à ce propos s'il existe en U.R.S.S. une technique de psychologie sociale homologue de notre dynamique des groupes. Sauf erreur nous pouvons considérer les séances d'épuration de l'ère stalinienne (1) com-

me des séances de dynamique des groupes, organisées de façon magistrale.

**

Voici un premier fait d'importance primordiale pour notre problème : la dynamique des groupes est une discipline d'inspiration dialectique ; G. Lapassade a parlé de *micromarxisme*. Une étude spéciale serait nécessaire pour montrer le rôle d'une théorie non formulée de la réification à la base de la pensée de Moreno. Quant à celle de Lewin, mentionnons, sans entrer dans les détails, l'importance de la catégorie de la *totalité* (2), celle d'une prise de conscience du *changement social*, sans parler de cette notion d'*active research* qui en termes marxistes s'appelle la *praxis*. La dynamique des groupes veut déréifier les relations humaines au niveau de l'entreprise à l'aide des techniques de psychologie sociale alors que le marxisme vise à les déréifier au niveau politique grâce à une réorganisation globale de l'économie. Selon l'optique adoptée, les deux démarches peuvent être considérées soit comme concurrentes, soit comme complémentaires. En effet, une fois admis que la lutte des classes est le principal facteur de déréification à l'échelle historique — c'est bien le point de vue de Lukács dans *Histoire et conscience de classe* —, les marxistes peuvent, avec raison, reprocher aux dynamiciens des groupes de masquer par leur traitement symptomatique la nécessité d'un traitement général et de détourner l'attention de la classe ouvrière des seules totalités historiques légitimes que sont les classes, au profit de totalités factices et d'importance historique secondaire. Une *illusion de désaliénation* constitue souvent l'arme efficace des processus d'aliénation.

**

de diminuer les tensions dans les entreprises socialisées dans un climat autoritaire et grâce à des mécanismes de bouc émissaire (*scapegoat mechanism*). C'étaient là avant la lettre, des séances de dynamique des groupes d'un type particulier.

(2) Cf. à ce propos l'intéressant travail de Max FAGÈS dans *Sociologie du travail* (janvier-mars 1961).

(1) Cf. la description de ces séances dans le livre de Kravtchenko auquel les révélations officielles récentes sur le stalinisme doivent avoir restitué une partie de son crédit. Les séances d'épuration s'efforçaient

La validité actuelle de la théorie marxiste des classes est donc la pierre touchée de la signification idéologique de la dynamique des groupes. Etant donné la complexité de cette dernière question, on nous permettra de résumer notre point de vue sous la forme de *thèses*. Ces « thèses » ne prétendent pas apporter des solutions dogmatiques mais une simple hypothèse de travail, destinée à être discutée.

1. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le niveau de vie des classes s'est rapproché. La classe ouvrière a cessé d'être un *outcast* de la société. Ce phénomène est net aux Etats-Unis, pays-pilote du monde occidental ; il s'esquisse en Europe.

2. L'élément idéologique et utopique tend à disparaître des programmes politiques y compris ceux des partis ouvriers (3). Le parti communiste lui-même a cessé de penser l'actualité en fonction d'une utopie économique : son programme consiste essentiellement en des revendications « pensées contre » (Paix en Algérie !), conjointement avec l'exigence d'un retour à la normalité (Reconstruction de la démocratie). Parallèlement, des mouvements de défense d'intérêts particuliers dépourvus de toute base idéologique (4) disputent la scène aux mouvements politiques idéologisés. Actuellement, l'opinion métropolitaine en France fait pratiquement bloc derrière de Gaulle à qui elle ne demande guère que de maintenir l'expansion économique et de débarrasser le pays de l'hypothèque algérienne. L'opinion algérienne française se dresse de son côté en bloc contre cette politique sans essayer d'idéologiser son opposition (5) et sans nourrir trop d'illusions quant à ses chances. Le moteur actuel de la politique française est donc une lutte d'intérêts à détermination plutôt géographique, proprement

économique, que l'on ne saurait qualifier de *lutte des classes* qu'au prix d'une définition arbitraire des concepts en jeu.

3. L'économie capitaliste de l'après-guerre a fait preuve d'une vitalité et d'une élasticité que le marxisme n'a jamais prévues. Lukács écrit en 1923 que la croyance en la possibilité d'une maîtrise consciente du fait économique était l'un des aspects de la fausse conscience de la bourgeoisie (6). Or, cette « maîtrise consciente » est en train de se réaliser. L'économiste capitaliste ne se trouve plus en position de « spectateur impuissant » devant les lois d'acier de l'économie apparaissant comme des lois naturelles (7) ; une véritable *praxis* socio-économique existe désormais indépendante de toute intervention politique du prolétariat. Que cette évolution — heureuse dans son ensemble — ait été puissamment stimulée par le défi du camp adverse, c'est probable mais cela ne change pas grand chose à sa signification. Dans l'ensemble l'économie capitaliste de l'après-guerre est *moins réifiée* que celle d'autrefois et cette diminution de la réification économique constitue à notre sens la principale justification sociologique de l'emploi du terme de *néo-capitalisme* (8).

4. L'évolution du syndicalisme *américain* revêt enfin depuis quelque temps des aspects troublants. On connaît bien en Europe la puissance de ces « Unions », leur intransigeance et leur efficacité dans la défense du niveau de vie des travailleurs, leur versatilité politique, leur indifférence pour l'idéologie. Ce que l'on

exempte de *fausse conscience*. Cf. à ce propos l'article caractéristique de Jean Cau (*L'Express*, 29 mars 1962, p. 8-9) qui parle d'une saisie *schizophrénique* de la réalité dans la pensée politique de l'O.A.S.

(6) « ... la conscience de classe de la bourgeoisie est formellement dirigée vers une prise de conscience économique. Le degré suprême de l'inconscience, la forme la plus criante de la « fausse conscience », s'exprime toujours dans l'illusion accrue que les phénomènes économiques sont consciemment dominés » (*Histoire et Conscience de classe*, trad. Axelos-Bois, p. 89).

(7) Jevons a publié en 1877-78 deux articles dans la revue *Nature* dans lesquels il attribue la périodicité des crises économiques à celles des *taches solaires* ! Sans faire de l'ironie facile sur ces études presque centenaires, reconnaissons là une expression typique de la réification économique. C'est bien dépassé...

(8) Cf. les brillantes études de P. CARDAN dans *Socialisme ou Barbarie*, nos 31, 32, 33 (1961-62).

(3) « Utopique » dans le sens de Mannheim et d'Ernst Bloch, c'est-à-dire non pas comme projet irréalisable mais comme élément de « transcendance à l'être » (*Seinstranszendenz*). Dans un passage assez lucide (et assez mal traduit) de son livre : *Idéologie et Utopie*, Mannheim a prédit cette disparition de l'élément utopique des programmes politiques (Cf. op. cit., traduction, p. 218 sq.; original, p. 238 sq.).

(4) Le précurseur de ces mouvements aura été le poujadisme.

(5) La revendication de l'Algérie française ne s'intègre pas dans une véritable idéologie mais elle n'est pas pour autant

sait moins, c'est que l'*admission des membres n'y est pas libre* mais subordonnée à divers critères (9). Tant qu'il demeurera purement américain, ce phénomène restera accessible à une certaine forme d'exégèse marxiste (10). Une fois généralisé dans le monde occidental — à l'instar de tant d'autres aspects de l'*american way of life* —, il posera au sociologue marxiste des questions singulièrement malaisées à répondre.

* * *

P. Naville a récemment consacré plusieurs études pénétrantes aux difficultés logiques du concept de classe sociale (11). Ces difficultés ne datent pas d'hier. En subsumant au concept de « classe » des strates définies par un statut bien défini comme l'aristocratie de l'ancien régime et des strates dépourvus de tout statut juridique, comme la bourgeoisie ou le prolétariat, le marxisme vulgaire a commis une faute logique qui n'a pas été relevée et qui se venge actuellement lors de toute tentative d'interprétation marxiste de la réalité soviétique. La prise de conscience actuelle de ces difficultés jusque et y compris les milieux marxistes, constitue un fait caractéristique. Le problème de la signification de la dynamique des groupes en tant qu'*idéologie* est étroitement lié à ce contexte. Si la tendance actuelle de l'évolution du système capitaliste s'avère à terme comme un accident historique — un « après-guerre » prolongé — au delà duquel les lois de la sociologie marxiste reprendront leur emprise, dans ce cas la croyance en l'avènement d'un néo-capitalisme moins réifié — autrement dit : plus humain — que l'ancien, constitue une forme de *fausse conscience* et la

dynamique des groupes et l'une des cristallisations idéologiques de cette fausse conscience. Elle risque en effet — quelles que soient les intentions conscientes de ses promoteurs — d'accréditer dans les milieux ouvriers la possibilité d'un dépassement *non politique* de la réification capitaliste. Elle fournit ainsi l'alibi scientifique de la dépolitisation actuelle de la classe ouvrière qui court dès lors le danger de se trouver idéologiquement désarmée le jour où la lutte des classes reprendra sa virulence d'antan. Dans l'hypothèse contraire, la dynamique des groupes peut se révéler en revanche, comme un véritable « micro-marxisme » mettant à profit l'acquis du marxisme dans l'analyse d'une société ou la lutte des classes aurait cessé d'être le moteur principal de l'histoire. La conclusion de la présente étude ne saurait donc être qu'une conclusion hypothétique. Deux possibilités ont été envisagées que l'événement se chargera de départager. La signification idéologique de la dynamique des groupes est fonction de ce dilemme. Si le deuxième terme de l'alternative nous paraît cependant plus probable c'est que la situation actuelle comporte des données qui sont l'expression de processus historiques irréversibles. La décolonisation entre autres, a montré non seulement la faiblesse politique du monde occidental mais aussi — on ne l'a pas assez souligné — sa vitalité économique de même que son élasticité idéologique. Dans un univers définitivement décolonisé, le retour au « capitalisme de papa » ne saurait être qu'un rêve nostalgique. La signification du « post-marxisme » réside à notre sens dans le fait qu'il constitue une tentative d'adaptation du marxisme à un néo-capitalisme qui a réalisé de son côté — non sans succès, il faut bien le dire — son adaptation au nouveau contexte politique mondial créé par la débâcle du fascisme. Une confrontation entre le marxisme et la dynamique des groupes ne saurait qu'être bénéfique pour les deux. Elle oblige en particulier le marxisme qui en tant qu'idéologie politique est constamment guetté par le danger du dogmatisme, à réviser ses concepts traditionnels et à les réadapter à la réalité historique changeante.

JOSEPH GABFL.

(9) En principe la « loi Taft-Hartley » interdit l'application syndicale du principe du *closed shop*. Il n'en est pas moins pratiqué sous une forme masquée. Certains syndicats pratiquent la discrimination d'origine, d'autres prononcent l'admission des membres sur une base familiale voire en fait *censitaire* (!). Il y a là une curieuse évolution : retour au principe du système des guildes.

(10) Cf. la théorie de l'« aristocratie ouvrière » en vogue vers 1900.

(11) Cf. son article dans le n° 1960-1962 de l'*Année sociologique* et une récente conférence à l'*Institut français de Sociologie*.

DE MARX AU BOLCHEVISME :

PARTIS ET CONSEILS

I. Un héritage ambigu.

Il y a chez Marx une méfiance, voire un mépris à l'égard de la politique, dont on peut trouver l'explication romantique dans un texte de 1844, date à laquelle il n'envisageait sans doute pas de s'associer à un parti quelconque (1). Il s'agit de sa controverse avec Ruge dans le *Vorwärts* parisien : l'article de Marx est, avec l'*Adresse sur la Commune*, le texte de base de la conception « spontanée » du mouvement ouvrier ; donc la critique fondamentale du fétichisme du parti. Réduite à l'essentiel, la thèse marxienne pose qu'aucune politique d'Etat n'est capable de résoudre le problème du paupérisme, « l'existence de l'Etat et l'existence de l'esclavage sont inséparables ». Plus l'esprit politique est développé, moins il est capable de comprendre les tares sociales — voir les héros de la Révolution française ; voir la Convention, ce modèle d'énergie et d'intelligence politique.

Bakounine — alors l'ami intime de Marx — a dû recevoir la leçon : il s'agissait dans cette controverse de saisir la signification de la révolte des tisserands silésiens. Pour Ruge, la misère sociale témoigne d'une impéritie politique de la société allemande ; pour Marx, la révolte silésienne prouve la supériorité des tisserands sur leurs frères anglais et français — pourquoi ? Parce qu'ils ont eu conscience de la portée universelle de leur misère, parce qu'ils ont la vocation de la révolution sociale. La révolte des tisserands prouve le génie théorique du peuple allemand : « Un peuple philosophe ne peut trouver que dans le socialisme la praxis qui lui convient, et dans le prolétariat l'élément actif de son émancipation. » Marx note finement la différence entre la révolution sociale et la révolution politique : « Une révolution sociale — quand bien même elle ne se produirait que dans un seul district in-

dustriel — possède un caractère d'universalité parce qu'elle constitue une protestation de l'homme contre la vie inhumaine... L'âme politique d'une révolution, elle est chez les classes privées d'influence politique, dans leur volonté de mettre fin à l'isolement où elles se trouvent vis-à-vis de l'Etat et du pouvoir... Une révolution dont l'âme est politique organise, conformément à la nature limitée et divisée de cette âme, une sphère dominante de la société aux dépens de la société. »

Une révolution sociale qui possède une âme politique n'est pas une révolution. Mais le socialisme ne saurait se réaliser sans un acte politique qui détruit et dissout l'ancien pouvoir. « Cependant là où commence son activité organisatrice, où se manifeste son but propre, son âme, le socialisme rejette son enveloppe politique. »

Ce texte est bien dans le style romantique des manuscrits parisiens de 1844, dits économique-philosophiques, mais son esprit est celui de l'*Adresse sur la Commune* de 1871 : la *Selbsttätigkeit* historique des ouvriers, dont parle le *Manifeste* communiste, est pour Marx la seule garantie de réussite pour le mouvement émancipateur de la classe ouvrière, la politique de parti n'en étant qu'un moyen, devant se subordonner au but.

**

Marx et Engels ont témoigné un profond intérêt aux révoltes contre l'absolutisme tsariste. Marx accepta d'être le secrétaire-correspondant, au Conseil général de l'Internationale, du premier groupe de révolutionnaires russes formé à Genève en 1870. Ce ne fut pas sans perplexité. Il jugea sarcastiquement cette délégation. Sa méfiance des Russes avait quelque chose de pathologique, et son premier geste fut de recommander à ce premier groupe de marxistes russes : l'aide aux Polonais pour recouvrer leur indépendance nationale, et délivrer ainsi l'Europe du voisinage moscovite. En 1867, il avait proposé sans succès, au

(1) Voir mes *Remarques sur le concept de parti prolétarien chez Marx*, « Rev. fr. de Sociologie », 1961, II, 3.

Congrès de l'Internationale, une résolution affirmant la nécessité du maintien des forces armées dans les pays européens pour parer au danger russe. Pourtant, après l'émancipation des serfs (1861), il avait cru déceler en Russie le début d'une révolution qui eût été le point de départ de la révolution occidentale. Dès lors, il n'y a qu'une seule explication de la russophobie permanente de Marx : sa haine de l'autocratie étatique dont le tsarisme représentait le modèle le plus achevé (2).

A partir de 1870, Marx tourna son attention vers les perspectives révolutionnaires en Russie, vers ce que N. Berdiaev considérait comme le problème fondamental des penseurs russes, tel que se le posaient particulièrement des auteurs populistes comme Tchernichevski, Dobrolioubov, Lavrov, Mikhaïlovski, Danielson, etc. : l'avenir social de la Russie. Celle-ci pourra-t-elle échapper au destin de l'Europe occidentale, au capitalisme, à la propriété privée, à l'Etat bourgeois ? Pourra-t-elle accomplir la tâche originale de créer une société nouvelle fondée sur la propriété commune et la production coopérative de la commune paysanne ?

En 1875, à la demande de Marx, Engels publia une réponse aux critiques de P. Tkatchev, adepte russe de Blanqui, qui lui avait reproché son ignorance des conditions sociales et des perspectives révolutionnaires en Russie. Selon Tkatchev, la Russie, sans bourgeoisie ni prolétariat, mais avec la commune paysanne (*mir*, *obchtchina*), était le pays élu du socialisme ; restait un problème politique : le renversement du tsarisme et la conquête de l'Etat par une minorité révolutionnaire. Voici en toute brièveté la réponse d'Engels : la Russie est certes à la veille d'une révolution sociale, mais celle-ci ne pourra prendre un caractère socialiste, vu l'absence d'un nombreux prolétariat urbain et d'une puissante bourgeoisie capitaliste — vu l'insuffisance des forces productrices dont le développement incombe au capital et à la bourgeoisie. La présence en Russie de formes communautaires de travail et de propriété prouve le profond désir du peuple russe pour une économie coopérative, mais ne prouve pas sa vocation au socialisme. Bien que menacé par les progrès

(2) Le témoignage le plus véhément de cette phobie est sans doute l'écrit de Marx intitulé : *Révélations sur l'histoire diplomatique...* Cette œuvre n'a été accueillie ni dans la première ni dans la seconde édition russe des œuvres de Marx-Engels.

du capitalisme en Russie, le *mir* pourrait devenir la base du socialisme russe — à une condition : le triomphe préalable de la révolution prolétarienne en Europe occidentale. En attendant, les révolutionnaires russes (et européens) n'avaient qu'une seule tâche : renverser le tsarisme.

Dans une réponse de Marx au sociologue et narodnik Mikhaïlovski, nous lisons cette prédiction étonnante : « Si la Russie tend à devenir une nation capitaliste à l'instar des nations de l'Europe occidentale..., elle n'y réussira pas sans avoir préalablement transformé une bonne partie de ses paysans en prolétaires ; et... une fois au giron du régime capitaliste, elle en subira les lois impitoyables, comme d'autres nations profanes. » C'est aussi le sens de sa réponse à Véra Zassoulitch, en 1881 ; elle l'interrogeait anxieusement sur les « marxistes » qui ne laissaient aux révolutionnaires russes qu'une seule perspective, celle d'assister impuissants au développement du capitalisme en Russie. Marx le redit un an avant sa mort, dans une préface destinée à l'édition russe du *Manifeste communiste* : « Si la révolution russe devient le signal d'une révolution ouvrière à l'Occident, de façon que les deux révolutions se complètent, l'actuelle propriété commune russe peut devenir le point de départ d'une révolution communiste. »

Après la mort de Marx, Engels — qui entretenait des relations aussi bien avec des *narodniki* que des marxistes russes — était de plus en plus sceptique sur les chances de survie de la commune russe. Ainsi dans une de ses dernières lettres à Danielson (17 octobre 1893), on lit : « Je crains que cette institution ne soit vouée à la disparition. Mais au demeurant, le capitalisme ouvre de nouvelles perspectives et de nouveaux espoirs. Voyez ce qu'il a réalisé et ce qu'il réalise encore à l'Ouest ! Une grande nation comme la vôtre survit à toutes les crises. Il n'y a pas de grand mal dans l'histoire sans un progrès historique qui le compense... Que les destinées s'accomplissent ! »

Plus intéressantes sont les critiques d'Engels à l'adresse des marxistes russes, pressés de voir la social-démocratie jouer un rôle prépondérant dans leur pays. Ainsi il rappelait à Véra Zassoulitch (devenue « disciple » après avoir été populiste) que la théorie historique de Marx n'admettait pour la Russie d'autre perspective qu'un « 1789 », mais que ce pays se prêtait à merveille à des aventures blanquistes. Le résultat ? « Les

hommes qui se sont vantés d'avoir *fait* une révolution ont toujours compris le lendemain qu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient, que la révolution *achevée* ne ressemblait en rien à celle qu'ils voulaient faire. » Si bien que « 1789 » étant atteint, « 1793 » ne se fera pas attendre.

En somme, ce dont Engels se montrait mécontent, c'était les attaques auxquelles se livraient les marxistes russes contre les révolutionnaires non marxistes. C'est particulièrement contre Plékhanov qu'il s'exprimait dans ses conversations avec Kautsky, Voden et Lopatine. Après avoir lu la brochure *Nos désaccords...*, Engels dit à Kautsky : « Ce dont il s'agit aujourd'hui..., ce n'est pas un programme, mais la révolution. Lorsque celle-ci se mettra en marche, ce ne seront pas les socialistes, mais les libéraux qui prendront le pouvoir en Russie... Ce qu'il faut aujourd'hui en Russie, c'est rassembler tous les éléments dynamiques, sans distinction de programme, en vue de l'action. Plékhanov a tort d'attaquer les *narodovoltsy*, qui sont les seuls pour l'heure à faire quelque chose en Russie. » Au révolutionnaire Lopatine, Engels déclarait que ce n'était pas la tâche d'un parti révolutionnaire russe de chercher en Russie des adeptes pour réaliser une théorie socialiste quelconque. Tout ce qu'on pouvait faire, selon Engels, c'était de pousser l'agitation jusqu'au point où le tsar, intimidé, serait forcé de convoquer une assemblée nationale, qui sera le signal d'un bouleversement politique et social, qui permettrait aux masses de s'éduquer, la vie populaire en Russie offrant des ressources suffisantes pour une transformation de la société ; celle-ci se ferait spontanément par le peuple lui-même, délivré du cauchemar tsariste.

A un auteur américain (I. A. Hourvitch) qui lui avait demandé son opinion sur le rôle de la paysannerie dans la future révolution, Engels écrit qu'il se voit incompetent ; mais il évoque les querelles des émigrés russes, qui, dans les dernières années, citent et interprètent des passages d'écrits et de lettres de Marx à tort et à travers, « comme si c'étaient des textes d'auteurs classiques ou du Nouveau Testament. » (Marx-Engels, *Letters to Americans*, p. 254.) Le mot « marxiste », expliquait Engels à un visiteur russe, A. Voden, n'a de sens que si l'on se demande ce que Marx, dans telle situation, aurait pensé, au lieu de pêcher çà et là des citations dans l'œuvre de Marx et dans la sienne.

**

Il y a dans l'héritage politique de Marx une ambiguïté fondamentale.

On le voit s'en prendre aux utopistes, qui ont méconnu le dynamisme inventif du prolétariat, sa capacité d'intervenir spontanément dans les événements de l'histoire, sa volonté révolutionnaire. Le soulèvement des tisserands silésiens en 1844, plus tard la Commune de Paris, lui fournissent des occasions de magnifier cette *Selbsttätigkeit*. Mieux, il étend sa confiance aux paysans des communes russes (contrepartie, sans doute, de sa russophobie, de sa croyance à un destin « mongol » de la Russie). Quand au théoricien du prolétariat, il n'a pas une conscience à part. Aux ouvriers révolutionnaires, doit-il apporter, lui, l'intellectuel bourgeois, une « conscience socialiste » ? (Kautsky et son disciple Lénine le penseront.) Non : il peut seulement leur communiquer « des éléments de culture ».

D'autre part, Marx croyait à la possibilité d'accélérer le cours de l'histoire. C'était le rôle des partis ouvriers et de leurs leaders, qui fixent la théorie du mouvement et les objectifs politiques dans les diverses phases de la lutte des classes. Cette conviction, qu'on a pu dire *jacobine*, a dicté à Marx et au « général » Engels, leur attitude devant les guerres : Crimée, Italie, Allemagne, Sécession, conflit franco-prussien. Dans ces diverses conjonctures, le « parti Marx » proclame que le prolétariat doit agir selon les perspectives tracées par le théoricien, qui estime savoir où sont les intérêts lointains mais réels de la révolution. L'indépendance nationale, la formation des nations nouvelles, peuvent alors être des tâches urgentes, et primer l'intérêt immédiat du prolétariat.

Engels, après la mort de Marx, penchera de plus en plus vers la démocratie parlementaire, considérée comme le terrain vraiment favorable à la lutte des classes et à la révolution. Les théoriciens de la social-démocratie allemande ont recueilli sans trop choisir le double legs de Marx. D'où le révisionnisme de Bernstein (qui se réclame de ses maîtres) et les protestations de Kautsky (au nom des mêmes). Remarquons toutefois que Marx et Engels n'ont pas favorisé la naissance de parti « marxistes ». Ils se sont opposés à l'*endoctrinement* au nom de l'*expérience* ouvrière.

Querelle bientôt byzantine : le parti allemand a déjà tranché, il met le réformisme en pratique. Du vivant de Marx, et après sa mort, Engels avait souvent écrit aux premiers disciples français, italiens, américains, pour les dissuader

d'orienter à leur mode la classe travailleuse : « Qu'elles aient un mouvement à elles, quelle qu'en soit la forme, pourvu que ce soit leur mouvement. » (A Sorge, 20 novembre 1886) (3).

* *

II. Un héritier décidé.

Sur le terrain de la théorie « marxiste », on peut trouver que Lénine a quelque chose d'un religionnaire. On doit reconnaître, à son avantage, qu'à partir de 1902 environ, il se préoccupa fort peu de citer les pères fondateurs. Deux ou trois textes et quelques lettres de Marx font amplement son affaire, quand il s'agit de justifier son idée du parti prolétarien dans la révolution bourgeoise. Sa référence principale, c'est l'*Adresse de mars 1850*, considérée (à tort, croyons-nous) comme l'écrit le plus « blanquiste » de Marx et Engels. Septembre 1917 et les Soviets lui remettront en mémoire l'*Adresse sur la Commune*. Il écrira *L'Etat et la Révolution*, où il copie les communistes des conseils, quitte à les injurier plus tard dans *La maladie infantile du Communisme*.

Il ne fait jamais allusion au testament politique de Marx et d'Engels sur l'avenir social de la Russie ; ni à leurs relations avec les populistes et les premiers marxistes russes.

Serait-ce là penser et agir, comme le voulait Engels, en se demandant ce que Marx en eût fait dans la même situation historique et sociale ? Lénine en a peut-être été persuadé. Pourtant, si l'on met à part son ouvrage sur *Le développement du capitalisme en Russie* (écrit en prison et en exil en 1896-1897, donc avant son entrée dans la vie politique), Lénine n'a jamais tenté d'analyser sérieusement la structure économique et sociale du pays. Un examen nouveau du problème n'était plus nécessaire à ses

(3) Le projet du programme d'Erfurt (1891) de la social-démocratie allemande contenait un alinéa qu'Engels avait revu et approuvé, mais qui disparut dans le texte définitif (sans doute pour éviter de froisser les lassalliens) : « Le parti social-démocrate n'a rien de commun avec le soi-disant socialisme d'Etat qui est un système d'étatisation à des fins fiscales, et qui met l'Etat à la place de l'entrepreneur privé, réunissant ainsi en une seule main le pouvoir de l'exploitation économique et de l'oppression politique de l'ouvrier. »

yeux, étant donné la ligne politique à suivre. Ouvrez n'importe lequel de ses écrits politiques ou « philosophiques », vous y trouverez une seule et même obsession : construire une machine pour l'insurrection et la prise du pouvoir ; avec cet objectif : « la révolution démocratique ». D'analyse nouvelle, point.

Jusqu'en 1900, il s'était contenté de prouver, et avec quel acharnement ! que la Russie était sur la voie du capitalisme. Ses exposés, ses éloges, ont comme une intonation de jalousie à l'égard de la bourgeoisie russe. Il se soucie fort peu des vues de Marx et d'Engels sur l'avenir du capital en Russie, sur les chances de la commune paysanne, sur les perspectives de la révolution. Dix ans après la mort d'Engels, est oublié l'avertissement si souvent lancé aux « disciples » russes : la révolution n'est pas un cadeau offert au peuple par une équipe de techniciens de la révolution. Pas tout à fait oublié cependant, car Lénine s'est contredit au sujet de la prise de conscience révolutionnaire. Ainsi, il dira à propos de 1905 : « Là pratique, comme toujours [nous soulignons] a précédé la théorie. » Et en 1906 : « Le marxisme se met à l'école de la pratique des masses. »

On connaît du reste sa véritable et plus constante opinion : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. » Pour Marx, au contraire, la théorie révolutionnaire ne faisait que formuler et dégager dans l'abstraction le mouvement autonome du prolétariat.

Plus : le prolétariat ne peut, estime Lénine, percer le secret de sa misère ; il ne peut lui donner un sens « historique » ; il ne peut, à lui seul, penser le socialisme. Son analyse sépare la conscience « trade-unioniste » et la conscience « socialiste » : on a vu que pour Marx cette dernière émanait de la classe ouvrière ; pour Lénine, elle vient à l'intelligentsia (bourgeoise), seule capable de comprendre la situation. Voilà une idée (elle est de Kautsky, cité dans *Que faire ?*) qui, jointe à la conception léninienne d'une révolution bourgeoise réalisée par la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre, confère à cette pensée, et à l'action politique qu'elle commande, un caractère « bourgeois », comme l'a très bien montré Pannekoek (4).

Veut-on maintenant un exemple de sa

(4) J. HARPER, *Lenin als Philosoph*, Amsterdam, 1938.

manière, quand il s'agit de se couvrir de l'autorité des grands théoriciens socialistes ? De la préface d'Engels à *La Guerre civile en France*, écrite en 1891, il cite dans *L'Etat et la Révolution* — où il est le plus proche du communisme des conseils — *tout*, sauf les passages qui, à travers les blanquistes, expriment la condamnation du Bolchevisme :

« Elevés à l'école de la conspiration, maintenus par la discipline qui est propre à leur parti, ils parlaient de cette idée qu'une minorité d'hommes résolus, bien organisés, étaient en état, si les circonstances étaient propices, non seulement de s'emparer du pouvoir, mais aussi (...) de le conserver assez longtemps pour réussir à entraîner la masse du peuple dans la révolution et à la grouper autour de la petite minorité directrice. Pour cela, il fallait avant tout la centralisation la plus rigoureuse et dictatoriale de tout le pouvoir entre les mains du nouveau gouvernement révolutionnaire. Or, que fit la Commune, où se trouvait pourtant une majorité de blanquistes ? Dans toutes ses proclamations aux Français de la province, elle les engagea à se constituer en une libre fédération de toutes les communes de France... Et l'armée, la police, la bureaucratie, ces instruments d'oppression dont tous les gouvernements jusque-là s'étaient servis, que (...) voulait en faire la Commune ? Mais précisément les détruire partout, comme elle l'avait fait déjà à Paris ! »

* *

Lénine a beau reconnaître que les masses russes sont plus avancées que les partis dans la voie du radicalisme politique, il accorde cependant plus d'importance au rôle des leaders, guides de l'action de classe. Sa conception du parti est un mélange d'idées social-démocrates allemandes (Kautsky) et d'idées conspiratrices spécifiquement russes (Bakounine) et blanquistes (Tkatchev) ; caractère dominant : l'opportunisme. Par certains traits, il est en jacobinisme le frère de Lassalle, beaucoup plus que celui de Marx. Cette comparaison se trouve par exemple chez Martov, qui dénonce « la dictature occulte des théoriciens », et qui reproche à Lénine son « formalisme bureaucratique », son absolutisme et son jacobinisme (5).

(5) Axelrod observe chez lui le centralisme autocratique, une volonté d'étouffer par système toute initiative des individus. On connaît la réponse de Lénine dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*.

Dans la pratique, aussi bien qu'en théorie, on l'a vu prendre des positions différentes. En 1917, quand il rentre en Russie, il semble se mettre à l'école des Soviets. Puis, quand, pendant les événements de juin-juillet, les bolchevicks sont traqués par le gouvernement sans que les Soviets y mettent le holà, Lénine change d'avis et revendique pour son parti le leadership exclusif. C'est finalement la position initiale de Lénine qui l'emporte définitivement — la position d'un césarisme éclairé par... le marxisme (6). Lénine a accepté le reproche que lui faisaient Rosa Luxembourg et Trotski d'être un jacobin (en 1903-06). Rosa a mis le doigt sur la plaie en écrivant que Lénine se situait à l'extérieur du prolétariat et de son organisation, qui est « le mouvement même de la classe ouvrière ». Et Trotski a prévu l'aboutissement, y compris sa propre culbute, lorsqu'il prédit que « les méthodes léniniennes conduisent à une situation où l'organisation du prolétariat se substitue au prolétariat, le Comité central se substitue à l'organisation et enfin le dictateur se substitue au Comité central... Maximilien Lénine et les bolchevicks se représentent une dictature sur le prolétariat. » Et Plékhanov : « C'est de cette pâte que se font les Robespierre » (1903).

(Ces vues, toutes prophétiques qu'elles étaient, ne reposaient pas sur un examen de la conception fondamentale de Lénine, celle d'une « révolution démocratique » dans laquelle le prolétariat russe, aidé par les paysans pauvres, assumerait la direction politique. Ce que les Martinov, Plékhanov, Martov, reprochaient à Lénine, ce fut plutôt sa conception de l'organisation du parti ; et il est peu question dans leurs controverses du rôle du capitalisme et de la bourgeoisie en Russie.)

L'inexistence d'une vie parlementaire épargne aux leaders marxistes certaines querelles, mais... l'accord est fait sur un pont capital : chute du tsarisme et instauration d'un régime de démocratie parlementaire, manière occidentale. Seuls les sociaux-révolutionnaires gardent dans leur programme — mieux apparenté à la théorie sociale de Marx — des revendications conformes aux particularités sociales de la Russie. Tout comme les *narodniki*, dont ils sont les continuateurs, ils sont plus près de la vie des masses, alors que les fractions ennemies

(6) Bonne description chez M. COLLINET, *Le Bolchevisme*, 1957, p. 77 s.

du parti marxiste se querellent sur des questions d'organisation bureau-technocratiques.

Rien ne démontre mieux la justesse des attentes de Marx que la lutte des masses russes contre l'exploitation et l'oppression. Le parti marxiste n'y est à peu près pour rien : de toutes les tendances, le marxisme politique est celle qui a donné le moins au mouvement des Soviets de 1905. Il ne donnera pas plus en 1917 — bien au contraire : le dynamisme spontané des Soviets se brisera contre l'autorité dictatoriale du parti bolchevik, qui se fera l'instrument du capital d'Etat et de sa bureau-technocratie.

Marx était prophète, lorsqu'il formulait pour Mikhailovski l'alternative que nous avons citée plus haut. Aucun génie, et Marx moins qu'un autre, ne pouvait alors prédire que la transformation de la Russie en « nation capitaliste » se ferait quelque quarante ans plus tard sous l'invocation du marxisme et du socialisme. Et pourtant, quiproquo ou imposture, les maîtres marxistes de la Russie ont eu moins de mal à apprendre dans l'œuvre de Marx les méthodes du capital, les « lois immanentes » de la plus-value, que la manière de bâtir le socialisme. Au lieu de « recettes pour les marmites de l'avenir », que Marx avait refusé d'offrir à la postérité, ils y ont appris que « le capital vient au monde suant sang et boue de tous ses pores » (7).

Lénine a fermement pensé qu'en avril 1918 la révolution bourgeoise était terminée ; et que la révolution socialiste commencée le 7 novembre 1917 était à l'ordre du jour comme tâche des leaders politiques, membres du P.C. (b) et de tous les représentants conscients des masses ouvrières. En revanche, la tâche du prolétariat, et de sa protégée la paysannerie pauvre, est de socialiser la production, c'est-à-dire de créer des organismes planificateurs de la production et de la distribution des produits. Le parti doit aborder la tâche d'organiser l'administration du pays, de cette nouvelle Russie conquise pour les pauvres, les laborieux ; il doit — pour la première fois dans l'histoire, c'est la tâche d'un parti socialiste — se rendre digne de réaliser la transformation socialiste. Et cela malgré la résistance de la bourgeoisie, des men-

chéviks et des sociaux-révolutionnaires de droite. Et Lénine de rappeler les règles de la bonne comptabilité et de l'épargne, de la bonne discipline que jadis les « prolétaires révolutionnaires » ont méprisées à bon droit. Réaliser ces méthodes de gestion, c'est « nécessaire et suffisant pour le triomphe du socialisme ». Surtout pas d'anarchisme « élémentaire » ! Il faut être fier d'avoir atteint le niveau occidental de 1793 et de 1871, et d'avoir même dépassé ce niveau, puisque « nous avons décrété et introduit en Russie le meilleur type d'Etat, le pouvoir des Soviets. Ce dont nous avons besoin maintenant, ce sont des spécialistes de la science et de la technique, des dirigeants ». Le socialisme doit développer à sa manière la base du capitalisme, accepter les services bien payés des spécialistes bourgeois, ce qui est un compromis nécessaire, une déviation des principes de la Commune parisienne, un pas en arrière du pouvoir politique, une « retraite stratégique ».

Voyons ce que Lénine appelle « transformation socialiste » : la nationalisation des banques, le monopole du commerce extérieur, le contrôle public de la circulation monétaire, la création d'un impôt sur la fortune et le revenu, le service obligatoire du travail ; ne pas négliger la poursuite et la *mise à mort* des éléments corrompus ; à chaque bourgeois son livret de travail et de consommation ; il s'agit d'« encercler » l'ennemi ; de combattre l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme qui sont des faits bourgeois ; de développer le contrôle ouvrier, les coopératives de production et de consommation sachant économiser, calculer et augmenter la productivité du travail...

En somme, toutes les vertus du système capitaliste sont proposées en modèle aux constructeurs du socialisme. Puisque « le Russe est un mauvais travailleur », en comparaison des travailleurs des « nations avancées », il faut lui apprendre le taylorisme qui a ses vertus dans la période de transition du capitalisme au socialisme (ses vices barbares sont ceux de l'exploitation bourgeoise).

La dictature, « c'est un grand mot », et il ne faut pas le prononcer à la légère. Des pouvoirs dictatoriaux ont été attribués à tels directeurs, et d'autres y ont vu une violation de la démocratie et d'autres principes du pouvoir soviétique. Mais que nous apprend l'histoire des mouvements révolutionnaires ? « L'expérience irréfutable de l'histoire prouve

(7) *Le Capital*, livre I. chap. 24, § 6.

que... la dictature des classes révolutionnaires fut très souvent exprimée, portée et exécutée *par la dictature de personnes individuelles...* » Comme dans la démocratie bourgeoise. La grande industrie réclame la « subordination de milliers de personnes à la volonté d'un seul individu ». Il n'y a pas de « bond » du capitalisme au socialisme — les bonds sont longs, il y a des chaînons qu'il faut savoir saisir... La bureaucratie menace ; il faut savoir louvoyer... Les ergoteurs qui voient dans tout cela un abandon des principes d'Octobre oublient que la Russie est un pays arriéré où la *révolution socialiste* a commencé beaucoup plus tôt que dans les pays avancés.

Lénine ne pouvait pas mieux dire : « *Il nous faut le pas mesuré des bataillons de fer du prolétariat* » (8).

♦♦

M. Isaac Deutscher parle d'or, selon qui les marxistes russes ont eu raison contre Marx et Engels, ces derniers ayant fait preuve, dans leurs discussions avec leurs disciples russes, d'« inconsistance intellectuelle » (9). Mais sans y prendre garde, et d'un trait de plume, cet auteur supprime allègrement toute la théorie sociale de Marx.

Bien entendu, tout cela n'est vrai qu'à une condition : il faut que l'U.R.S.S. soit un pays socialiste (et M. Deutscher le pense). Si on la tient, au contraire pour un état capitaliste d'un type nouveau (et c'est ce que nous pensons), on peut admirer Marx et Engels : il est frappant de voir à ce point vérifiés leurs pronostics sur l'avenir capitaliste de la Russie.

Leur indigence mentale, M. Deutscher n'en parle pas sans avoir ses motifs. On peut penser qu'il lui oppose l'aberrante « théorie » soutenue par Trotski dans son *Histoire de la Révolution russe* (Rieder, 1933) : « Le privilège d'une situation historiquement arriérée... autorise un peuple..., le force à s'assimiler du tout fait avant les délais fixés, en sautant une série d'étapes intermédiaires » (I, p. 19). De ce *privilège*, de ce *saut*, de cette *assimilation*, Trotski aura pu contempler les bienfaits avant de disparaître. « La Russie a accompli si tard sa révolution bourgeoise qu'elle s'est trouvée forcée

de la transformer en révolution prolétarienne, etc. Cela semble absurde. Cependant, l'histoire est pleine de ces paradoxes. » (III, p. 7.) « L'histoire, comme toujours, a suivi la ligne de moindre résistance. L'époque révolutionnaire fait irruption par la porte qui avait été le moins soigneusement barricadée. » (*Défense du terrorisme*, 1920, éd. 1938, p. 111.) Oui, cela pouvait sembler absurde à un « marxiste », à un tenant du « socialisme scientifique », doctrine qui pose pourtant en principe que plus une nation est arriérée et paysanne, moins elle est appelée à accomplir une révolution prolétarienne. Il est plus simple et correct de parler pour ces pays de révolution capitaliste. La loi du « développement combiné des pays arriérés » ? Elle peut être juste, à condition de savoir de quoi on parle : il est certain que Staline a « combiné », sous la couleur prolétarienne, les institutions et méthodes du capitalisme le plus avancé, avec un style de gouvernement que même le tsarisme n'avait pas encore pratiqué (avoue Khrouchtchev). Certes, Trotski n'avait pas confondu la révolution prolétarienne ou la dictature du prolétariat avec le socialisme ; il s'en gardait, s'appuyant sur Marx. Mais il faut bien constater qu'il confondit le parti bolchevik et la classe des travailleurs (« la dictature des Soviets n'est possible que grâce à la dictature du parti. » *Défense du terrorisme*, 1920, p. 121.) ; qu'on en parle à tous les « militarisés du travail », qui suèrent sang et boue.

Car enfin parlons histoire, comme Marx (et non Histoire, comme Trotski, qui nous la baille parfois). Il nous apparaît aujourd'hui que la fonction de Lénine et de son parti fut de remplacer la bourgeoisie russe ; laquelle, comme toute bourgeoisie, avait pour tâche de créer les pré-supposés matériels du socialisme futur, à savoir : une économie capitaliste. Les bolcheviks avaient un moyen à leur disposition : présenter cette conception bourgeoise et jacobine sous un déguisement « marxiste » en appelant l'autocratie du parti bolchevik « dictature du prolétariat ». Tant il est vrai que le Capital a besoin de moyens d'oppression idéologique tout autant que de moyens d'oppression économique.

En un sens, Lénine fut le « marxiste » parfait : il a joué son rôle historique conformément à la « loi du mouvement économique de la société bourgeoise », que Marx disait avoir dévoilée. Le rôle dévolu partout ailleurs à la classe bourgeoise, Lénine et son parti l'ont joué en

(8) Toutes ces citations proviennent des « Tâches immédiates du pouvoir soviétique », paru dans *Izvestia*, 28 avril 1918.

(9) I. DEUTSCHER, *Russia in Transition*, New-York, 1960, p. 184.

Russie, et très bien joué. Lénine était donc marxiste comme nous sommes newtonistes, nous tous qui nous mouvons et chutons en gravitant (10).

Loin de nous l'idée de mettre en cause la théorie de Marx, qui voit le capitalisme engendrer la société sans classes et sans Etat, par son propre mouvement : la négation de la négation. Si cette théorie est juste, nous ne le saurons que par les actions de l'avenir ; l'histoire des luttes prolétariennes nous le donne déjà à penser. Mais disons les choses comme elles sont dans le présent : le capital est le capital, même si la plus-value extorquée aux producteurs est par baptême une plus-value « socialiste » ; l'Etat est l'Etat, l'armée est l'armée, même si la police et la méga-bombe sont « communistes ».

**

Conclusion.

1914-1918 semble marquer le commencement du déclin de l'Occident et l'entrée en scène d'un Césarisme oriental, au sens de la prophétie pseudo-scientifique de Spengler. Si la remarque est vraie, c'est un démenti infligé au *Manifeste communiste*, d'après lequel la bourgeoisie occidentale (européenne) avait pour vocation de créer le monde à son image.

Ce renversement apparent des perspectives historiques de 1848 est dû au marxisme bolchevik, plus exactement au léninisme-stalinisme. Lorsque Marx dénonçait dans le tsarisme une aspiration à la domination mondiale, il ne se doutait guère que la même ambition pût être celle d'un régime russe inspiré par son enseignement.

Initialement, Lénine attendait le salut russe d'une révolution prolétarienne en Europe occidentale. Par salut russe, il entendait le maintien au pouvoir d'Etat du parti bolchevik, incarnation de la dictature du prolétariat russe. L'Ouest ne bougeait pas ; et en Russie, une nouvelle classe dominante et exploiteuse prenait la place de l'ancienne. L'appareil politique créé par Lénine et ses fidèles n'avait dès lors plus de raison d'être en tant qu'institution d'attente. Il fallait se transformer en organe d'un pouvoir stabilisé, capable de durer et d'assurer coûte que coûte les fondations matérielles du nouveau pouvoir, de la nouvelle élite.

(10) Cf. M. RUBEL, *La croissance du capital en U.R.S.S.*, « Economie appliquée », septembre 1957.

Cette installation se fit sous le signe du massacre des insurgés de Cronstadt, et de la N.E.P. : autrement dit, sous le signe du passé. Héritier de l'appareil, un Staline n'avait que faire de demi-mesures et de demi-méthodes. Sous sa poigne, les ouvriers et les paysans ont bâti tant bien que mal le « socialisme en un seul pays », c'est-à-dire un type très accusé de capitalisme d'Etat. A défaut d'une bourgeoisie capitaliste au sens classique du terme, il existe en U.R.S.S. une élite dominante, identifiée au Parti, qui détient en sa propriété, baptisée « propriété sociale », et le pouvoir économique, et le pouvoir d'Etat.

C'est là ce que Marx et Engels prévoyaient lorsqu'ils imaginaient l'étape suprême du développement capitaliste.

**

Une chose est claire, lorsqu'on oublie le côté scholastique des conflits de partis et de fractions avant et après octobre 1917 : les masses russes n'en ont guère été touchées. 1905 ne fut l'œuvre d'aucune fraction social-démocrate, d'aucun parti. Les masses y ont fait leur expérience, sans souci de théorie, d'histoire, ou de modèle social élaboré. En 1905 comme en 1917, les partis n'ont influencé les masses que dans la mesure où leurs délégués ou membres, participant à des mouvements de masses, renonçaient à toute théorie et à tout programme politique. Même en 1917, les Bolcheviks n'ont pu agir sur les soviets qu'en se faisant les instruments de leur volonté. Pareille marche des hommes et des choses permettait un espoir : que le soviét prit la place de la commune, en laquelle Marx avait vu la source d'une régénération sociale de la Russie. Lénine eut le génie de saisir l'originalité de la situation, la portée de la promesse soviétique. Ce ne fut qu'un moment, et le choix se porta sur le pouvoir. Il faut dire que la défaite des soviets eût été difficilement évitable, vu leur dispersion et leur inexpérience. Et les chefs bolcheviks avaient tout pour s'attirer les sympathies des masses, comparés aux hommes du gouvernement en place.

Portés au pouvoir par les soviets, devenus un corps d'élite politique, les bolcheviks ont peu à peu usurpé les pouvoirs de leurs mandants, selon cette « loi de l'oligarchie » que Robert Michels a formulée (11). Ils s'y étaient préparés de

(11) Max Weber a vu la révolution de février 1917 sous un éclairage qui mérite

longue date, et Trotski, naïveté ou cynisme, l'a mainte fois reconnu, avant et après 1917. Faisant le bilan, en 1910, après la réconciliation des fractions menchéviks et bolchéviks, du mouvement révolutionnaire russe, il montre avec une lucidité déconcertante que l'intelligentsia marxiste n'a pas eu la moindre prise sur les organisations ouvrières et paysannes constituées spontanément dans et par la lutte. En occupant les postes de direction de la social-démocratie, les intellectuels russes y introduisirent leur « esprit sectaire », leur « individualisme d'intellectuels », leur « fétichisme idéologique ». Cependant les masses ouvrières purent trouver dans les deux fractions de quoi fortifier leur lutte de classe, donnant ainsi « l'illusion que les deux courants avaient de profondes racines dans le prolétariat ». Trotski voit apparaître, vers 1908, un « nouveau type de parti » dans les rangs mêmes des *ouvriers avancés* groupés dans une variété d'associations autonomes hors-parti, et qui constituaient d'eux-mêmes des soviets de délégués. Bien entendu, pour Trotski, l'éloge n'a de sens que parce que « les ouvriers avaient conscience d'être des social-dé-

réflexion. Voir l'excellente étude de Richard PIPES : *Max Weber et la Russie*, dans « Le Contrat Social », mars et mai 1960.

mocrates, ils avaient l'instinct du parti dans les os (souligné par nous). Ils étaient des sociaux-démocrates sans social-démocratie ». Tout cela le conduit à la conclusion que désormais « aucune fraction ne pourra plus, contre la volonté de la couche consciente des ouvriers, traîner les masses à sa remorque » (12).

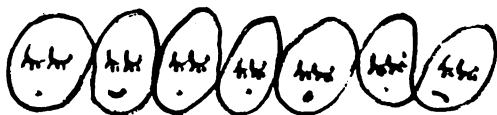
En devenant à son tour chef bolchévik, Trotski se découvrira un talent extraordinaire pour contraindre les ouvriers à la remorque du parti.

Pour conclure, nous pourrions formuler une hypothèse de travail : la « conquête du pouvoir politique » est leurre, c'est le piège absolu ; c'est le suicide du mouvement ouvrier. Pour ambigu qu'ait été l'héritage de Marx, il en reste pourtant un acquis : l'auto-émancipation ouvrière ne peut être que *sociale*, et le moyen n'en est pas la conquête de l'Etat, mais sa destruction, et la destruction de tout pouvoir politique. Seule la conquête du pouvoir social, tel que l'enseigne le socialisme des conseils, peut redonner un sens et une âme au mouvement ouvrier.

MAXIMILIEN RUBEL.

(12) TROTSKI, « Die Entwicklungstendenzen der russischen Sozialdemokratie », in *Die Neue Zeit*, 50, 1910, XXVIII/2.

UNIS,



nous

AGIRONS

, et, par des moyens
LÉGAUX,



DÉMOCRATIE, CLASSE ET PARTI, D'APRÈS MAX ADLER

Dans un article, publié, l'an dernier, par la *Revue française de Sociologie* (1), Maximilien Rubel constate que le problème des partis politiques est « généralement négligé par les sociologues et exégètes, marxistes ou non ». Il précise, en note, « qu'il n'existe pratiquement aucun travail sérieux de l'école marxiste sur le problème du parti ». Toutefois, Rubel signale brièvement l'étude de Max Adler : *Die Staatsauffassung des Marxismus*. Mais, cet ouvrage, pourtant « sérieux », ne lui paraît, sans doute, pas sérieusement consacré au problème du parti ; de fait, un seul des 19 chapitres, le huitième (*Klasse und Partei*) traite explicitement de cette question. A mon sens, cette brièveté est, elle-même, significative : la question des partis politiques est secondaire d'un point de vue marxiste. Assurément, les partis, comme toute réalité sociale, peuvent faire l'objet d'études, marxistes ou non, mais leur rôle n'a jamais apparu à Marx comme théoriquement essentiel, ni même comme important, sauf, épisodiquement, sur le plan de la tactique, à titre de *moyen* d'action, étant entendu que le parti sera détruit par son succès même.

Pour comprendre la portée des quelques pages que Max Adler consacre à la question du parti et des partis et pour comprendre, en même temps, pourquoi il ne consacre à cette question que peu de pages (2), il faut avoir présentes à l'esprit quelques définitions.

Selon Max Adler, il y a trois formes de gouvernement : le *terrorisme*, la *dictature* et la *démocratie*. Chacune de ces formes est définie comme suit :

1) *Le terrorisme* s'exerce lorsque *une minorité opprime la majorité*, en dehors de toutes règles. Il en résulte que, pres-

que toujours, ce pouvoir « illégal » ne peut se maintenir que par la cruauté.

2) *La dictature* est réalisée quand la *majorité* exerce le pouvoir contre *une minorité*. Tel est, par exemple, chez Marx, le sens de la célèbre formule : *la dictature du prolétariat*. Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler que, selon Marx, « tous les mouvements, jusqu'ici, ont été accomplis par des minorités ou dans l'intérêt de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité (*die selbständige Bewegung der ungeheuren Mehrzahl*) dans l'intérêt de l'immense majorité » (3). D'autre part, la démocratie bourgeoise, le plus souvent qualifiée de « démocratie formelle », n'est, dans le meilleur des cas, qu'une « dictature » de ce type. Certes, « la domination de la classe bourgeoise, qui ne représente que les intérêts d'une minorité », devrait être dénommée « terrorisme », mais elle est, assez fréquemment, un « terrorisme déguisé », en ce sens qu'une sorte de « dictature démocratique » se réalise aussi longtemps que la domination de la classe bourgeoise « parvient à s'appuyer sur une majorité », dans le respect d'une « constitution démocratique ». En effet, remarque Max Adler, « il est conforme au système de duperie de la démocratie purement formelle d'exploiter l'ignorance ou les préjugés religieux ou nationaux (par exemple chez les femmes, les travailleurs intellectuels, les petits bourgeois et les petits paysans) pour qu'ils donnent leur voix à des groupes qui les dominent ou les exploitent » (4). Ce n'est que lorsque « les classes antiprolétariennes perdent l'assurance de continuer à maintenir leur dictature démocratiquement » qu'elles ont recours au *terrorisme fasciste* (5).

(1) *Remarques sur le concept de parti prolétarien chez Marx*, 1961, II, 3, p. 166.

(2) Cette appréciation se fonde, naturellement, sur les ouvrages de Max Adler que je connais actuellement. Elle pourra être atténuée, voire infirmée, par d'autres lectures.

(3) *Manifeste communiste*. Ed. Costes, p. 78.

(4) MAX ADLER, *Démocratie politique et démocratie sociale*, Bruxelles, 1930, p. 139-140, note 1.

(5) MAX ADLER, *Le socialisme de gauche*, Paris, 1932, p. 14.

Ainsi, « toute démocratie formelle, dans une société de classe, est une dictature, elle devient terrorisme lorsque les formes de la démocratie disparaissent et qu'une petite minorité instaure l'arbitraire » (6). Max Adler donne comme exemple le pouvoir de Louis XIV (l'Etat, c'est moi ; les lettres de cachet) et celui du parti bolchevik (la société c'est nous, parti communiste). Karl Kautsky, dès 1919, dénonçait vigoureusement la trahison par Lénine du programme marxiste (7) et contestait l'importance, chez Marx, de la notion de dictature du prolétariat (8). Max Adler, au contraire, ne conteste pas la nécessité de la dictature du prolétariat, dans la plupart des cas (9), mais il montre que cette dictature n'a jamais existé en U.R.S.S. En effet, chez Marx, il y a une présupposition à cette dictature, c'est que le prolétariat soit devenu la classe dominante (*die herrschende Klasse*), c'est-à-dire, au sens marxiste, une classe qui dispose dans la société d'un pouvoir économique incontesté (*entscheidende Macht*). En conséquence, il est tout à fait impossible d'appliquer « la théorie marxienne de la dictature du prolétariat à la réalité exceptionnelle russe, issue de hasards historiques incroyables, qui a vu, non pas le prolétariat mais un groupe de ce dernier se saisir du pouvoir politique » (10). Cette appréciation est confirmée, notamment par le témoignage du principal dirigeant, sur le terrain, de la Révolution russe de 1917, Trotski : « Le renversement du pouvoir eut lieu sur l'initiative et par les forces d'une cité (Pétrograd) qui constituait à peu près la soixante-quinzième partie de la population du pays. Si l'on veut, on peut dire que le plus grand des actes démocratiques fut accompli d'une façon non démocratique. Le pays tout entier se trouva placé devant le fait accompli » (11). C'est donc une supercherie que

(6) *Démocratie politique et démocratie sociale*, p. 138.

(7) Cf. *Terrorisme et communisme*, trad. N. Stchoupak, Povolozky, Ed. s.d.

(8) Selon Kautsky, il ne s'agit là que d'un petit mot (*wörtchen*) écrit « en passant » (*gelegentlich*). Ce point de vue est violemment combattu par Lénine (*Œuvres choisies*, Moscou, 1948, II, 425).

(9) Max ADLER fait notamment référence au discours de Marx, à Amsterdam, (8 septembre 1872) sur le passage possible au socialisme par des moyens pacifiques.

(10) *Die Staatsauffassung des Marxismus*, Marx-Studien, IV, (2), Wien, 1922, p. 116-117.

(11) *Histoire de la Révolution russe*, Le Seuil, 1950, t. I, p. 138.

de vouloir tirer argument du terrorisme léninien pour invalider la théorie marxiste. Max Adler dénonce l'erreur de son collègue de l'Université de Vienne, Kelsen, qui croit, chaque fois où il a pu démontrer une contradiction dans la politique bolchevique, avoir atteint du même coup la théorie marxiste. Certes, Kelsen a fait largement école, il n'en reste pas moins que l'échec bolchevik dérive « d'une contradiction dans les faits » (*aus... Widerspruch der Tatsachen, nicht aus dem der marxistischen Begriffe*) et « non pas d'une contradiction de la conception marxiste » (12). Il y a ainsi, chez Max Adler, une explication du terrorisme soviétique reproduite, sans la moindre pédanterie, par certains commentateurs récents de la « déstalinisation ».

Quoi qu'il en soit, on peut résumer la différence entre terrorisme et dictature, comme le fait Max Adler : « Dans le terrorisme, c'est la majorité qui est violentée ; dans la dictature c'est la minorité... Bref, le terrorisme est une violence « aristocratique », la dictature, une violence démocratique » (13).

3) Dans *la démocratie*, au sens profond du terme, pure (*reine*) et parfaite (*vollkommene*), l'opposition entre *majorité* et *minorité* est dépassée. Max Adler fait, à ce propos, référence à la thèse de « *la volonté générale* » du *Contrat social*, mais il l'interprète d'une façon nouvelle, ou, si l'on veut, marxiste. Il rappelle que Rousseau avait pressenti l'impossibilité d'une vraie démocratie dans une société de classe, mais Rousseau n'en avait pas discerné la cause ; il ne faut pas croire que la démocratie n'est possible que pour des dieux (14), mais comprendre que l'idée d'une démocratie parfaite n'est que « l'anticipation mentale d'une société sans classe » (*nur die gedankliche Vorwegnahme einer klassenlosen Gesellschaft*) (15). A partir de là, Max Adler introduit une différence qu'il veut radicale entre « contrainte » et « domination ». La domination s'exerce dans la société de classe, en dépit de l'égalitarisme juridique (16). Au contraire, une société sans classe est

(12) *Die Staatsauffassung...*, p. 116.

(13) *Démocratie politique et démocratie sociale*, p. 140.

(14) *Le contrat social*, III, 4.

(15) *Die Staatsauffassung...*, p. 122.

(16) Max Adler se réfère, à ce propos, aux écrits du jeune Marx, et à un article qu'il avait lui-même écrit en 1919 : *Demokratie und Râtesystem*. A plusieurs reprises,

ipso facto, une « société solidaire ». Certes, « aucune forme de société ne peut subsister sans une certaine contrainte » mais, lorsque la contrainte s'exerce dans une « société solidaire », elle ne peut plus être la « domination » d'une partie (d'un parti) sur l'autre, car la contrainte s'exerce dans le cadre de « l'intérêt commun ». Max Adler illustre cette différence par un exemple simple : un écrivain qui décide librement d'écrire à la machine est « contraint » par le mécanisme de sa machine à écrire, il n'est pas « dominé » (17). Ainsi « la démocratie qui n'est pas purement formelle ne connaît, par définition, aucune domination des uns sur les autres ; elle ne connaît donc pas non plus celle du grand nombre sur le petit (18). La notion de démocratie contient précisément l'idée de la liberté et de l'égalité de tous, et celle de la soumission de chaque volonté particulière à l'auto-détermination ou à l'autonomie, et non à la détermination des autres » (19). Pour Max Adler, « la démocratie est identique à l'ordre par l'autonomie » (20).

La démocratie pure et parfaite ne peut donc s'exercer que dans une « société solidaire » parce que sans classe ; on comprend facilement qu'à ce niveau la question des partis politiques apparaisse comme « dépassée ». Le problème se

il remarque : « Les classes dominantes imposent leurs volontés sous formes de lois » (*Démocratie politique et démocratie sociale*, p. 90). « Dans la société capitaliste, il n'y a pas de peuple uni (*keine Volkseinheit*) mais seulement une population (*Bevölkerung*)... ne formant un ensemble que sous la pression d'une domination de classe (*durch den Zwang der Klassenherrschaft*) cf. *Die Staatsauffassung...*, p. 122.

(17) *Démocratie politique et démocratie sociale*, p. 102.

(18) La démocratie, selon Max Adler, ne tombe ainsi nullement sous les critiques traditionnelles contre la majorité que ce soient celles de Platon ou celles du XVIII^e siècle cherchant à ridiculiser l'addition des incomptences et posant en principe, comme Schiller : « On doit peser les voix non les compter. »

(19) Ces formules de Max Adler ont une résonance volontairement kantienne. Max Adler estime, en effet, que la philosophie de Kant a été et continue à être la victime de nombreux malentendus ; en particulier, l'impératif catégorique met l'individu isolé en rapport avec tous les autres « ce qui n'est rien d'autre que le rapport social » (*Die Staatsauffassung...*, XV, 4). Voir aussi *Marxistische Probleme* (1913).

(20) *Démocratie politique et démocratie sociale*, p. 80.

situé en deçà. Ainsi, le terrorisme pourrait être la violence d'un parti unique ou, en tout cas, *minoritaire* ; la *dictature*, la domination d'un parti ou d'une coalition de *partis majoritaires* ; la *démocratie*, une société solidaire *sans parti*.

Les deux premiers systèmes ne sont possibles que dans une société de classe, la suppression des *partis* dans « la société solidaire » est la *conséquence* de la suppression des *classes*. Une analyse explicative des partis ne peut donc se séparer d'une étude des classes sociales ; sans cette référence aux classes sociales, il serait impossible d'expliquer les textes apparemment contradictoires de Marx à propos des partis (21).

Dans le chapitre 8 (Classe et Parti) de son ouvrage : *La conception marxiste de l'Etat*, déjà cité, Max Adler rappelle les condamnations sévères de Marx et d'Engels contre les partis. S'appuyant principalement sur l'Anti-Proudhon : *Misère de la philosophie*, Max Adler remarque que la lutte des partis se déroule à un niveau superficiel, qualifiée de « politique » alors que la lutte des classes fait naître un principe « dépassant toute politique ». Le terme de « politique » est pris ici au sens de luttes de partis bourgeois au sein de la démocratie formelle. Il y a donc entre « les partis politiques » et « le parti du prolétariat » une hétérogénéité radicale, de telle sorte que seules les lettres du mot « parti » sont communes.

Max Adler dit ironiquement que, au sein de la société capitaliste, le parti dominant devrait s'appeler : « le parti de la propriété privée » mais que ce cynisme franc est contraire au caractère de la démocratie bourgeoise. On y a recours à d'autres appellations, comme : « Défense de la Patrie, Défense de l'Ordre, des Bonnes mœurs, de la Civilisation. » D'ailleurs ces superstructures idéologiques ne sont pas seulement un reflet mais une sorte de ciment qui donne à la classe dominante une certaine unité malgré les oppositions et les luttes à l'intérieur de cette classe. Ces oppositions et ces luttes ont souvent été passées sous silence, dans les exposés sommaires du marxisme, mais Max Adler rappelle que Marx et Engels, à l'occasion surtout de leurs analyses historiques (*Dir-huit Brumaire : La guerre*

(21) Voir le très précieux inventaire de ces textes dans l'article déjà cité de M. RUBEL « Rev. franç. Sociol. », 1961, II, 3, 166-176.

des paysans en Allemagne) ont montré l'abondance des forces sociales en jeu à l'intérieur de l'opposition des classes, jeu de forces qui, souvent, masquent la contradiction fondamentale (22). Quoi qu'il en soit, il est incorrect de dénommer « parti » -- au lieu de « classe » ce conglomérat de groupes divers qui se combattent. Le mot « parti » n'est utilisé conformément à son étymologie que lorsqu'il désigne des *parties* de la classe dominante, par exemple : le parti conservateur, le parti libéral, le parti démocrate, le parti républicain, le parti chrétien, etc. En réalité, dans le langage courant, le mot « parti » a presque toujours un double sens : on désigne une partie de la *classe* et, en même temps, on prend parti pour les intérêts de cette classe, soit explicitement soit implicitement. Max Adler cite, à ce propos, le *Dix-huit Brumaire* : « De même que dans la vie privée, on distingue entre ce qu'un homme dit ou pense de lui et ce qu'il est et fait réellement, il faut distinguer, encore davantage, dans les luttes historiques, entre la phraséologie et les prétentions des partis et leur constitution et leurs intérêts véritables, entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité » (23). De toute façon, on comprend que Marx et Engels aient toujours protesté lorsqu'on les a qualifiés d'hommes de parti. Certes, il est évident que Marx ne pouvait militer dans un parti bourgeois, mais, même ses adhésions, en 1847, à la *Ligue communiste*, et, en 1864, *l'Association Internationale des Travailleurs* (A.I.T.) n'ont toujours été que des adhésions d'assez courte durée et, en un sens, réticentes (24), voire ironiques (25). A Marx qui lui demandait s'il fallait continuer « à tolérer, par politesse, des faiblesses, à se partager avec (des) ânes... le ridicule qui

rejaillit sur le parti » (26), Engels répond, le 13 février 1851 : « Nous avons l'occasion de montrer que nous n'avons besoin ni de popularité ni du « support » d'un parti quelconque... N'avons-nous pas agi depuis des années comme si toutes sortes de gens constituaient notre parti, alors que nous n'avions pas le moindre parti et que les gens que nous considérons comme de notre parti, du moins officiellement, ne comprenaient même pas les éléments de notre doctrine ? Comment des gens comme nous, qui fuyons comme la peste des situations officielles, pourrions-nous être d'un parti ? Que nous chaut un parti, à nous qui crachons sur la popularité... », etc. Un peu plus loin, Engels approfondit sa position : « Une révolution est un événement purement naturel, obéissant aux lois physiques... Si l'on se pose en représentant d'un parti, l'on est entraîné dans ce tourbillon de l'irrésistible nécessité naturelle. » Et, vers la fin, il conclut : « Pour le moment, l'essentiel est de nous faire imprimer... » (27). Max Adler signale les deux lettres dont nous venons de citer ces quelques extraits ; lui-même a pu constater la guerre de 1914, ensuite pour endiguer la montée du fascisme (28). Il reste, toutefois que Marx a milité plusieurs fois au sein de ligues ou d'associations (28 bis) et qu'il a fait parfois référence à son propre parti. Max Adler trouve l'explication de cette apparente contradiction dans « la phrase fameuse si caractéristique de la façon dont il envisageait sa politique » d'une lettre de Marx à Freiligrath : après avoir rappelé qu'il avait toujours estimé que ses travaux théoriques étaient plus utiles à la classe ouvrière que l'action politique, Marx ajoute qu'à son avis, la *Ligue* de 1847 « n'était qu'un épisode dans l'histoire du parti, lequel naît spontanément (*naturwüchsig*) du sol de la société moderne » (29). Il y a donc

(22) Max Adler cite également, à titre de confirmation, des textes de Kautsky et de Bernstein.

(23) Ed. Sociales, 1949, p. 39.

(24) Dans l'article déjà cité, M. Rubel montre bien que, rappelant « leur activité de presque quarante ans au service de la lutte des classes », Marx et Engels « opposèrent la devise de l'auto-émancipation ouvrière » aux intellectuels issus de la bourgeoisie qui se croyaient capables de libérer les ouvriers (p. 172-173). Voir aussi *Le Manifeste communiste*, Ed. Costes, p. 112.

(25) Marx écrit à Engels, le 18 mars 1859 : « Notre mandat de représentants du parti prolétarien, nous ne le tenons que de nous-mêmes. »

(26) Lettre du 11 février 1851 (Costes, II, 45).

(27) Costes, Correspondance Marx-Engels, II, 46-48.

(28) Max ADLER, *Métamorphoses de la classe ouvrière*, Paris, 1935, p. 10-12.

(28 bis) « Si nous réussissions à reélectrifier le mouvement politique de la classe ouvrière anglaise, notre Association aurait, sans faire d'esbroufe, rendu à la classe ouvrière en Europe plus de services que personne n'aurait pu lui rendre par d'autres moyens. » Marx à Engels, 1^{er} mai 1865, Ed. Costes, VIII, p. 201.

(29) D'après la traduction de Rubel, *Introduction à l'éthique marxienne*, Rivière, 1948, p. XLII.

une différence entre la *ligue* et le *parti* (30) ; c'est que, précise Marx : « Sous le vocable « parti », j'entends parti dans le grand sens historique » (31). Dans ce même chapitre 8 (*Die Staatsauffassung des Marxismus*), Max Adler explique qu'adopter le parti du prolétariat, c'est comprendre la nécessité du mouvement historique de la société de classe et prendre parti *pour* ce développement libérateur. Certes, poursuit-il, la phraseologie bourgeoise se réfère constamment à « l'intérêt général » mais « pour l'observateur sociologique ce qui compte n'est pas ce qu'une tendance veut être, mais ce qu'elle est ». Or, dans le monde capitaliste de la démocratie bourgeoise, « l'appropriation privée des moyens de production est une barrière au développement complet des forces productives », car, tantôt on déclarera abusivement des entreprises non-rentables, tantôt on n'utilisera pas pour la satisfaction des besoins sociaux les possibilités offertes par la technique. Il en résulte que, même lorsque les hommes politiques bourgeois se réfèrent à l'intérêt général, ils ne poursuivent, en fait, que la satisfaction d'intérêts particuliers et qu'au contraire lorsque Marx semble prendre parti pour la défense d'intérêts particuliers, en l'espèce ceux du prolétariat, il opte réellement pour les intérêts de la société tout entière, le prolétariat étant la classe universelle (32). « Et ainsi maintenant apparaît d'elle-même la différence sociologique dans la signification du prolétariat, même lorsqu'il se présente comme un parti politique au milieu d'autres. L'intérêt particulier du prolétariat est identique avec l'intérêt général d'une nouvelle société sans classe, c'est-à-dire (qu'il postule) la transformation de la société actuelle. L'intérêt particulier de tous les groupes bourgeois est identique avec le maintien de cette société » (33).

On comprend, dès lors, que la différence entre la prise de parti de Marx et celles des hommes politiques n'est pas du même type que les oppositions entre ces hommes politiques eux-mêmes. Max Adler montre ainsi la différence entre

une analyse « marxiste » et une analyse simplement « juridique » comme celle de Kelsen. Ce dernier prétend qu'aucune domination de classe n'est possible dans une démocratie politique ; ce qui est, en effet, vrai « en théorie » ; par là Kelsen se situe en deçà de Rousseau ; il ne voit pas, à cause de sa confiance naïve dans les « formes », que la démocratie bourgeoise est, dans les faits, une dictature, sinon un terrorisme déguisé. Mais, il ne peut nier la causalité profonde des oppositions de classe qu'en concevant la démocratie dans un espace vide (*im luftleeren Raum*) (34). La discussion sur l'importance et le rôle des partis politiques se déroule presque toujours à un niveau superficiel et abstrait. Les problèmes fondamentaux de la démocratie, selon Max Adler, ne sont pas concernés par les discussions sur les systèmes monistes ou pluralistes. L'explication radicale des échecs de la démocratie ne peut être trouvée dans une analyse structurale du parti ou des partis car eux-mêmes sont les produits du mal qu'ils prétendent guérir.

Certes, il reste à expliquer pourquoi Max Adler lui-même a milité au sein du parti social-démocrate autrichien (34 bis). Ce faisant, nous retrouverions la « contradiction fondamentale » chez Marx, entre l'analyse scientifique (écroulement nécessaire du capitalisme) (35) et l'action révolutionnaire (critique des armes et armes de la critique). Il s'agit là d'un thème central, pour Max Adler et pour l'Austromarxisme. Il faudrait reprendre les analyses de la *Selbstaufklärung* (36) et décrire l'extraordinaire et systématique effort « l'auto-éducation » au sein de la social-démocratie autrichienne. L'organisation pratique de cette *éducation-prise-de-conscience qui transforme l'homme*, provoqua, paraît-il, l'admira-

(34) *Die Staatsauffassung...*, p. 115. Max Adler reproche ici à Kelsen ce que Kant reprochait à Platon (image de la colombe).

(34 bis) Cf. H. BENEDIK, *Geschichte der Republik Österreich*, Wien, 1954, p. 51, 57, 113, 448, 456.

(35) Voir, en particulier, la fin du chapitre XXXII du livre premier du *Capital*. Ed. soc., III, p. 205.

(36) Cf. MAX ADLER, *Der Marxismus als proletarische Lebenslehre*, Wien, 1923 ; plus généralement sa collection « Neue Menschen ». Comparer avec la notion marxienne de la « *Selbstverständigung* » (lettre à Ruge, septembre 1843) et la conception du parti comme élite éducative : « Les socialistes et les communistes sont les théoriciens de la classe prolétaire » (*Misère de la philosophie*, Ed. soc., p. 100).

(30) Voir, à ce sujet, l'excellente mise au point de M. RUBEL (« *Rev. franç. de Sociol.* », 1961, II, 3, p. 174).

(31) MEHRING, *L'échange de correspondance entre Marx et Freiligrath*, « *Neue Zeit* », supplément 12, p. 33. (Référence donnée par Adler.)

(32) *Zur Kritik der Hegelschen Rechtsphilosophie, Einleitung*, Dietz, 1, 390. Costes, I, 105-106.

(33) *Die Staatsauffassung...*, p. 114-115.

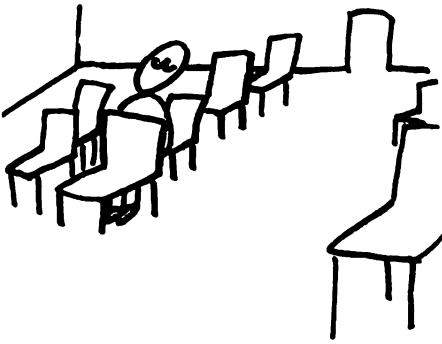
tion de Lénine. Bien sûr, beaucoup de problèmes se posent à ce propos (37) qui ne peuvent être abordés dans cet article. Il faudrait, en particulier, se demander si un parti — même se voulant « marxiste » — n'arrive pas à étouffer la recherche au nom « des impératifs de l'action » et s'il peut constituer lui-même une micro-« société solidaire » purgée de toute « domination », notamment de celle de l'appareil, même si cet appareil se présente comme uniquement chargé de tâches « techniques » d'organisation. La notion « d'avant-garde » ne serait-elle

pas profondément anti-marxiste ? Les problèmes politiques ne peuvent être résolus ni compris *in vitro*. Tel semble être le sens de la sociologie adlérienne qui cherche l'explication des difficultés « démocratiques » et « politiques » dans la structure profonde de la société.

YVON BOURDET.

(37) Par exemple celui des relations entre prolétariat et intellectuels, Max ADLER, *Der Sozialismus und die Intellektuellen*, Wien, 1910.

... par des moyens
exclusivement politiques...



, virgule,



nous répondrons
du tac au tac...



nous continuerons
la lutte...

LE PARTI, LE QUOTIDIEN

« La vie quotidienne... (est)... ce qui reste quand on a extrait du vécu toutes les activités spécialisées. »

H. LEFEBVRE.

La crise des partis politiques de gauche en Europe demeure étroitement liée à la vie quotidienne. Il ne faudrait cependant pas croire que les sociologues, seuls, portent la responsabilité de ce fait aujourd'hui éclatant que cette vie quotidienne, considérée, en somme, comme le domaine colonisé de l'existence, comme la « réserve » pour les bons sauvages qui font marcher la société, soit devenue l'ennemie même de toute activité militante. Certes, les sociologues ne font en fait qu'aggraver la confusion, mais les hommes de parti, les militants n'ont pas osé regarder ce problème avec la hardiesse qui caractérise actuellement le système impitoyable où se trouve, par exemple, enserrée « la culture de masse », c'est-à-dire la liberté accordée au capitalisme moderne de transformer à son avantage les faillites du quotidien, ces mille et une petites misères qui, ajoutées à la grande, font que les partis de gauche n'exercent plus l'attraction ou l'influence qui étaient encore les leurs avant la seconde guerre mondiale.

Pourquoi la vie privée se dresse-t-elle comme un obstacle à l'activité militante ? On a répondu, trop facilement : c'est que la vie privée est réellement privée de vie. Cela est vrai de ceux qui espèrent — ou qui ont espéré (et j'en suis) — que l'activité militante comblerait la néantisation opérée par le milieu familial, social, ou simplement ouvrier. Mais quand, à son tour, on interroge l'activité militante, quand on la réduit à ce qu'elle devrait être, on s'aperçoit qu'elle aussi présente une aliénation bien plus grave peut-être que celle de la vie privée : l'aliénation qui-ne-se-croît-pas-une-aliénation. Je veux dire que toute interrogation merveilleuse exclue, la vie militante exige son insertion dans le quotidien et que, ce qui l'en sépare, peut prendre le travestissement accusateur de la vie privée ou (à l'autre extrême) du mythe de la démocratie... Autrement dit, la vie d'un parti politique de gauche n'équivaut pas à la recherche la meilleure entre la vie privée de ses

membres et leur activité purement militante, mais à faire en sorte que le parti, cette activité qu'il réclame de vous soit l'exigence même du quotidien. Le parti, le quotidien : il n'y a pas d'équilibre possible entre ces deux termes, il n'y a que dialectique. Ainsi, en peinture, Cézanne, dont on ne retient généralement que la leçon cubiste, les pommes, etc., a-t-il réintroduit les hommes sous l'arbre, c'est-à-dire l'universel en ce qu'il a de neuf pour le regard humain.

Qu'on ne parle donc plus de la crise de la démocratie ou du « mauvais fonctionnement » de l'appareil des partis politiques de gauche. Le problème est de structure, et non de comportement plus ou moins téléguisés. Le problème est en ce que le quotidien a ou pourrait avoir de commun avec les structures du parti. Or, celle-ci — qu'il s'agisse du P.C. ou des autres partis de gauche — n'est pas atteinte, mise en cause quand on se contente d'accuser l'absence de démocratie au sein du parti. Il faut nous y reprendre à deux fois avant de parvenir au centre du problème.

En premier lieu, il conviendrait d'établir valablement que toute organisation politique de gauche, toute structure adéquate au parti, commence et se referme avec l'organisation imposée, à l'entreprise, par les patrons. La praxis ouvrière n'est en rien autonome et, faute d'avoir élucidé ce rapport, les partis politiques de gauche se trouvent aujourd'hui, non pas même « coupés des masses », comme le veulent des observateurs superficiels, mais « privés des masses », incapables d'aller à elles et de les politiser, de les jeter au sein de l'action, au sein de cette action dont leurs adversaires ont déjà, à tous les échelons, décidé à leur place parce que tout simplement ils détiennent le seul pouvoir de décision valable de la société, celui des conseils d'administration. C'est à l'entreprise que se joue notre sort, à nous, militants de ces partis, et nous l'ignorons parce que nous croyons que les ouvriers ont la possibilité, là-bas, d'être autre chose que des ouvriers, d'être autre chose que des hommes du quotidien.

Des spécialistes de l'action politique s'interrogent sur le point de savoir si

l'action révolutionnaire a échoué en Occident (par Occident, il s'agit des pays hautement industrialisés de tous les continents y compris le Japon). Aussi surprenant que cela paraisse, cette question n'a aucun sens. Elle ne conserve qu'une apparence de signification que dans la bouche des « militants » fidèles, obscurs, obscurément gênés de se la poser avec cet orgueil vaguement humilié du « croyant ». Davantage encore dépourvues de sens sont les réponses apportées à la question. La plupart font état de « la mission historique du prolétariat », mission qu'il n'aurait pas assumée ou qu'objectivement, les conditions requises à cette action ne furent jamais atteintes — ce qui est bien la plus sottise des réponses quand on veut bien admettre que jamais l'Histoire ainsi n'aurait de signification, n'étant faite que de déterminations « scientifiques », c'est-à-dire inaccessibles à ceux-là mêmes dont on prétend qu'ils la font ! D'autres, moins nessimistes, en apparence, mais désespérés, quant au fond, se consolent avec l'idée masochiste que la révolution est le privilège des pays sous-développés. Ces réponses sont autant de refus d'explication réelle du phénomène de la gauche en Occident. *N'est-il pas, en fait, plus aisé de faire bon marché de l'action du prolétariat que de celle du patronat ?*

Or, ce patronat occidental, ce capitalisme social ou non, ce néo-colonialisme même s'exerçant en certaines régions du monde occidental lui-même (le Mezzogiorno italien, la Wallonie, etc.) exerce, qu'on le veuille ou non, son autorité dialectique sur les êtres et les choses. Au XIX^e siècle, il a tenté et réussi, en partie, à surmonter la contradiction fondamentale de son exploitation (entre autres, par la création de ces empires coloniaux qui s'effondrent de nos jours). Mais, Sartre l'a montré, au XX^e siècle il tente et réussit, en partie toujours, à faire en sorte que cette contradiction ne soit pas abolie par le socialisme et, qu'au contraire, il en porte longtemps encore les stigmates. La tactique du patronat est de rendre le processus historique *inintelligible* en interprétant décisivement des analyses fragmentaires qui, à l'occasion, peuvent rejoindre les positions du prolétariat. Faire de l'action militante *une activité spécialisée* est une de ces manœuvres favorites. C'est pourquoi il est dangereux d'attribuer, tout de go, une autonomie d'action — *a fortiori* de « conscience de classe » — à la classe ouvrière. Les opinions de celles-ci ou l'opinion qu'elle a d'elle-même, *cette fois collectivement*, et

non plus au sens où Marx démystifiait l'opinion d'un prolétaire isolé ou ce qu'il pouvait en prendre conscience, cette opinion-là demeure, en quelque manière, inefficace, une propriété injectée par le patronat à des fins qui, de lui seul, deviendront saisissables.

La croyance d'une praxis inviolable de la classe ouvrière se retourne inévitablement en anti-praxis. On pense ici au mot de Chateaubriand : « *L'ambition dont on n'a pas les talents est un crime.* » Belle sentence à l'action des partis politiques de la gauche... Et, en effet, la terreur squelettique de ces partis, dont le seul espoir réside dans l'acte de foi, interminablement renouvelé, des « militants », contraste avec le type même des organisations ouvrières d'avant-guerre. Ne sait-on plus que l'organisation du travail (et, par conséquent, de son imprégnation dans la vie quotidienne de l'ouvrier) dépend de l'arbitraire total du patronat ? N'a-t-on vu récemment, en Belgique et en France, des représentants syndicaux signer les célèbres conventions Boël, Bonpertuis (Isère) ou Berliet, conventions qui consacrent inexorablement la démission de ces organisations syndicales en les mettant au service exclusif du patronat ? Pourquoi, dès lors, fait-on croire aux ouvriers que ce type d'organisation — ou de désorganisation — — rend compte (ou pourrait rendre compte) de ce qu'il est convenu d'appeler l'intelligibilité du processus historique ? Si cette intelligibilité doit être palpable dans l'organisation, ne conviendrait-il pas auparavant de ne pas abolir l'un des termes — et lequel ! — de la contradiction ?

En concevant syndicats et partis politiques comme des forces autonomes, *magiquement séparables de la production*, on ne discerne plus clairement les forces productives et les rapports de production (ce qui est cependant élémentaire), ni non plus le rapport entre elles et ces derniers ! Tout syndicat, tout parti politique de gauche qui se dérobe à cette analyse *non sociologique* se définit, tôt ou tard, comme un syndicat ou un parti politique de gauche *qui aurait déjà aboli en son sein les contradictions qui le poussent à l'existence et au pouvoir*. Il devient le mythe de la Classe, la faculté de Mobilisation de la Classe... mais la faculté seulement... Récuser le type actuel des organisations ouvrières sans entrevoir, aussitôt, par elles et à travers elles, l'enchaînement indissoluble de l'activité militante, produit de la production — au même titre qu'une Simca 1000 — revient

à dire et à montrer que l'analyse de classe peut s'élaborer hors du système capitaliste — dans l'absurdité de la condition humaine ! Tous les syndicats et tous les partis en sont là.

Si l'action militante est le quotidien lui-même, la modification des rapports de production, c'est-à-dire, en fait, le renversement de la condition ouvrière, l'abolition du quotidien, *la récupération de celui-ci comme « configuration impossible du réel »* (pour reprendre la formule de D. Mascolo) commence dans la critique absolue du travail lui-même et des conditions de travail. Or, le patronat, en s'adaptant, moins à la technique qu'à ses contradictions, n'abandonne jamais que *son Argent, jamais son Pouvoir*. Là est le nœud vital de l'action politique de gauche. Sur ce point, on n'a pas souligné avec la vigueur voulue l'originalité des promoteurs de la Charte d'Amiens. On n'a retenu que leur idéologie, la conception « aristocratique » de la main-d'œuvre qualifiée, coïncidant avec le stade anarcho-syndicaliste du mouvement ouvrier. C'était la part la moins originale de ces syndicalistes. Leur vrai mérite — et qui demeure toujours vivace — tient en ce que cette charte *situait* (mieux qu'on n'a jamais situé) l'ouvrier dans son milieu de travail. Depuis rien n'a été dit, examiné ou fait qui ne soit d'abord *sorti* des officines patronales (1).

On le voit donc : la structure de tout parti politique de gauche est directement liée au type de l'organisation syndicale (ou plutôt à la façon dont le rapport s'établit entre cette organisation et le parti). Aucun parti politique de gauche n'est viable s'il méconnaît cette loi, mais aucun syndicat ne peut se croire pré-

muni s'il ne reconnaît pas la nécessité d'un parti. La synchronisation *absolue* de leur action requiert avant tout de nécessaires scissions, toujours possibles après un grand mouvement revendicatif. L'exemple belge de l'hiver 60-61 montre à quel point l'appareil, *même favorable à la grève*, n'a pas su saisir l'incroyable chance qui s'offrait à lui d'unir, non point tant base et sommet au sein des partis et syndicats, *mais les organisations elles-mêmes*. Car le problème tactique, *du fait que la crédulité des militants accorde une plus grande importance à ce qui se passe à l'intérieur des partis ou du syndicat*, a été lui aussi complètement faussé. La dialectique ne se poursuit pas nécessairement entre la base et le sommet à l'intérieur d'une organisation : elle s'inscrit davantage dans ces faits extérieurs aux partis et aux syndicats et qui, brusquement, font irruption dans le quotidien, le plie à leurs impératifs.

Il est peu probable qu'un parti politique de gauche ou un syndicat accepte ces critères. Il est moins probable encore qu'il y ait, à l'avenir, de véritable parti ou syndicat, mais toute tentative de passer sous silence ce désarroi, ce profond et inimaginable *désintérêt* de la classe ouvrière condamnerait d'abord l'opposition même à ces partis et syndicats. On ne s'oppose pas efficacement à un appareil, quel qu'il soit, en s'intégrant aux méthodes critiquées. La scission obéit toujours à des lois extérieures au parti ou syndicat. Elle représente, qu'on le veuille ou non, l'objectif *indéracinable de ce « NON » proféré quotidiennement par des millions d'ouvriers, dont la vie a été réduite précisément à ce « NON », qu'aucun parti, ni syndicat n'est plus en mesure de prendre en charge*. Il faut d'abord *sortir* de cette mythologie des cadres pour reconnaître enfin le vrai visage de la lutte ouvrière, celui dont parle le menuisier Sung quelque part dans Shakespeare...

ANDRÉ FRANKIN.

(1) On n'ignore pas les travaux de G. Friedmann et d'autres. Mais, dans la mesure où la sociologie du travail est dissociée des revendications politiques, le prolétariat demeure impuissant à produire sa propre Histoire.

LE SOCRATISME DE GRAMSCI

Aujourd'hui encore — et une fois encore — il s'agit d'écrire le *Que faire ?* d'une classe pas encore parvenue au pouvoir, mais qui vise, à travers la définition de la *praxis* qui doit l'y conduire, le projet d'une *praxis* plus haute, d'une *praxis* qui se voudrait *praxis* totale. Aujourd'hui, le projet politique est projet anthropologique.

Sans doute *Le Prince* machiavélien n'est-il que l'expression « mythique » — ou dramatique (1) — de ce double projet, mais il n'en définit pas moins un modèle de conscience (politique) possible : l'apparition d'une « fonction », qui soit et se veuille à la fois l'expression et l'*organon* de la volonté générale, et, peut-être même, ce qui fait que celle-ci est ou existe comme volonté générale.

Les conclusions du *Prince* s'offrent ainsi comme des prolégomènes à toute action politique possible : la volonté générale ne porte pas spontanément en soi les moyens de se reconnaître et de se-faire-exister-générale : il y faut le travail politique. Le Prince ou « le prince moderne (2) », le Parti, est « *ce par quoi* » s'opère cette venue à la conscience.

En faisant du *Prince* son « livre de chevet ». Gramsci a donc opté en faveur d'une solution organisationnelle — on pourrait dire : structuraliste ; dans la querelle Lénine-Rosa Luxemburg, il serait plutôt du côté de Lénine (3).

Si le Parti, en tant qu'instrument de réalisation et, soi-même, devenir-réel, se constitue nécessairement comme part de ce même réel, comme participation effective à ce réel, n'est-ce pas dire aussi qu'il *doit* y trouver ses limites et son achèvement ? Et, par exemple : « Il est évident que, pour le parti qui se propose d'annuler la division en classes, sa perfection et son achèvement consistent à ne

plus exister, dès lors que n'existent plus les classes (4). »

Ce qui n'est pas seulement une attaque insidieuse — et immédiate — contre certaines bureaucraties, mais bien plutôt une doctrine de l'*inévitabile inachèvement* — et, ajouterait G. Lapassade (5), la prématuration — *de tout parti politique, de toute praxis politique*, sinon de toute *praxis* humaine. « Un parti politique n'est jamais achevé ni formé (6). » Le processus politique, le processus de réalisation, le faire-être et le se-faire, se définissent comme toujours inachevés, voire — à l'image d'une psychanalyse — comme une aventure interminable.

Penser la *praxis* politique comme *praxis* totale, ou, du moins, comme intention et intentionnalité, visée d'une *praxis* totale, n'implique donc point que l'agent de cette intention, le Parti, se constitue lui-même comme instrument total, voire totalitaire. Le Parti est toujours institution privée, volontaire ou volontariste : y adhère qui veut ; tout au contraire du Conseil d'entreprise, du Conseil ouvrier, auquel tous, de droit, *participent*. Le Parti peut *dire* la vérité de la classe ; cette vérité *est* dans le Conseil ouvrier.

Ainsi le Parti est-il — ou devrait-il être — intention non totalitaire, sinon intention maïeutique. « Un groupe social peut et même doit être dirigeant dès avant que de conquérir le pouvoir... ; ensuite, quand il exerce le pouvoir, et même s'il le tient fortement en main, il devient dominant mais doit continuer à être dirigeant (7). » Cette distinction entre *diriger* et *dominer*, pressentiment de l'ambiguïté inhérente à toute *praxis* politique, n'en définit pas moins *la part qui*

Editori riuniti, Rome, 1958.

(4) GRAMSCI, *N.M.*, p. 23.

(5) Cf. G. LAPASSADE, « Un problème darwinien : l'évolution par néoténie », *L'âge nouveau*, n° 106, juillet-septembre 1959, et surtout, « Présentation de Louis Bolk », *Arguments*, n° 20, 4^e trimestre 1960.

(6) GRAMSCI, *N.M.*, p. 23.

(7) GRAMSCI, *Il Risorgimento*, Einaudi, Turin, 1954, p. 70.

(1) A. GRAMSCI, *Note sul Machiavelli, sulla politica e sullo Stato moderno* (que nous citons : *N.M.*), Einaudi, Turin, 1955, p. 3.

(2) GRAMSCI, *N.M.*, p. 5.

(3) Ce qui ne signifie pas nécessairement que Gramsci ait été ce « léniniste inconditionnel » que nous présentent ses commentateurs « officiels ». in *Studi gramsciani*,

revient au conscient ou, si l'on préfère, au travail : c'est l'essence négative ou non directive de tout ce qui est *praxis*.

Car la participation est à ce prix : la non directivité, cette leçon ou plutôt cette *expérience* de tous ceux qui ont *reçu* une psychanalyse, un psychodrame ou une expérience de *training-group*, et qui pourrait être, aussi, le produit d'une expérience politique, celle des Conseils ouvriers. La non-directivité, c'est-à-dire vouloir que le cheminement vers la vérité appartienne à chacun, que la vérité, comme le réel, soit à-faire, et non pas toute-faite, à l'image d'une autre nature, d'une autre naturalité. Ce cheminement constitue, en effet, un modèle, sinon le modèle, de toute participation, on dirait même — dans le langage de la psychanalyse — de toute *introjection*. « L'effort accompli pour conquérir une vérité fait apparaître un peu comme si cette vérité (8). »

Instruments de dévoilement et de participation, le Parti et, plus encore, le Conseil ouvrier supposent donc, dans leur structure et dans leur fonctionnement, des situations dévoilantes, des *techniques de participation* : il faut que « tous participent », que tous soient (ou deviennent) « *en même temps maîtres et disciples* (9). ». L'expérience des « groupes de diagnostic » (*training-groups*) nous enseigne ainsi que la « vérité du groupe » ne saurait résulter que d'une élaboration collective : que l'on pense ici à la célèbre expérience des « trois climats » de Lewin, Lippitt et White ; et plus encore : que la seule approche de la dynamique des groupes est la participation à un groupe ; en bref, que la *praxis-participation* ne saurait s'enseigner comme un Savoir, un déjà fait, mais résulte seulement d'une autre expérience pratique.

Apprendre à participer, c'est participer. On ne peut vivre ou mourir à ma place ; on ne peut non plus décider, gouverner ou planifier à ma place. Ainsi se dessine chez Gramsci un authentique *socratisme* : « Il s'agit de penser bien, *quoi que l'on pense*, et donc d'agir bien, *quoi que l'on fasse* (10). » Et encore : « Les communistes marxistes doivent se caractériser par une psychologie que nous pouvons appeler *maïeutique* (11). » C'est là un mot d'ordre contre toute bu-

(8) GRAMSCI, *Scritti giovanili* (que nous citerons S.G.). Einaudi, Turin. 1958. p. 82.

(9) GRAMSCI, S.G., p. 147 : souligné par nous.

(10) GRAMSCI, S.G., p. 146 : souligné par nous.

(11) GRAMSCI, S.G., p. 154.

reaucratie, contre toute organisation « par loi externe (12) ».

La *praxis* politique est donc à la fois *faire* et *faire collectif*. Ces deux termes paraissent coïncider, s'unifier même au niveau du dévoilement : « Dire la vérité, arriver ensemble à la vérité, c'est accomplir une action communiste et révolutionnaire (13). » Leçon, celle-ci, des Conseils ouvriers et — tonalité politique exceptée — de la dynamique de groupe (14). Styliquement même, la phrase souligne l'identité profonde qu'il y a entre *faire* et *faire ensemble*, la *praxis* et le collectif, le *cheminer-ensemble* vers le vrai et la possibilité, la liberté d'énoncer cette même vérité, de la rendre manifeste, de la faire être. Et c'est là, à coup sûr, le mot d'ordre anti-bureaucratique par excellence, car, si nous savons d'expérience que les bureaucraties disent assez peu la vérité — et même leur vérité — on voit ici que ce n'est pas (seulement) par pur machiavélisme, par opportunisme politique ou pour obéir à des préoccupations tactiques, mais surtout parce que *la vérité y est impossible* : si les décisions « par en-haut » atteignent très bien le rez-de-chaussée (« la base »), les messages de ce dernier ne trouvent jamais d'escalier pour remonter au premier ; on y parle toujours deux langues, et il est aussi impossible à la vérité de « se faire jour » à l'intérieur d'une bureaucratie, qu'à l'arpenteur de Kafka d'atteindre le château.

La bureaucratie, qui est, pour l'instant, *tout le destin* de la société industrielle, est donc un univers où la communication est gaspillage. « Aucune classe dirigeante n'est désormais à l'échelle néces-

(12) GRAMSCI, *L'Ordine Nuovo* (que nous citerons O.N.). Einaudi, Turin. 1955, p. 14.

(13) GRAMSCI, O.N., p. 13.

(14) Pour répondre ici à une question soulevée par l'article de J. GABEL, disons aussitôt que, si la dynamique de groupe nous paraît être un produit indénié de la société industrielle, une technique de la participation qui ne pouvait voir le jour qu'avec une société dans laquelle l'homme peut — et, au niveau des techniques, doit — participer, la dynamique de groupe n'en représente nullement pour nous un moment d'un processus spontané d'auto-déréalisation du néo-capitalisme. Ce serait concéder à ce dernier une magie que Hegel lui-même n'eût attribuée à l'Idée. Ce qu'il faudrait effectivement penser en revanche, c'est cette charge affective (idéologique) qui imprègne — inévitablement ? — les techniques de l'homme. Quant à confondre, comme le fait Gabel, les *symptômes* du « malaise dans la société industrielle » et la résolution de ce malaise...

saire pour diriger la société (15) » ; aucune classe n'est *naturellement* en mesure de retransmettre aux autres classes une image cohérente de cette même société ; aucune classe enfin n'est *naturellement*, *spontanément* capable de se donner une telle image, voire même une image de soi.

Certes, la classe des producteurs, le prolétariat, pourrait *en droit* constituer une telle image ; il pourrait totaliser l'information, tous les messages qui *sont* la société, et les rendre transparents à tous ; mais, si « la souveraineté *doit être* une fonction de la production (16) », cette fonction reste elle-même à conquérir, voire à produire. Pour reprendre une formule de Marx : le prolétariat n'est pas davantage *destiné* à imposer sa dictature, qu'un bœuf à trainer sa charue. *Le doit être* gramscien — ou marxiste — n'a rien de commun avec le *sollen* de la moralité kantienne : expression, non d'une obligation morale (ou naturelle), mais d'un certain lien dialectique, il désigne justement le type de participation mis à jour par la société industrielle — cette société où toute participation individuelle, morcelée ou atomisée se résoud en une participation symbolique (17), où *toute participation vraie doit être participation collective*.

Et telle est sans doute la dimension essentielle de cette société que nous anticipons et pensons dans l'imaginaire : alors que la société bourgeoise se fonde « sur l'individu-citoyen en lutte avec l'Etat (18) et donc avec la société... le communisme aura, pour base *des cellules déjà organiques* de compagnons solidaires qui résolvent leurs problèmes et satisfassent leurs besoins non pas isolément, en lutte les uns contre les autres, comme des problèmes et des besoins privés, mais dans *la sphère sociale de la communauté*. Dans le communisme, tout problème est un problème public (19) ». Il s'agit donc de *penser* — fût-ce, répé-

(15) Pierre CHAULIEU, « La révolution prolétarienne contre la bureaucratie ». *Socialisme ou barbarie*, vol. IV, n° 20, décembre 1956-février 1957, p. 138.

(16) GRAMSCI, O.N., p. 29 : souligné par nous.

(17) Il faut lire ce que dit Morin de cette forme de « voyeurisme » dans son essai sur la culture de masse, *L'esprit du temps*, Grasset, Paris, 1962.

(18) Que l'on pense ici à ce *Citoyen contre les pouvoirs*, d'ALAIN, idéologie de la III^e République.

(19) GRAMSCI, O.N., p. 443 : souligné par nous.

tons-le, dans l'imaginaire — *la possibilité d'une sphère* (Lewin dirait : un *champ*) de la communauté : non pas, on le voit, ce « mythe anti-socialiste de l'Etat-caserné » qui, remarque Gramsci, envahit de plus en plus la société bourgeoise (20), mais *une transformation radicale des rapports d'homme à homme*, la possibilité — la liberté — de résoudre et de penser ses problèmes, et de les fonder comme des problèmes humains, en les communiquant, en se communiquant. « La révolution transforme la société fondamentalement : d'organisme unicellulaire (d'individu-citoyens), elle la transforme en organisme pluricellulaire, elle place à la base de la société des noyaux déjà organisés de la société elle-même (21). »

Il y a là une double revendication : et contre cette société bourgeoise, où, selon la formule de Marx, « la séparation apparaît comme le mode normal », et contre ce que Gramsci appelle « l'esprit jacobin et abstrait (22) », cette attitude de *directivité*, cette positivité mauvaise qui voudrait s'imposer par en-haut (du fait même qu'elle est positivité), et qui est la caractéristique des révolutions bourgeoises et des thermidors bureaucratiques. Mais l'on peut se demander si ce n'est pas cette plongée dans l'imaginaire, cette revendication *hinc et nunc*, d'une démocratie directe, c'est-à-dire d'une participation totale, sans médiation, et d'un ordre où les décisions soient pensées *ensemble, à l'unanimité*, qui fonde l'autre revendication : celle contre la société qui est.

« L'action politique (au sens strict) est-elle nécessaire, pour qu'on puisse parler de *parti politique* (23) ? » En d'autres

(20) GRAMSCI, O.N., p. 13.

(21) GRAMSCI, O.N., p. 6.

(22) « Préparer la classe ouvrière... à atteindre son but historique, signifie effectivement *organiser le prolétariat en classe dominante* : le prolétariat doit *se faire une psychologie* semblable à celle de la classe bourgeoise actuelle, semblable pour l'art de gouverner, pour l'art de savoir mener à bon terme une initiative, une action générale de l'Etat ouvrier, certes point pour l'art d'exploiter » (O.N., p. 93 ; souligné par nous. On voit qu'il s'agit d'opérer un travail sur soi, de *se travailler*).

Et encore (O.N., p. 37) : « Le Conseil ouvrier est l'organe le plus adéquat d'éducation réciproque et de développement du nouvel esprit social que le prolétariat ait réussi à exprimer à partir de l'expérience vive et féconde de la communauté du travail » (souligné par nous).

(23) GRAMSCI, N.M., p. 20.

termes : pour nous, qui avons l'image — ou plutôt le *projet* — d'une démocratie réelle, d'une participation effective, n'en viendrons-nous pas à déchiffrer le réel, la réalité politique et les exigences d'interventions qu'elle comporte, comme autant de signes que notre cheminement vers cette même démocratie, vers cette nouvelle culture fondée sur l'accord, sur *l'unanimité*, et sur la participation de tous, ne saurait s'opérer que par de telles voies : élaboration collective et unanime de notre *praxis* politique, et participation de tous à cette même *praxis* ? Ce que, nous l'avons vu, le Parti politique, de nature « concurrentielle » et non « communiste » (24), et donc « en dehors de la réalité (25) », ne saurait parvenir à réaliser : dans cet *en dehors de la réalité*, c'est-à-dire se constituant, s'hypostasiant comme la seule réalité, le Parti ne peut être que *dominant*, *il ne dirige point*. « Un groupe social est dominant des groupes adverses qu'il tend à *liquider* ou à soumettre jusque par la force armée et il est dirigeant des groupes voisins ou alliés (26). » Le groupe

(24) GRAMSCI, O.N., p. 36.

(25) GRAMSCI, O.N., p. 15.

(26) GRAMSCI, *Il Risorgimento*, loc. cit.

qui, au contraire, veut instaurer un nouveau type de culture, c'est-à-dire de nouvelles institutions mais aussi de nouveaux rapports de l'homme à l'autre homme, c'est-à-dire de nouvelles structures mais aussi *changer la vie*, un tel groupe ne peut se contenter de *dominer*, mais doit *apprendre à diriger* (27). « L'éducateur doit être lui-même éduqué », disait Marx. Ainsi, le prolétariat qui, pour reprendre une expression de Rousseau, veut se faire le *moniteur* de ce monde qu'il veut changer, doit-il d'abord passer par cette *expérience du self-government et de l'auto-éducation* que sont les Conseils ouvriers. Ainsi chacun pourra-t-il découvrir « que le nouvel Etat *était* son Etat (28) ».

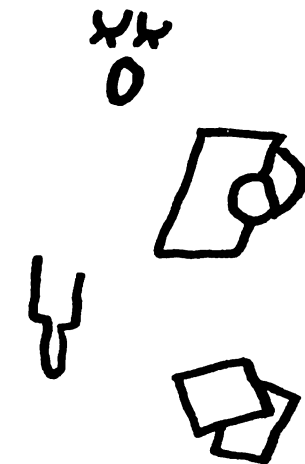
ROBERT PARIS.

(27) « Pour former les dirigeants il est une prémisses fondamentale : veut-on qu'il y ait toujours des gouvernés et des gouvernants, ou bien veut-on créer les conditions dans lesquelles la nécessité de cette division disparaisse ? » (N.M., p. 17).

(28) GRAMSCI, O.N., p. 8 : souligné par nous.



nous impulserons
de nouvelles formes
d' ACTION



... nous

DU CLUB RÉVOLUTIONNAIRE AU PARTI UNIQUE

Le parti, comme dit le Larousse, est une « union de plusieurs personnes contre d'autres qui ont un intérêt opposé ». Le parti *politique* unit ces personnes pour agir sur le pouvoir ou tenter de s'en emparer. Tel a été le rôle des « factions » dans le monde antique.

Dans les temps modernes, la lente genèse du parlementarisme en Angleterre a fait peu à peu du parti une vaste machine électorale, centralisée et permanente, affrontant une seconde machine électorale du même type : l'opposition de Sa Majesté.

En France, quand la démocratie poussa ses premiers vagissements à travers la Révolution Française, la notion de parti avait encore un caractère assez lâche et épisodique. Ni les Feuillants, ni les Girondins, ni les Montagnards ne formaient, à proprement parler, un parti politique au sens britannique du mot, avec sa discipline, son appareil, son programme rigoureusement défini, ses investitures électorales.

Dans la dernière phase de la Révolution française, il n'y a jamais eu, contrairement à la légende, de « parti jacobin ». La « Société des Jacobins » était surtout un club parisien de discussion, tout comme celui des Cordeliers. Ni les quarante-huit sections de Paris, ni même les sociétés populaires de province ne constituaient des émanations locales de la « Société des Jacobins ». Il n'y avait pas non plus coïncidence entre cette dernière et le groupement de représentants du peuple qui, à la Convention, siégeaient sur les bancs les plus élevés (la « Montagne ») et, de ce fait, furent surnommés « Montagnards ». De nombreux membres du Comité de Salut Public, c'est-à-dire du gouvernement, faisaient partie, si l'on veut, de la « Montagne », mais ces bourgeois, qui n'aimaient guère se frotter aux sans-culottes, évitaient de mettre les pieds à la « Société des Jacobins » et lui témoignaient le plus souvent une méfiance hostile que les militants de la « Société » leur rendaient bien. Les très nombreux conventionnels qui ne suivaient ni la Gironde ni la Montagne

n'étaient embrigadés dans aucune formation de parti et végétaient dans une vague et opportuniste passivité sur les bancs dits de « la Plaine ».

La « Société des Jacobins » elle-même était un assemblage hétéroclite, où les partisans du gouvernement bourgeois révolutionnaire s'affrontèrent, à la fin, à une aile droite à tendances réactionnaires (les dantonistes) et à une aile gauche plus ou moins confusément anti-bourgeoise (les hébertistes). La démocratie révolutionnaire à la base, qui fut la plus grande innovation de la Révolution française, fonctionnait essentiellement dans des formations qui étaient aux antipodes de la notion de « parti » : à Paris, les sections parisiennes et leur émanation, la Commune ; en province, les sociétés populaires.

Le babouvisme, repensant, un peu plus tard, les leçons de la grande Révolution, introduisit un type nouveau de formation politique, beaucoup plus rigide et plus discipliné : la société secrète conspiratrice, soumise à la dictature de quelques-uns, dont, au XIX^e siècle, le blanquisme, en France, la Ligue des Communistes, en Allemagne, seront les héritiers directs. Mais, par une singulière contradiction (qu'on retrouvera plus tard dans *L'Etat et la Révolution* de Lénine), Babeuf et ses partisans préconisaient, en même temps, l'instauration d'une authentique démocratie prolétarienne.

L'apparition, au milieu du siècle, du syndicalisme ouvrier introduit dans la vie politique un élément nouveau. Les syndicats, en organisant les masses laborieuses sur le lieu du travail, entrent en compétition avec les partis politiques. Au début, les deux notions de parti et de syndicat s'affirment d'ailleurs plus complémentaires qu'antagonistes. Dans la Première Internationale sont admises indifféremment des formations politiques et syndicales. Plus tard, des solutions, variables d'un pays à l'autre, seront plus ou moins péniblement trouvées aux rapports, complexes et délicats, entre parti et syndicat. Mais, quelles qu'aient

été ces solutions, le parti politique moderne a perdu une partie de son auréole et de son pouvoir effectif au profit des syndicats. Sauf, bien entendu, dans les pays totalitaires, où, pour un temps au moins, le syndicalisme a été, d'une main rude, domestiqué.

Le parti unique monolithique est une création relativement récente : il est né de la consolidation autoritaire de la Révolution d'Octobre en Russie, qui, faisant d'une pierre deux coups, élimina les partis politiques autres que le parti gouvernemental et assassina la démocratie populaire à la base, celle des soviets.

La banqueroute idéologique et matérielle des régimes totalitaires (fascisme et stalinisme) a porté un coup qui, à la longue, pourrait bien être mortel au parti unique monolithique, où l'on pense en chœur sous l'égide d'une police omnipotente. Une exception : les pays en cours de décolonisation à chaud, où le parti unique a encore, momentanément, et au prix de bien des inconvénients, d'abus et de lendemains dangereux, le vent en poupe.

La funeste expérience du stalinisme et le processus de déstalinisation ébranlent, par ailleurs, la subordination au Kremlin des partis communistes nationaux.

Les partis dits de gauche existant dans les pays non dictatoriaux semblent, bien ne plus correspondre, ni dans leur structure, ni dans leur mécanisme, aux nécessités du monde d'aujourd'hui. Même

lorsqu'ils croient contrôler, comme en France, ceux des syndicats qu'ils se sont annexés, ils n'ont plus l'oreille des larges masses. Leurs moyens d'action, autres qu'électoraux, sont d'une criante insuffisance. Ils ne sont ni capables de riposter à la violence contre-révolutionnaire ni même, comme les syndicats, de mobiliser, d'un simple signe, l'ensemble de la population laborieuse et, en cas de besoin, de paralyser ainsi l'activité nationale. L'incroyable lourdeur de leur appareil, qui accable le militant surmené sous une pyramide d'instances et de formalismes de toutes sortes, le vieillissement de leur phraséologie, l'archaïsme de leurs slogans éculés, leur attachement simiesque à des rites traditionnels qui se sont peu à peu vidés de tout contenu les condamnent à la stérilité, à l'inaction, les coupent à la fois des masses et de la jeunesse. Leur glas n'est pas loin de sonner.

Le syndicalisme, de son côté, sinon à la base, du moins au sommet, donne des signes non moins évidents de pétrification bureaucratique.

La tâche des générations qui montent est, par une « révision déchirante », de retrouver le sens de la démocratie directe à la base et de découvrir les formes d'organisation nouvelles qu'exige l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

DANIEL GUÉRIN.

CRITIQUE

Revue générale des publications françaises et étrangères

N° 180 — Mai

Robert BRÉCHON : *Iyo Andritch : l'enracinement et l'exil.*

Jacques BOREL : *Philippe Jaccottet.*

Marcel MORÉ : *Hasard et providence chez Jules Verne.*

Hervé ROUSSEAU : *Le problème du monothéisme et l'œuvre de R. Pettazzoni.*

Eugène ENRIQUEZ : *Pour une théorie unitaire des sciences de l'homme (II).*

Georges BURDEAU : *La démocratie en chantier.*

Notes par J. ROUDAUT, Eric WEIL, Jean PIEL.

Prix de l'abonnement :	6 mois	1 an
France	18,50 NF	34 NF
Etranger	21 NF	40 NF

Le N° : 3,30 NF.

Les Editions de Minuit, 7, rue Bernard-Palissy, Paris-6°. C.C.P. Paris 180-43.

REMARQUES SUR L'HISTOIRE DU PARTI BOLCHEVIK

L'étude de l'histoire du Parti bolchevik est l'une des premières qui s'impose au militant qui s'interroge sur les problèmes du passé et du présent du mouvement ouvrier, et en particulier à celui qui veut répondre à la question — non résolue — de la place et du rôle des partis. Elle n'est pas tâche facile. La tentation est grande de s'incliner en fataliste devant le fait accompli, de confondre explication et justification, de substituer des formules à la vie et de décomposer l'histoire en causes et conséquences mécaniquement articulées. Aussi, pour l'entreprendre, une condition est-elle nécessaire, le choix de l'hypothèse la plus féconde, celle qui ne ferme aucune possibilité, le refus d'admettre ce qui rendrait cette étude vaine, que le parti stalinien était tout entier « inscrit » dans la petite phalange de révolutionnaires professionnels du temps de Lénine, le refus du postulat qui veut que l'histoire ne pouvait suivre d'autre cours que celui qu'elle a suivi et qu'elle ne couronne que les vainqueurs. On se condamnerait, même en recensant scrupuleusement les faits et les idées énoncés, à les classer suivant des critères finalistes et idéalistes, et à distinguer soigneusement, comme le fait le sérieux Américain Robert V. Daniels, entre le « vrai » Lénine et la « fausse apparence » de ses propos ou de ses actes. Le présent article n'a d'autre ambition que d'indiquer des directions possibles d'étude, de suggérer des éclairages, et, en définitive, de poser des problèmes qui, à notre avis, se posent toujours au mouvement ouvrier contemporain.



Ce qui fait l'originalité, certains diront la grandeur, du parti bolchevik est que, seul des partis ouvriers qui se sont assignés comme objectif la prise du pouvoir, il y est effectivement parvenu sans avoir renoncé à aucun des principes essentiels posés par lui, sans avoir pour autant renoncé à adapter ses moyens aux circonstances. Le fait que ce pouvoir ait

ensuite donné naissance à une société bien différente de celle qu'il s'était donné pour mission de créer obscurcit souvent ce fait, pourtant fondamental. Il est nécessaire de reconnaître ici l'existence d'une contradiction que l'historien du parti bolchevik ne devra pas passer sous silence. Admettons pourtant que les commentateurs et les historiens se sont plutôt penchés sur le deuxième aspect et ont étudié plus volontiers le divorce entre les objectifs et les réalisations que la réalisation de l'objectif premier. Un instrument essentiel manque pourtant : aucune comparaison n'est possible en ce qui concerne la « dégénérescence » du parti au pouvoir, alors que les exemples ne manquent pas de partis ouvriers ayant renoncé à leurs objectifs avant même que d'en avoir tant soit peu approché.

Une conception de la construction d'un parti ouvrier :

C'est à juste titre que la plupart des historiens se réfèrent à l'ouvrage de Lénine *Que faire ?* pour y trouver la conception du parti qui allait devenir le premier parti ouvrier victorieux dans une révolution. Le rôle de l'*Iskra* et de son organisation, l'intervention de Lénine dans l'équipe de l'*Iskra* ne sont, pourtant, pas moins démonstratives : il s'agissait d'une conception nouvelle, adaptée aux conditions de la Russie de l'époque, de la construction d'un parti ouvrier que Lénine entrevoyait comme l'équivalent russe de la social-démocratie allemande de l'époque. Or aucune ligne de *Que faire ?* ne contredit cette interprétation que vient renforcer l'étude de bien des textes postérieurs. C'est ainsi que, dans la préface écrite en 1907 à une réédition de ses œuvres, Lénine reprochait aux critiques de *Que faire ?* de « détacher complètement ce travail de son contexte dans une situation historique définie — une période définie et aujourd'hui depuis longtemps dépassée du développement du parti », précisant : « aucune autre organisation que celle qui fut mise en avant par l'*Iskra* ne pouvait, dans les circon-

stances historiques de la Russie de 1900-1905, avoir créé un parti ouvrier social-démocratie comme celui qui l'a été... « Que faire ? est un résumé de la tactique et de la politique d'organisation du groupe de l'*Iskra* en 1901 et 1902. Rien qu'un résumé, rien de plus et rien de moins. »

C'est une direction semblable que suggère l'étude de l'attitude de Lénine vis-à-vis des problèmes de la social-démocratie internationale, si l'on veut bien, toutefois, prendre l'homme au mot et ne pas lui prêter, en politique, d'arrière-pensées étrangères à ce domaine. Avant la guerre de 1914, il affirme à plusieurs reprises que le courant bolchevik est un courant purement russe, qu'il ne se veut pas comme un courant indépendant, mais seulement comme le courant ouvrier social-démocrate tel que le commandent les conditions proprement russes. « Où et quand, écrit-il dans *Deux Tactiques*, ai-je prétendu avoir créé un courant particulier quelconque dans la social-démocratie internationale, distinct du courant de Bebel et de Kautsky ? Où et quand se sont manifestées des divergences entre moi, d'une part, Bebel et Kautsky d'autre part ? » Ce n'est qu'après la capitulation de la social-démocratie allemande qu'il révisera son appréciation du courant Bebel-Kautsky, et admettra, après coup, que Rosa Luxembourg avait eu raison sur ce point contre lui. Faut-il rappeler qu'il prit pour un faux de l'Etat-major allemand le numéro du *Vorwärts* qui publiait la déclaration patriotique de la fraction social-démocrate au Reichstag ? C'est la même conception qui apparaît clairement en 1920 lorsque, parlant de Rosa Luxembourg que personne, à cette date ni jamais, ne peut identifier au bolchevisme, il affirme qu'elle a été la « représentante du prolétariat révolutionnaire et du marxisme non falsifié ».

Une conception du parti ouvrier :

En avril 1917, Lénine sera le seul délégué au Congrès bolchevik à voter pour sa proposition d'abandonner le mot de « social-démocrate » dans le titre du parti. Voilà qui suffit sans doute à souligner qu'il ne craignait pas de se trouver isolé dans sa propre organisation et que, s'il n'avait pas fait cette proposition antérieurement, c'est qu'elle ne lui avait pas jusque là, paru nécessaire. En fait, ce sont trois organisations distinctes que l'on désigne habituellement sous le vocable du « parti bolchevik » :

1) le parti ouvrier social-démocrate

russe, entre 1903 et 1911, dans lequel plusieurs fractions se disputent la direction ;

2) la fraction bolchevik à l'intérieur de ce même parti ;

3) le Parti Ouvrier social-démocrate russe (bolchevik), enfin fondé en 1912 et qui recevra d'importants renforts, notamment celui de l'Organisation Inter-Rayons de Péetrograd avec Trotski, avant d'être le parti bolchevik victorieux en octobre.

Même si l'on attribue à Lénine la responsabilité de la scission de 1903, du fait de son archnement à appliquer sa ligne dans une organisation où ses adversaires contestaient les circonstances qui l'avaient rendu « majoritaire » (bolchevik), il est impossible de lui en attribuer la volonté délibérée. En fait, il semble bien qu'il ne s'y soit même pas attendu, qu'il n'en ait pas prévu le risque : il la ressentira douloureusement, payant le choc et la déception d'une dépression nerveuse et d'un inhabituel découragement. S'il organise, avec sa fraction, le Congrès de Londres en 1905, purement bolchevik, s'il s'efforce de renforcer sa fraction en utilisant le titre du parti, il n'en est pas moins co-auteur d'une résolution tenue à l'époque secrète et qui chargeait le comité central de travailler à la réunification avec les mencheviks. Rien ne permet non plus de dire, comme l'ont fait trop d'historiens que Lénine se vit « imposer » la réunification de 1906 : son exigence d'élection des organismes dirigeants sur la base de plateformes politiques démontre au moins le souci de construire une organisation unifiée sérieuse et durable, où sa fraction ait quelque chances de convaincre la majorité. Allons plus loin : il considère à cette date le parti ouvrier social-démocrate comme un parti où doivent cohabiter révolutionnaires et opportunistes. Le 7 décembre 1906, il affirme : « Jusqu'à la révolution sociale, la social-démocratie présentera inévitablement une aile opportuniste et une aile révolutionnaire » et le contexte démontre qu'il envisage la disparition de l'aile « opportuniste » par la démonstration de la révolution victorieuse, par la conviction, et non par l'exclusion ou la scission. Rien non plus ne permet de considérer comme une ruse de guerre la déclaration de 26 des délégués bolcheviks du congrès de Stockholm, affirmant en même temps leur hostilité à toute scission et leur détermination de poursuivre leur effort pour convaincre l'ensemble du Parti et l'amener sur leurs

positions. L'organisation des bolcheviks en fraction, la constitution, vraisemblablement dès la réunification, d'un Centre bolchevik clandestin dans le parti ouvrier social-démocrate, ne contredisent en rien cette déclaration : cette forme d'organisation étant aux yeux des bolcheviks — et aux yeux de l'historien, il faut bien l'admettre — le moyen le plus efficace de gagner une majorité de militants. C'est la même ligne que Lénine poursuit, avant 1912, lorsqu'il se réconcilie avec Plekhanov et forme un « bloc » dans le parti social-démocrate avec les « mencheviks du parti » contre les « liquidateurs » : l'enjeu, ici, est le maintien d'un appareil clandestin que les bolcheviks jugent nécessaires et que les liquidateurs veulent supprimer. C'est sur cette position que se constitue le Parti ouvrier social démocrate russe (bolchevik), avec une aile « révolutionnaire » et une aile « opportuniste » menchevik...

Appareil clandestin et bureaucrates :

Malgré l'hagiographie et les interprétations systématiquement hostiles, l'histoire de la pensée bolchevik est relativement facile à reconstituer. Il en est de même des conflits et de la vie des groupes de l'émigration. La tâche devient plus ardue lorsqu'il s'agit de l'instrument fondamental, le parti russe, de sa structure, de son fonctionnement. On peut même se demander dans quelle mesure elle sera un jour possible, après des décennies de domination stalinienne : les mémoires des bolcheviks publiées dans les années d'après la révolution. Une partie des archives de l'Okhrana sur la question sont une maigre pâture, qui ne permet d'esquisser que des lignes. C'est pourtant sur les faits de cette période que s'appuient essentiellement les partisans du schéma fataliste. Les émissaires de l'*Iskra*, dix au début, trente au plus en 1903, une centaine peut-être pour les bolcheviks dans les années suivantes, forment un « appareil » clandestin dont le mouvement ouvrier constitue le champ d'action, qui sélectionne les militants, les retire de leur milieu primitif de travail, les transforme en « révolutionnaires professionnels ». N'y a-t-il pas dans le bolchevik révolutionnaire professionnel d'avant 1917 un ancêtre direct du bolchevik-dirigeant, du bureaucrate d'après la révolution ? Les « komitetchiki » ne sont-ils pas la pépinière des « apparatchiki » ? Des chercheurs sérieux, comme Merle Fainsod, le pensent : 60 % des secrétaires régionaux d'avant 1930 ne

sont-ils pas de « vieux bolcheviks » de l'époque clandestine ? Staline n'est-il pas le prototype de ces « révolutionnaires professionnels » devenus bureaucrates ? Malgré les apparences, le rapport est loin d'être direct entre l'appareil du parti clandestin et l'appareil du parti au pouvoir, ce qui ne signifie pas qu'il n'y en ait aucun. Au Congrès de Londres, en 1905, Lénine engage la bataille pour le recrutement d'ouvriers qui ne sont pas — et ne peuvent pas être — des « révolutionnaires professionnels », mais seulement des militants ouvriers révolutionnaires : indice d'un conflit avec les komitetchiki. Kroupskaïa a raconté dans ses mémoires cette lutte entre Lénine et Rykov, porte-parole des clandestins ; « Le komitetchik, écrit-elle, était un homme plein d'assurance... n'admettait aucune démocratie à l'intérieur du parti... n'aimait pas les innovations ». Selon elle, Lénine se contienda à peine « en entendant dire qu'il avait pas d'ouvriers capables de faire partie des comités ». Il propose d'inclure obligatoirement dans les comités une majorité d'ouvriers : l'appareil, déjà, réagit comme tel, et la proposition de Lénine est battue au congrès. Mais l'appareil ne l'emporte pas pour autant : à partir de 1905, et jusqu'à la réaction de Stolypine en 1907, les mœurs du parti changent en même temps que ses portes s'ouvrent : les responsables sont désormais élus par la base, l'esprit bureaucratique recule, des personnalités nouvelles s'imposent, tribuns, agitateurs, hommes d'action qui n'étaient pas des komitetchiki. L'esprit de secte éloignera pourtant les bolcheviks des premiers soviets où beaucoup semblent redouter une organisation rivale. Des années avant Lénine et les bolcheviks, l'isolé Trotski va entrevoir ce que sont les soviets, l'Etat-commune, l'organisation de la classe pour la prise du pouvoir. Le jeune bolchevik Boukharine précédera, lui aussi, sur bien des points, l'analyse faite par Lénine dans *L'Etat et la Révolution*. Mais n'est-il pas significatif que cette analyse qui guidera l'action en 1917 ne se soit que peu à peu élaborée, qu'elle n'ait jamais été véritablement imposée, à la fois du dehors et du dedans ? Dans le parti unifié, c'est de la fraction bolchevik que vient, répétée à maintes reprises, l'exigence d'analyses, de discussions théoriques parfaitement étrangères à l'esprit bureaucratique, et ce sont les mencheviks qui accusent les bolcheviks de transformer le parti en « cercle de discussion » ou en « club de sociologie », opposant aux « thèses » les « tâches pra-

tiques » ou les « tâches politiques concrètes » dont tout bureaucrate se repaît. Parti de combat, le parti bolchevik est aussi un parti d'idées.

Le parti bolchevik et la révolution :

Le parti qui prend le pouvoir en octobre 1917 est le prolongement du parti né en 1912 et de la fraction depuis 1903. Il est pourtant tout autre. En quelques mois, il a recruté largement parmi les jeunes générations d'ouvriers, de paysans et de soldats : alors que l'organisation clandestine comptait en janvier au maximum 25 000 membres aux liaisons et à l'identité bolchevik incertaines, il en compte presque 80 000 lors de la conférence d'avril, 200 000 au 6^e Congrès en août : les vieux bolcheviks et *a fortiori* les komitetchiki sont une minorité à peine supérieure à 1/10^e. Les adhésions ne sont pas toutes individuelles, englobent des groupes ouvriers non définis par rapport aux fractions et aux querelles d'avant-guerre : l'Organisation Inter-Rayon qui ne compte guère plus de 4 000 membres à Pétrograd aura trois des siens élus au C.C., dont Trotski. Les bolcheviks font la part belle aux courants étrangers qui rejoignent leur organisation. Il est vrai qu'eux-mêmes ne forment pas un bloc monolithique : sur quinze titulaires qui viennent directement de l'organisation proprement bolchevik, sept au moins, ont, dans le passé, été en conflit ouvert avec Lénine sur telle ou telle question. Robert V. Daniels, sur ce point admet que « la nouvelle direction était tout, sauf un rassemblement de bœni-oui-oui disciplinés ». Le parti bolchevik n'apparaît pas non plus comme un réseau également étalé sur l'ensemble de la Russie. En avril, son organisation de Pétrograd compte à elle seule 15 000 militants, soit 18 % de l'ensemble du parti, et en août 40 000, soit 22 %. Pétrograd et Moscou ont la moitié des effectifs totaux, et le reste se répartit en quelques bastions, dans les autres centres prolétariens, le bassin du Donetz, la flotte de la Baltique, Cronstadt. Ailleurs, les bolcheviks ne sont qu'une minorité, parfois très mince, dans la minorité ouvrière. C'est sans doute le caractère de masse du parti dans les centres industriels, la confiance que lui font la grande majorité des ouvriers conscients qui explique l'atmosphère ultra-démocratique qui prévaut dans ses rangs pendant les mois qui précèdent et ceux qui suivent immédiatement la prise du pouvoir. Le parti bolchevik — il faut l'admettre même si cela

contredit l'image d'Epinal — connaît et accepte l'indiscipline. Zinoviev et Kaménev divulguent et désavouent la décision de passer à l'insurrection : le Comité Central les somme... de ne plus recommencer. Ils recommandent néanmoins et Kamenev prend, pendant quelques jours, la tête d'une opposition plus large contre la décision de constituer un gouvernement purement bolchevik : des commissaires du peuple et des membres du Comité Central votent dans le Congrès des soviets contre les positions de la majorité, les positions du parti. Ce n'est qu'après cette incartade que le comité central prend l'initiative de remplacer Kamenev par Sverdlov à la présidence du Comité exécutif des soviets. Les attaques les plus violentes de Lénine porteront contre les « déserteurs », ceux qui démissionnent : il ne s'agit pas d'exclure, mais de ramener au parti les indisciplinés. Les mêmes phénomènes se reproduisent lors de la discussion sur la paix et les pourparlers de Brest-Litovsk en 1918. Le bureau régional de Moscou et son journal combattent publiquement la position gouvernementale, Boukharine et son groupe de « communistes de gauche » publient un quotidien qui attaque à boulets rouges la direction du parti et des soviets. Le comité central leur garantit la liberté d'expression totale à l'intérieur : il attendra, sans prendre de sanctions que les opposants abandonnent d'eux-mêmes leur initiative extérieure et s'efforce de les convaincre.

En réalité, pendant cette période révolutionnaire, la politique bolchevik est tous les jours soumise à la critique ou à l'approbation des ouvriers, des soldats et des paysans dans les assemblées générales, les meetings, les réunions de syndicats ou de soviets. Les ouvriers de Pétrograd interrompent Trotski qui les harangue sur la nécessité de se défendre contre Krasnov et, très rudement, lui crient qu'il ferait mieux d'aller au front que de prêcher des convaincus : il obtempère, sans se formaliser, et c'est lui qui racontera l'épisode. Mieux que toutes les analyses, les témoignages de contemporains démontrent comment et pourquoi le parti bolchevik est un parti où règne une véritable démocratie : John Reed, par exemple, nous a laissé un récit inoubliable de l'assemblée du régiment d'automitrailleuses, où le point de vue bolchevik défendu par Krylenko ne l'emporte qu'après une longue discussion : tous les soldats prennent finalement position pour ou contre, et l'écrasante majorité rallie le point de vue défendu

par l'orateur bolchevik. Le menchevik Soukhanov nous a laissé aussi maints récits de ce type et conclut : « Les masses vivaient et respiraient avec les bolcheviks, elles étaient entièrement entre les mains du parti de Lénine et de Trotski. » L'inverse n'est pas moins vrai : Zinoviev et Kamenev ont fait appel auprès du parti des décisions du comité central, mais c'est d'organisations et rassemblements ouvriers de tout le pays que viendront les protestations qui balayeront leur opposition.

La naissance de l'appareil :

Le contraste est frappant entre les discussions de 1917 et celles de 1923 où commencent à s'affirmer les pratiques staliniennes et l'emprise de l'appareil. La plupart des historiens sympathisant avec le bolchevisme expliquent ce changement de caractère par les nécessités imposées par la guerre civile et l'adoption de méthodes autoritaires efficaces mais peu démocratiques. Ce point de vue est incontestablement correct, mais le rapport est-il direct entre les méthodes de guerre civile et le régime du parti ? C'est beaucoup plus contestable. Pendant la première année de la guerre civile, le parti semble littéralement dissous dans les soviets. Il n'a pas d'appareil et même pas de finances propres. Son secrétaire, Sverdlov, est en même temps président de l'Exécutif des soviets et préfère ce dernier canal pour l'envoi des directives politiques générales. Les communistes dirigent les soviets selon la politique que définit le comité central, mais il n'existe aucun intermédiaire pour la transmission des ordres ou des directives, aucun permanent même pas à l'échelon local : Sverdlov n'a autour de lui qu'un état-major de quinze camarades. Des bolcheviks, comme Préobrajenski, peuvent, sans provoquer d'indignation, suggérer la disparition du parti en tant que tel : il est inutile à leurs yeux tant que les communistes sont les animateurs et les inspireurs des soviets. D'autres proposent la fusion des directions du parti et des soviets pour réaliser au sommet la fusion qui l'est à la base.

C'est un autre point de vue qui prévaut : il faut s'élever au-dessus des considérations locales qui font que les villes, les usines, les régions veulent conserver leurs militants. Il faut répartir les forces du parti sur l'ensemble du pays, organiser la « mobilisation » des militants pour faire face aux dangers les plus immé-

diats. Le 8^e congrès, en fonction de ces considérations, va s'efforcer de maintenir l'indépendance des soviets vis-à-vis du parti et vice-versa. Krestinski, nouveau secrétaire du Comité central — Sverdlov est mort du typhus — est entouré de cinq « adjoints techniques », crée les bureaux, l'administration centrale du parti : 80 employés en 1919. Les effectifs passeront à 150 en 1920, 600 en mars 1921. C'est seulement en 1922 que le secrétariat aura « fiché » tous les militants, ce qui est indispensable pour la « mobilisation » prévue. L'appareil, en même temps est né : il ne compte à cette date que 15 325 permanents dont 5 000 au niveau des localités et des usines, et autant aux échelons intermédiaires, tous astreints au « maximum communiste » des salaires qui les met au niveau d'un ouvrier qualifié. Pourtant, dès cette époque, les plaintes se multiplient contre la « hiérarchie des secrétaires » qui se substitue de plus en plus à celle des conférences et des congrès. Elle ne repose pas encore sur des privilèges matériels : un dirigeant de Pétrograd, beau-frère de Zinoviev, perd pendant cette période un enfant en bas-âge, mort de faim. Mais elle s'affirme par les pouvoirs dont elle jouit sur l'affectation des militants. Certains organismes, nouveaux pour la plupart, concentrent en eux des pouvoirs exceptionnels : les bureaux régionaux, où apparaissent, pour la première fois au premier plan de l'histoire du parti, ces apparatchiki que sont Kaganovitch, Kouibychev, Roudzoutak, Mikoyan. Le bureau d'organisation (orgburo) les contrôle, mais surtout la Section d'organisation et d'instruction du secrétariat du comité central que dirige, à partir de 1922, Lazare Kaganovitch. Par l'utilisation d'« instructeurs responsables », celle des « plénipotentiaires du C.C. », munis du droit de veto sur les décisions d'organisations locales, s'étend le pouvoir de quelques hommes. Le bureau des nominations passe insensiblement de la « mobilisation de masse » des militants à la recommandation, puis la désignation pure et simple des responsables à divers échelons régionaux surtout dans le parti puis hors du parti. Le Commissariat du Peuple à l'Inspection Ouvrière et Paysanne, conçu par Lénine comme un instrument de contrôle sur la bureaucratie devient entre les mains de Staline un instrument du contrôle de la bureaucratie sur le parti. La Commission centrale de contrôle, créée à la demande de l'opposition ouvrière, devient elle aussi un appareil parallèle. En 1922, la

force des bureaux s'incarne dans Staline, devenu secrétaire général du comité central : auprès de lui, Molotov, secrétaire depuis 1921, Kaganovitch, responsable de la section d'organisation et d'instruction, Kouibychev, responsable de la commission centrale de contrôle, des responsables régionaux efficaces et dévoués. Ordjonikidzé, Mikoyan, Roudzoutak, Jdanov... L'« équipe » stalinienne est constituée. C'est elle qui, en 1923 déjà, est capable de « faire » les élections de délégués aux congrès et conférences, et d'éliminer l'opposition dans les élections à plusieurs degrés. Elle sera l'alliée fidèle et d'abord discrète de Zinoviev et Kamenev contre Trotski.

Avant-garde et classe ouvrière :

Comment expliquer cette mainmise ? Le « régime du parti » n'est pas une explication suffisante, puisque le régime a changé. Il faut faire appel à des explications historiques plus vastes, dépassant largement le cadre du parti, pour expliquer que les mêmes hommes qui pratiquaient en 1917-18 la démocratie ouvrière la plus exigeante aient été capables de se soumettre, dans leur grande majorité, à l'autorité naissante des bureaux. D'abord, il n'y a plus d'avant-garde ouvrière : les bolcheviks qui constituaient l'état-major des forces ouvrières dans les grandes cités de Pétrograd et de Moscou, à Cronstadt et dans le Donetz sont maintenant dispersés. Les marins de Cronstadt sont un peu partout à des postes de responsabilités les plus diverses : Dybenko à la direction de l'armée rouge, Rochal en Roumanie où il va trouver la mort, Raskolnikov en Orient. Markine sur la Volga à la tête d'une flotille, Pankratov à la tête d'une tchéka en Transcaucasie. Les ouvriers de Pétrograd et de Moscou ont fourni les premiers détachement de gardes rouges, la première force armée du pouvoir des soviets. Ils fournissent le gros des commissaires que Trotski réclame pour surveiller les officiers de métier dans l'Armée Rouge, les cadres des soviets des régions excentriques ou reconquises sur les Blancs. Un ancien métallo de Poutilov, Valek, préside le soviet d'Omsk. Un autre, Bodrov, dirige les services politiques de la cavalerie de Boudiennv. Ces anciens ouvriers d'avant-garde dirigent des tchékas, sont commissaires de régiments, de bataillons, de divisions : ce sont eux qui encadrent les ouvriers et les paysans du territoire entier, privant les

ouvriers des grands centres des éléments les plus actifs et les plus conscients.

La classe ouvrière, privée de son avant-garde, passée dans les fonctions d'administration et de gouvernement, saignée par les pertes de la guerre civile, n'est pas non plus, dans sa large masse, celle qu'elle était en 1917-18. Alors qu'il y avait trois millions d'ouvriers d'industrie, en 1917, il n'y en a plus qu'un million et demi en 1920, 1 250 000 en 1921. La désorganisation de l'économie est telle qu'on peut d'ailleurs à peine parler d'un véritable « emploi » : l'absentéisme « normal » est de l'ordre de 50 % dans les entreprises et la différence est parfois purement théorique entre le salaire et ce que serait une allocation de chômage. Les syndicats estiment que, dans certaines usines, la moitié des produits fabriqués sont détournés et revendus par les producteurs eux-mêmes. La famine est une menace concrète en 1921 où l'on enregistra — suprême ironie — des cas de cannibalisme et toute l'initiative des meilleurs de ceux qui restent dans les usines est consacrée à tenter de survivre, au prix de quelle démoralisation. Lénine dira qu'il est impossible de parler de « classe ouvrière » au sens où les marxistes avaient employé l'expression, Boukharine parlera de la « désintégration du prolétariat ». C'est de cette situation que naît la crise de 1921 dont Cronstadt n'est que l'épisode le plus spectaculaire. Quelles que soient les analogies historiques qui s'imposent à l'historien d'aujourd'hui après les événements de 1956 en Pologne et en Hongrie, l'historien ne doit-il pas, tout en prêtant une oreille attentive aux défenseurs des insurgés de Cronstadt et des partisans de Makhno, essayer de saisir l'ensemble des conditions économiques et sociales, puis politiques, qui vont conduire les bolcheviks à accepter d'abord le monopole politique pour leur parti — contraire à leurs objectifs primitifs — puis l'étouffement de leur démocratie interne ? Le dilemme tout entier n'est-il pas dans cette conférence de Radek à l'Académie militaire, à la veille de l'insurrection de Cronstadt : « Le parti est l'avant-garde consciente de la classe ouvrière. Le moment est venu où le gros des masses ouvrières, fatigué, renâcle à suivre davantage une avant-garde qui continue à l'entraîner dans la voie des luttes et des sacrifices. Devons-nous céder à des travailleurs à bout de forces physiques et de patience, moins éclairés que nous sur leurs propres intérêts généraux ? Leur état d'esprit devient par moments nettement réac-

tionnaire. Le parti estime qu'il ne peut pas céder, qu'il doit imposer sa volonté de vaincre aux travailleurs fatigués, disposés à lâcher pied. »

**

Les contradictions qui déchirent le parti bolchevik au pouvoir sont tout entières dans ce discours de Radek. L'avenir comme le passé ; le parti ouvrier « avant-garde » consciente, comme le parti stalinien des bureaucrates qui se substituent aux masses ouvrières, parce qu'ils sont « plus éclairés ». Il est, certes, facile, de rappeler ici les prédictions de Trotski et sa polémique contre le jacobinisme de Lénine et des bolcheviks, sa phrase fameuse sur la « dictature du prolétariat » conçue comme une « dictature sur le prolétariat ». Peu de commentateurs s'en sont privés. Il y a là, pourtant, une simplification qui touche à la falsification : le « bolchevisme » comme forme d'organisation aboutit, certes, à partir de 1923, à la dictature du Parti, c'est-à-dire de la bureaucratie, sur le prolétariat. Peut-on sérieusement soutenir qu'il en était de même en 1917 et 1918 ? Peut-on tenir pour facteurs secondaires l'arriération matérielle et culturelle, la passivité et l'ignorance des masses paysannes, la désintégration du prolétariat, l'isolement de la révolution russe ? Peut-on affirmer que cette évolution était d'avance inscrite dans les faits, que les bolcheviks, par la force des choses, devaient se trouver les seuls partisans du pouvoir des soviets, et se trouver inéluctablement conduits à réprimer les autres courants ouvriers, mencheviks et anarchistes ? Il y a, dans les appréciations portées par les historiens sur la dégénérescence du parti bolchevik au pouvoir, un parti-pris systématique de considérer le parti comme un facteur historique absolument indépendant des autres facteurs fondamentaux de l'histoire humaine. Dire que la contre-révolution stalinienne était inscrite dans *Que faire ?*, les procès de Moscou dans l'interdiction des fractions à l'intérieur du parti, c'est tenir pour nulles et l'intervention étrangère contre la jeune république des soviets, et l'alliance de la social-démocratie allemande avec l'Etat-major, et le système capitaliste lui-même responsable de la guerre mondiale

de la société russe, au même titre que de la barbarie triomphante. C'est nier l'intervention dans l'histoire de la volonté consciente sous la forme élémentaire de l'organisation, prêcher la renonciation et la résignation, condamner la lutte et même les victoires partielles. Combien, aux yeux du militant, apparaît préférable la position de Rosa Luxembourg qui, à la fin d'une brochure extrêmement sévère à l'égard de la politique bolchevik écrivait néanmoins : « Dans cette dernière épisode, où nous sommes à la veille de luttes décisives dans le monde entier, le problème le plus important du socialisme est précisément la question brûlante du moment : non pas telle ou telle question de détail de la tactique, mais la capacité d'action du prolétariat, la combativité des masses, la volonté de réaliser le socialisme. Sous ce rapport, Lénine et Trotski et leurs amis ont été les premiers qui ont montré l'exemple au prolétariat mondial ; ils sont jusqu'ici encore les seuls qui puissent s'écrier : j'ai osé ! C'est là ce qui est essentiel, ce qui est *durable* dans la politique des bolcheviks. En ce sens, il leur reste le mérite impérissable d'avoir, en conquérant le pouvoir et en posant pratiquement le problème de la réalisation du socialisme, montré l'exemple au prolétariat international, et fait faire un pas énorme dans la voie du règlement de comptes final entre le capital et le travail dans le monde entier. En Russie, le problème ne pouvait être que posé. Et c'est *dans ce sens* que l'avenir appartient partout au « bolchevisme ». »

C'est, entre autres, de ce point de vue qu'il est nécessaire de se fixer les objectifs mêmes d'une étude historique du parti bolchevik. Les méthodes ne seront pas les mêmes suivant qu'un goût immo-déré pour les questions abstraites et un désir de démontrer qu'il n'y a rien à faire pour changer le monde ou bien la recherche d'instruments historiques, forcément limités, pour le transformer, inspirent les auteurs. Il sera réconfortant de constater que c'est le deuxième point de vue qui mène à une histoire véritable, fidèle à la densité des facteurs authentiques des masses et des classes, nous restituant l'épaisseur des contradictions vivantes au lieu de la sécheresse des schémas logiques.

PIERRE BROUÉ.

RÉFLEXIONS SUR 1917 (1)

Le choix était-il possible ?

La social-démocratie a reproché aux bolcheviks de s'être attaqués à la révolution sociale et à la construction du nouveau régime avant que les conditions ne soient mûres. Mais posons-nous la question : que serait-il advenu si les bolcheviks s'étaient ralliés à la majorité des partis démocratiques, socialistes-révolutionnaires, mencheviks, etc. ? La révolution n'aurait-elle pas été continuée ?

C'est une supposition enfantine. En un tel cas le nombre des partis soutenant le Gouvernement Provisoire aurait été simplement augmenté d'une unité, mais la révolution se serait poursuivie sous la direction d'autres hommes et d'autres groupes. Cette supposition repose sur la conviction que les bolcheviks étaient la fraction extrême de la gauche, dont le programme n'aurait pu être dépassé en radicalisme et en démagogie.

On commet envers Lénine la même erreur que les historiens bourgeois commettaient au début envers Robespierre, dont Lénine s'est sans aucun doute inspiré. Longtemps avant la révolution, Plekhanov surnommait Lénine « Vladimir Maximilianovitch » pour souligner la filiation des idées. Cette analogie explique bien des choses.

On sait que la fraction extrémiste radicale du mouvement jacobin n'était pas le groupe de Robespierre, mais les « enragés », dont les chefs furent accusés par les robespierristes d'avoir trahi la révolution, puis arrêtés et liquidés. Robespierre et ses partisans étaient pour ainsi dire le groupe de l'ordre révolutionnaire : ils voulaient canaliser les courants anarchiques de la révolution et donner au nouveau régime une forte structure administrative et juridique.

Edgar Quinet indiquait déjà dans sa *Critique de la Révolution*, de façon péné-

trante et convaincante, l'analogie entre l'activité administrative des jacobins et celle des pionniers de l'autorité royale en France.

Selon lui, l'esprit d'implacable centralisation des vieilles ordonnances royales s'était incarné à nouveau dans les délégués jacobins qui transmettaient les directives du gouvernement révolutionnaire à une province bouleversée et révoltée. Ils avaient brisé la résistance des fédéralistes tout comme les envoyés du Gouvernement central sous Louis XI ou Richelieu brisaient les résistances des seigneurs féodaux.

C'est un tel parti d'ordre révolutionnaire qu'avait créé et éduqué Vladimir Maximilianovitch, un parti représentant au fond une sorte de centrisme révolutionnaire. En observant l'activité d'organisation de Lénine, Plekhanov lui reprocha dès le début un manque de principes dans l'idéologie, ce que l'on pourrait définir plus exactement comme une extrême souplesse idéologique. Unie à une sévère politique d'organisation, cette souplesse permettait aux bolcheviks de s'approprier tous les éléments des programmes des autres partis révolutionnaires qui convenaient à une situation politique donnée. On le voit particulièrement dans les années 1917-18, quand les slogans changeaient presque de semaine en semaine. C'est ainsi qu'on a vite abandonné la classique thèse bolcheviste sur l'étape du gouvernement démocratique-révolutionnaire pour celle de la dictature du prolétariat, ce qui légalisait passagèrement la conception de la révolution permanente ; de même, on a abandonné le programme agraire bolcheviste en acceptant une solution conforme aux thèses des socialistes-révolutionnaires ; de même encore on a adopté le slogan anarchiste du « pouvoir sur place », profondément contraire aux conceptions centralistes du bolchevisme.

Cette liberté de manœuvre idéologique a du reste survécu à Lénine et permis aux bolcheviks de prendre les tournants les plus divers, de conclure les alliances temporaires apparemment les plus surprenantes.

(1) Stawar, critique et essayiste polonais, a laissé un manuscrit posthume dont la traduction paraîtra prochainement aux Editions du Seuil. Nous publions ici un passage concernant la mue décisive du bolchevisme lors de la révolution d'Octobre.

Qui était le vrai réaliste ?

En 1917-18, on reprochait communément à Lénine l'utopisme révolutionnaire, le mépris des conditions et des possibilités réelles, un aveuglement doctrinaire.

Les partis de la coalition qui soutenaient le président du Gouvernement Provisoire, Kerensky, exigeaient la continuation de la guerre. Les premiers mois de 1917 n'avaient guère amélioré la situation militaire de la Russie, pas plus que le niveau technique de l'armée, les transports, l'approvisionnement du front. Au lieu de justifier les tentatives de guerre offensive, on inventa une arme nouvelle : l'enthousiasme révolutionnaire, qui devait compenser les lacunes de l'armement et du commandement.

On ne peut évidemment nier le rôle de l'enthousiasme dans les guerres, mais il règne dans les armées dont le commandement et la troupe sont idéologiquement homogènes. Ce n'était guère le cas en 1917. L'armée était commandée par de vieux cadres d'officiers tsaristes que les soldats regardaient avec une légitime suspicion. Pour ces officiers, le renouveau des opérations offensives apparaissait avant tout comme une occasion de rétablir l'ancienne discipline dont l'effondrement au début de la révolution avait fait surgir deux pouvoirs : celui du vieux commandement, en perte croissante d'autorité, et celui des nouveaux comités militaires, qui n'étaient nullement aptes à conduire des opérations surtout offensives, mais se livraient à une agitation révolutionnaire élargissant le fossé entre le commandement et la troupe.

Dans ces conditions, la décision de Lénine d'abandonner la poursuite de la guerre était conforme à une évaluation objective de la situation. C'est la coalition des partis qui était aveuglée, lorsqu'elle exigeait le prolongement des hostilités et le départ de nouvelles actions offensives.

Psychologie d'une armée révoltée.

Ce n'est pas ce qu'attendaient les masses révoltées, qui rêvaient d'une révolution totale. Les partis n'avaient pas beaucoup à dire en mars, quand éclata la révolution militaire ; les marchandages autour de l'héritage politique du tsarisme se déroulaient en haut tandis qu'à la base se produisaient des transformations profondes dans la conscience des masses révolutionnaires.

Une révolte militaire, c'est sérieux : il ne s'agit pas seulement d'articles et de discours. Les hommes qui avaient joué leur vie attendaient des solutions générales et maximalistes. Il était clair que si le but principal était de maintenir la Russie dans la guerre jusqu'au bout, le renversement du pouvoir précédent devenait inutile.

Les partis modérés, la Gironde russe de 1917, ne se rendaient pas compte que la révolution avait déjà eu lieu dans la conscience des masses et qu'il ne restait plus qu'à la formuler. Les socialistes modérés pensaient que la Russie n'était pas mûre pour une révolution socialiste, qu'elle devait traverser une étape d'évolution bourgeoise, qu'il fallait permettre à la bourgeoisie d'organiser un régime proche des modèles occidentaux, de construire une industrie lourde, de promouvoir l'instruction générale et d'affermir le système parlementaire. Pendant ce temps les socialistes organiseraient tranquillement la classe ouvrière et formeraient des syndicats luttant pour l'amélioration des travailleurs.

Mais quelles étaient les garanties que le développement irait dans cette voie pacifique, que la bourgeoisie inquiète ne basculerait pas du côté de la réaction comme en 1908 ? La bourgeoisie russe n'avait jamais brillé dans l'administration de l'Etat ; cela venait-il seulement ce que le tsarisme l'en empêchait ? De toute façon, la guerre avait démontré non seulement l'échec des états-majors, mais aussi celui de l'économie, qui n'avait pu résoudre les problèmes essentiels de l'approvisionnement.

Les tiraillements incessants entre les deux pouvoirs, entre mars et novembre, produisirent une grande fatigue et une profonde désillusion. C'est dans cette atmosphère qu'eut lieu la révolution de novembre 1917. Le parti bolcheviste avait interprété de façon réaliste la volonté des masses, et en premier lieu celle de la paysannerie armée, qui voulait régler enfin ses propres affaires et surtout réaliser ses vieux rêves de révolution agraire. Parallèlement se déroulait dans les villes un mouvement impétueux d'expropriation des possédants.

Une utopie économique ?

On attribuait en général aux bolcheviks la direction de ce processus. Avait-on raison ?

Quel était le point de départ des doctrines économiques de Lénine à cette époque ? Leur « maximalisme » a été

interprété de bien des façons. On le faisait venir le plus souvent des recherches socialistes d'avant-guerre, époque où les économistes donnaient libre cours à leur imagination d'autant plus facilement qu'ils ne connaissaient guère d'exemples pratiques.

Lénine considérait qu'il fallait fonder le nouveau système économique sur l'expérience de l'économie de guerre. Les modèles les plus perfectionnés de direction planifiée et d'utilisation des ressources collectives par l'Etat se trouvaient alors en Allemagne. C'est ce qui avait permis à ce pays de soutenir un effort exceptionnel dans la lutte contre un adversaire économiquement et numériquement plus puissant. Avant la guerre, les économistes ne concevaient même pas un phénomène de ce genre ; certains soutenaient même qu'étant donné le coût énorme de la guerre moderne, les Etats feraient vite banqueroute et que la paix viendrait par la force des choses.

A vrai dire, ce nouveau modèle économique ne s'est pas installé tout d'un coup en Allemagne. Il n'y était pas dépourvu de tradition. Mehring raillait déjà les « socialistes de la chaire » qui se référaient à un socialisme Frédéricien et voulaient tirer des conclusions de l'économie de guerre de Frédéric II. L'économie de guerre des jacobins constituait un modèle encore plus perfectionné.

Lénine considérait tout simplement que si un effort aussi exceptionnel, inconcevable jusqu'alors, était possible pour la guerre, avec toutes les destructions qu'apporte celle-ci, il n'était pas moins possible à l'époque pour construire les bases économiques du nouveau régime.

Personne ne trouverait plus utopique, en 1960, une pareille conviction. Mais cette position était alors impopulaire parmi les socialistes. Ces derniers considéraient la guerre comme un fléau monstrueux mais passager, qui n'aurait finalement constitué qu'une parenthèse après laquelle on en reviendrait à des temps normaux, associés dans leur esprit à la période de paix européenne 1870-1914.

Il y avait là aussi des différences profondes de philosophie politique. Lénine aimait à répéter après Clausewitz que la guerre est une politique continuée par d'autres moyens. Il considérait la guerre de 1914 comme le début d'un nouveau cycle et prévoyait même la possibilité d'une ère de guerres universelles, ce que les socialistes de la Deuxième Internationale considéraient comme la fin du

monde en préférant ne pas s'arrêter à cette idée.

Là non plus il n'est pas difficile de dire, aujourd'hui, où était la pensée utopique et où la pensée réaliste. La position prise par les socialistes a, en fait, éliminé du jeu politique leurs partis qui possédaient une si grande audience (surtout la social-démocratie allemande), et les a transformés en témoins passifs des événements.

La nouvelle ligne de partage se manifesta symboliquement quand le parti bolcheviste prit le nom de « communiste ».

Un parti de type nouveau.

La construction d'un parti de type nouveau s'est déroulée en pleine guerre civile. Le matériel était de provenance très hétérogène et ne pouvait que susciter chez les idéologues de la révolution des doutes qui ne pouvaient être dissipés.

Dans les années de révision des valeurs en 1955-1957, les publicistes polonais recoururent souvent à la notion d'un mal immanent dans leurs jugements sur les côtés négatifs de la révolution et du système qui l'avait emporté après la guerre civile victorieuse. Il est clair que la notion même de mal immanent est quelque peu dogmatique et a un relent de fatalisme. Mais on ne peut nier son importance pour la formation de la conscience dans les sociétés nouvelles qui émergent à la suite de la révolution et des guerres dans les années 1914-1945. Cela comporte certaines conséquences pratiques. Les idéologues et les éducateurs se sont souvent demandé d'où viennent les facteurs décadents, en premier lieu dans la jeunesse (renaissance religieuse). Il y a là une contradiction que je n'hésiterais pas à qualifier de tragique. Pour les critiques de la social-démocratie, comme Sorel ou Brzozowski, le côté faible du socialisme européen venait de ce qu'il cédait à une mentalité de consommateur et défendait en premier lieu le côté de la vie du prolétariat qui est lié au partage des biens, tant matériels que moraux, dans la société.

Sans aucun doute on a obtenu de grands résultats dans ce domaine. Mais les socialistes ne s'intéressaient à la production que dans la mesure où elle aboutissait à ces « conquêtes ». Il y a eu, certes, de brillantes analyses économiques chez les théoriciens et les popularisateurs du marxisme ; mais en pratique on laissait ce domaine à l'initiative capitaliste. Les arguments de Kautsky contre les tentatives de socialisation en 1918

sont typiques : socialiser maintenant, quand l'économie nationale est minée par la guerre, n'aurait aucun sens, disait-il ; attendons que la bourgeoisie reconstruise l'industrie et la développe, et c'est alors que nous socialiserons. Les conséquences de cette attitude sont apparues dix à quinze ans trop tard, en provoquant la paralysie des partis au moment où les nazis marchaient vers le pouvoir.

Les nazis n'ont pas craint de prendre le pouvoir dans une période de débâcle économique. De nombreux observateurs espéraient pourtant qu'ils s'y rompraient le cou : ils ont pris de nombreuses mesures que les socialistes auraient dû prendre avant eux et surmonter ainsi la crise économique.

Il en était de même pour ce qui concernait l'activité de l'Etat et en premier lieu les droits des citoyens. Là aussi on s'occupait des conquêtes légales et sociales de la classe ouvrière, tout en abandonnant aux politiciens bourgeois la totalité des affaires de l'Etat. Ici aussi les conquêtes étaient incontestables, mais avec quelles conséquences lointaines ! On a formé une sorte d'Etat dans l'Etat : le domaine des conquêtes matérielles et juridiques du prolétariat était protégé par de puissantes barrières. Cela permettait de maintenir un niveau de vie relativement élevé pour les ouvriers qui avaient du travail, même lorsque la crise économique générale démantelait le tout à la ronde. Malheureusement cette citadelle

commença à subir des brèches dès que le nombre de chômeurs devint catastrophique.

C'est parmi ces chômeurs que l'hitlérisme recruta en grande partie ses cadres de masses. Les privilégiés dont jouissait l'ouvrier pourvu d'un emploi, grâce à l'appareil syndical, se retournèrent contre lui et entraînèrent la chute des libertés civiles.

C'est pourquoi le dilemme me semble tragique : il s'est présenté dès les premières années de la révolution en Russie, lorsque les positions se séparèrent de façon irrémédiable et que les partisans de la sauvegarde des libertés civiles parurent se trouver dans le camp anti-révolutionnaire. Les positions semblèrent alors inconciliables. Les bolcheviks se mirent à transformer la société et à construire un nouveau système économique dans un isolement farouche, tout en élargissant le domaine de la terreur à tous les secteurs de la vie.

Il faudra revenir à ce problème de leur isolement dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui. Il est lié au problème de la bureaucratie dont on a tant parlé, aussi bien sous son aspect strictement social que sous son aspect d'organisation étatique ; la bureaucratie est restée à ce jour le refuge du conservatisme et de la réaction dans l'appareil d'Etat.

ANDRÉ STAWAR

(Traduction Georges Sidre.)

ESPRIT

JUIN 1962

<i>L'enfance inadaptée</i>	Etienne JOVIGNOT
<i>Complaintes des réformés du Vivarais</i>	
<i>La casemate de l'oncle Sam</i>	Konrad BIEBER
<i>Mater et Magistra</i>	Marc JUSSIEU
<i>Un personnelisme musulman</i>	Mohammed LAHBADI

JOURNAL A PLUSIEURS VOIX

La droite nihiliste. — Le Parisien libéré et Paris-Match à l'heure du cessez-le-feu. — René Laforgue. — Les grèves en Espagne. — Carnaval à la Nouvelle-Orléans.

CHRONIQUES

<i>Rencontre algérienne</i>	Jean CONILH
<i>Viridiana</i>	Michel MESNIL
<i>Marrisme et technique</i>	Henri LEFEBVRE
<i>Méditation sur César</i>	Ph. de SAINT-ROBERT

Ce numéro : 3,90 NF.

ESPRIT, 19, rue Jacob, Paris-6^e, C.C.P. Paris 1.154-51

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET LE "POLYCENTRISME" (1)

En marge du dernier Congrès international des juristes démocrates — une des organisations satellites du communisme mondial — qui s'est tenu en 1960 à Sofia, le président de la délégation chinoise eut une conversation à bâtons rompus avec ses confrères français. Au cours de cet entretien, parlant du grand débat sino-soviétique sur la coexistence, le représentant chinois exprimait son regret devant « l'alignement systématique et inconditionnel du Parti communiste français sur celui de l'U.R.S.S. ».

C'est Maurice Thorez qui fit état de cet incident dans son discours prononcé quelques mois plus tard à la Conférence internationale des 81 Partis communistes à Moscou (2). « Nous sommes habitués, a-t-il dit, à cette caricature des liens étroits qui unissent toujours les communistes français aux communistes soviétiques. Mais jusqu'alors, elle venait seulement de nos adversaires, des réactionnaires et des dirigeants socialistes... C'est la première fois qu'elle est reprise par des camarades. »

Sans doute, le reproche de Thorez était-il fondé dans ce sens que, tout en manifestant souvent son attachement inconditionnel à l'égard de l'U.R.S.S. et du Parti communiste soviétique, jamais le Parti français n'a fait de cet attachement une formule consacrée ; et en 1956, effleuré par la vague déstalinisatrice, Thorez alla même jusqu'à déclarer que l'expression n'était pas « des plus heureuses ».

Mais dans la pratique, le Parti communiste français a toujours suivi la ligne soviétique, jusque dans ses plus subtiles

Nous publions cet article simultanément avec la revue *Ost-Europa* qui a sollicité cette contribution à un numéro spécial consacré aux problèmes du « polycentrisme ».

(1) Le texte de ce discours, ainsi que ceux d'une déclaration de la délégation du Parti français, signée par Thorez, et d'un Mémoire adressé aux « camarades chinois », furent édités dans une brochure intitulée *Contribution de la délégation française à la Conférence des Partis communistes et ouvriers*, en novembre 1961, à l'intention des militants du Parti français.

méandres. Il a fait de l'attitude à l'égard de l'U.R.S.S. « le critère de l'internationalisme » (Rapport de Guyot au Comité Central, *Humanité* du 21 novembre 1956). C'était le Parti de la fidélité par excellence. Or la fidélité du Parti français, qui s'est manifestée une fois de plus assez spectaculairement à Moscou en novembre 1960 — l'alignement intégral de Thorez sur Khrouchtchev —, ont pu apparaître aux yeux des Chinois comme d'autant plus étonnants et irritants que les communistes français, en repoussant les propositions qui tendaient à donner au mouvement communiste international une structure plus fortement centralisée, se sont alors reniés eux-mêmes, ils sont allés à l'encontre de leur goût si souvent exprimé du centralisme autoritaire et monolithique (3).

C'était d'ailleurs là l'un des traits les plus paradoxaux de cette Conférence internationale : ce sont les amis les plus sûrs des Soviétiques, les partisans les plus inconditionnels de Khrouchtchev, qui défendirent avec le plus de zèle le point de vue quasi « autonomiste », suivant lequel le mouvement communiste international *n'avait plus besoin de « tête »*. Ni d'une, ni de plusieurs têtes.

En effet, une bataille très subtile, je serais tenté de dire : une *bataille d'Église*, s'est déroulée sur la question de savoir si la résolution finale de la conférence comprendra la formule chinoise ou bien se bornera — selon le vœu des Soviétiques — à constater « le rôle d'avant-garde joué par le parti communiste de l'U.R.S.S. ».

Les non-initiés ne comprennent que difficilement le sens de cette querelle : pourquoi les Chinois qui par ailleurs ont violemment contesté la validité *internationale* des décisions des XX^e et XXI^e Congrès soviétiques, se sont-ils tant obstinés à proclamer la qualité de « chef » au Parti soviétique, alors que Français, Italiens, Polonais, Tchécoslovaques, etc., tous les partis prêts à reconnaître que « les enseignements de ces congrès con-

(2) Voir notamment sur la nécessité d'avoir un Centre, le discours de Thorez au C.C. du P.C. français, le 20 novembre 1956.

cernent l'ensemble des partis » (discours Thorez), optaient pour la formule moins impérative, en tout cas plus vague, d'« avant-garde » ? Pourquoi Khrouchtchev lui-même a-t-il décliné le titre plus qu'honorable que les Chinois voulaient décerner à son parti ? C'est qu'il a deviné l'arrière-pensée des Chinois qui consistait à *reconstituer le mouvement en un corps organisé dont la tête dépendrait obligatoirement des membres*. Thorez a indiqué la raison de l'attitude soviétique en disant dans son discours à la Conférence que « sous le couvert d'une telle formule (c'est-à-dire la formule chinoise) se poursuivent les tentatives du porter atteinte au prestige du Parti communiste de l'Union Soviétique et à l'autorité de sa direction, du camarade Khrouchtchev en particulier. On ne saurait trop condamner de tels procédés ».

C'est pour cette même raison — pour ne point tomber dans le piège tendu par Mao Tsé-toung — que les communistes français ont rejeté également la proposition chinoise qui tendait à doter le mouvement international d'un comité ou d'un secrétariat permanents. « L'unité dont nous avons besoin, a dit Thorez, est l'unité volontaire, mais réelle, de tous les détachements de notre mouvement autour du Parti communiste de l'Union Soviétique. » Donc pas d'unité formelle, avec un centre formel, dont la direction pourrait, dans le cas où les Chinois acquerraient la majorité dans le mouvement, échapper aux Soviétiques. Mais unité réelle, autour du centre réel que reste, que doit rester le Kremlin. Voilà, en résumé, la position française qui est très proche de celle des communistes tchécoslovaques, mais diffère assez sensiblement de celle du Parti italien.

Affinités franco-tchécoslovaques.

En effet, dans le mouvement communiste international, déchiré par des luttes de tendance, les communistes français représentent à peu de choses près la même nuance que les Tchécoslovaques. Les deux Partis sont d'une fidélité exemplaire à Moscou, tout en demeurant sur la réserve à l'égard de la déstalinisation et tout en considérant le « révisionnisme » comme un plus grand danger que le dogmatisme. La mentalité des dirigeants et aussi des militants des deux Partis est restée très stalinienne et la personnalité de Khrouchtchev y inspire beaucoup de méfiance. On en parle facilement comme d'un opportuniste et révisionniste ; à Prague et à Paris, on est resté assez longtemps

sensible aux arguments « anti-Khrouchtchev » des Albanais et Chinois. Mais de là à réclamer une véritable émancipation, comme le font les communistes italiens, ou à opter pour une sorte de polythéisme sceptique, il y a un pas qui ni les communistes français, ni les communistes tchécoslovaques n'ont voulu franchir (3).

Comment expliquer cette affinité de réactions entre deux Partis par ailleurs si divergents quant au milieu national et aux traditions du mouvement ouvrier ? Sans doute l'une des principales raisons en réside dans le caractère semblable, bureaucratique-ouvrier, des deux Partis. Contrairement à ce qui se passe dans les Partis italiens ou polonais, les intellectuels n'ont joué dans l'histoire des Partis français ou tchécoslovaque qu'un rôle secondaire. C'est ce qu'a constaté récemment encore, en ce qui concerne le P.C.F., un militant du P.S.U. français, Christian Guerche : « Le Parti communiste adore les intellectuels. Mais sous une forme, et une seule : comme potiches (4). »

Les cadres du P.C. tant français que tchécoslovaque sont des bureaucrates sortis du rang qui généralement ont une répugnance à l'égard de toute discussion théorique et préfèrent aux idées la foi du charbonnier. Pour eux, l'U.R.S.S., quoi qu'elle fasse, reste le pays du socialisme incarné ; du léninisme, ils ont retenu surtout la nécessité de faire du Parti une armée qui obéisse sans murmure. Ils restent inébranlables dans leurs convictions une fois acquise — le pacte germano-russe ou l'écrasement de l'insurrection hongroise ne les ont guère fait broncher. Ce sont des conservateurs de l'idéal révolutionnaire, chez lesquels la foi justifie les attitudes les plus bureaucratiques, routinières et opportunistes, pourvu qu'on sauve les meubles.

La faiblesse intellectuelle des deux Partis — aucun d'entre eux n'a produit un seul théoricien, même pas du niveau d'un Luigi Longo ou d'un Adam Schaff — en a fait depuis longtemps les tribu-

(3) On peut se rendre compte de la parenté de vues des communistes français et tchécoslovaques en comparant les déclarations de Thorez à la conférence des 81 de 1960 avec les points de vue de Prague sur le polycentrisme exprimés dans *Rude Pravo* du 4 décembre 1961 et du 12 décembre 1961.

(4) Article paru dans *Tribune socialiste* et cité dans le *Monde* du 3 mai 1962, page 3 : « Une controverse entre le P.C. et le P.S.U. sur le rôle des intellectuels dans la lutte anti-fasciste ».

taires de la production d'idées et de directives moscovites, d'une qualité pourtant souvent bien défectueuse. Quant au Parti français, il avait en outre besoin de la caution soviétique pour camoufler son opportunisme (authentique ou inspiré par Moscou) sous les couleurs du révolutionnarisme le plus pur. C'est grâce à la bienveillance souvent intéressée du Kremlin que les dirigeants français ont réussi à présenter pendant si longtemps leur immobilisme de fait comme l'expression de l'intransigeance la plus activiste (5).

Solidarité contre les « ultra ».

D'ailleurs, sur ce dernier point, celui de l'opportunisme se drapant de phraséologie ultra-révolutionnaire, on constate une coïncidence d'intérêt et de mentalité non seulement entre les communistes français et ceux de Tchécoslovaquie, mais aussi entre Français et Italiens. Ce qui maintient et Thorez et Togliatti si fermement dans le sillage de Moscou, de préférence sur Pékin, c'est la menace de dévoilement que pose pour eux la propagande des ultra-révolutionnaires authentiques qui demandent qu'on fasse coïncider les actes avec les paroles.

A ce propos, la situation actuelle présente une certaine analogie avec celle qui prédominait au mouvement international en 1947, lors de la création du Kominform. A cette époque, ce furent les Yougoslaves — notamment Kardelj et Djilas — qui avaient joué le rôle d'inquisiteurs ; et comme l'indique l'ancien leader communiste italien, Eugenio Reale, dans son livre sur la réunion constitutive du Kominform, Togliatti se trouva alors avec le représentant français, Jacques Duclos, assis au même banc des accusés (6).

Encouragés par Jdanov, chef de file des ultras soviétiques, les Yougoslaves reprochaient alors tant aux Français qu'aux Italiens leur opportunisme, leur culte de la légalité, leurs illusions parlementaires. Les Yougoslaves allèrent jusqu'à accuser malicieusement les Français de n'avoir pas pris le pouvoir en 1944 et d'avoir, au moment de la Libération, « capitulé » devant De Gaulle, ce « Mikhaïlovitch français », comme ils le disaient, et cela sous le prétexte de « ne

(5) « Si le Parti communiste français n'existait pas, la bourgeoisie devrait l'inventer », m'a dit récemment un diplomate yougoslave.

(6) Eugenio Reale : *Avec Jacques Duclos au banc des accusés*, Paris, Plon, 1958.

pas compromettre les rapports entre les Russes et les Américains ».

Sans doute, Djilas, en lançant cette accusation, n'ignorait-il pas que c'est effectivement suivant les directives soviétiques que les communistes français avaient renoncé à transformer leur pays en une seconde Grèce en 1944, puis en 1946 ; en tout cas, Jdanov s'empressa de démentir Djilas et de rassurer les Français : « Staline est satisfait de la déclaration de Duclos. Je pense que Duclos est d'accord avec nous que nous ne voulions pas dire qu'il fallait faire l'insurrection. »

Certes, les mots d'ordre soviétiques n'étaient pas toujours aussi commodes à suivre qu'en 1944 ; plus récemment, en dévoilant les crimes de Staline, puis en intervenant en Hongrie, et enfin, en reprenant des expériences nucléaires à un moment « inopportun », Khrouchtchev, lui aussi, exposa ses amis français et italiens à beaucoup d'embarras et de ridicule. Mais l'essentiel, c'est qu'il a continué à les couvrir contre les reproches des ultras, ces néo-ultras que sont les Albanais et les Chinois, — comme il défend également les dirigeants bureaucratiques de la Tchécoslovaquie contre les accusations s'embourgeoisement et de non fraternité lancées par les hommes de Pékin.

C'est à cause de ces reproches que les communistes français, malgré les sympathies incontestables qu'ils manifestaient pendant longtemps à l'égard du « verbe » des Staliniens chinois, leur sont devenus, surtout à partir de 1958, non moins hostiles que les communistes italiens (7).

Il semble, en effet, que les communistes chinois aient manqué de psychologie à l'égard de leurs camarades occidentaux. Aux Français, ils n'ont pas seulement reproché leur alignement inconditionnel et systématiquement sur le Kremlin, mais aussi leur « chauvinisme » et leur opportunisme, notamment en ce qui concerne l'affaire algérienne, et leur atti-

(7) Quant aux sympathies pro-chinoises des cadres du parti français, on peut trouver ses précisions intéressantes dans une brochure intitulée : *Pour l'unité idéologique du mouvement communiste mondiale*, mise en circulation dans les milieux communistes français à la veille du xv^e Congrès du P.C.F. en 1961. Il semble que cette brochure émanait de l'opposition interne qui voulait se regrouper autour de Casanova. Reproduite dans le journal oppositionnel *Voie communiste*, dirigé par Gérard Spitzer, N° 23, 1961 : la brochure a été utilisée par Isaac Deutscher pour des « révélations » sur le contentieux sino-soviétique.

tude à l'égard de la politique de De Gaulle. Ainsi, Jeannette Vermeersch aurait admis devant une assemblée des cadres de la fédération Seine-Sud du P.C.F., que les délégués chinois à la conférence de 1960 avaient traité la direction du Parti français de « valets de l'impérialisme »... (8).

Les Chinois avaient touché ainsi à un point bien sensible des Français, — mais aussi à un point où les Français se savaient entièrement « couverts » par les Russes. Car c'est bien avec l'accord du Kremlin — pour faciliter le rapprochement franco-soviétique — qu'ils avaient voté en 1956 les pleins pouvoirs spéciaux à Lacoste ; que Thorez proclama (juin 1956) que « la majorité du peuple français n'était pas encore gagnée à la lutte active contre la guerre d'Algérie » ; qu'en mai 1958, au lieu d'ériger des barricades contre celui qu'ils avaient traité de « nouveau Bonaparte », les communistes français s'empressèrent d'accepter les cadres du nouveau régime en participant à la campagne du referendum et en ne s'écartant pas d'un pouce de la « légalité bourgeoise ». En 1959, après avoir qualifié la proclamation par De Gaulle de l'*autodétermination de l'Algérie* de « pure manœuvre démagogique », ils avaient fait volte-face aussitôt que Khrouchtchev, soucieux de ménager De Gaulle, se déclara favorable à l'*autodétermination* (9). L'opportunisme de la direction du Parti français — de ce Parti quelque peu essoufflé, vieilli à l'instar de la S.F.I.O., inclinant vers une pratique prudente — prenait toujours appui sur l'opportunisme « internationaliste » des Russes.

Le problème yougoslave.

Pour ce qui est des Italiens, leur attitude dans la question coloniale ne prêtait, certes, à aucun reproche de la part des Chinois. Mais ils se sont vus accusés, tout comme les Polonais, pour leur indulgence à l'égard du révisionnisme, notamment du révisionnisme yougoslave. Or, en ce qui concerne la politique à l'égard de la Ligue des communistes yougoslaves, les communistes français sont effectivement plus proches des Tchécoslovaques que des Italiens ou des Polonais. Dès 1955, le Parti de Thorez ne sui-

vait qu'avec beaucoup de réticence les mouvements de rapprochement avec Belgrade, esquissés par Khrouchtchev. Contrairement à Togliatti qui se montrait beaucoup moins rancunier, les communistes français n'ont point pardonné à Tito tout le tort qu'ils lui avaient fait, en se portant à la tête de la campagne de calomnie anti-titiste des années 1949-1952. Aucun des Partis de l'Occident, en effet, n'a déversé tant d'encre et tant de venin à la défense du point de vue du Kominform que le Parti français.

Alors que les communistes italiens ont procédé, vers la fin de 1956, à un premier échange de visites avec les communistes yougoslaves, les communistes français demeuraient sur leur réserve. Ils se hâtèrent, après l'insurrection hongroise et le discours de Tito prononcé à Pola le 11 novembre 1956, de mettre en cause les Yougoslaves non moins violemment que ne l'ont fait les Albanais et plus tard les Chinois. Il est significatif que René Guyot, dans un discours prononcé au C.C. français, le 20 novembre 1956, et reproduit le lendemain dans l'*Humanité*, reprocha surtout à Tito d'avoir fait état de « prétendues divergences » existant au sein de la direction soviétique entre Staliniens et anti-Staliniens. A tel point les communistes français s'obstinaient à maintenir intact le mythe du « monolithisme ».

Pourtant les événements ne tardèrent pas à donner raison à Tito : en juin 1957 Khrouchtchev élimina avec éclat le groupe Molotov. Il semble que le dénouement de cette crise ait provoqué quelque surprise parmi les dirigeants du Parti français, qui s'attendaient, sur la base de renseignements reçus de Moscou, à un proche triomphe des adversaires de Khrouchtchev. Triomphe que Thorez aurait accueilli sans déplaisir. Mais il fit preuve d'assez de souplesse par la suite, pour s'adapter à la nouvelle constellation moscovite et pour rendre des services à Khrouchtchev.

Ceci dit, les rapports entre communistes français et yougoslaves ont continué à manquer de cordialité. Pendant longtemps, les préférences de la direction française allaient aux Albanais. Sans doute, ce qui séparait les Français des Yougoslaves, c'était plutôt une certaine incompatibilité d'humeur, que des divergences idéologiques vraiment substantielles. Tout comme les Albanais et les Tchécoslovaques, les communistes français justifiaient leur aversion à l'égard des Yougoslaves par le refus de ces derniers d'admettre la nécessité d'un « Cen-

(8) Cf. dans la brochure ci-dessus citée.

(9) Sur les variations de la politique algérienne du P.C.F., on trouve une très bonne documentation dans le numéro du 16 juillet 1959 de la revue *Est-Ouest* et dans la *Nation Socialiste* d'avril 1962.

tre » et de reconnaître le rôle dirigeant de l'union Soviétique. Mais ce faisant, ils étaient plus papistes que le Pape, car car Khrouchtchev n'avait pas tenu autant rigueur à Tito pour son insoumission. Quant aux Yougoslaves, qui contre-attaquaient promptement, ils justifiaient leur attitude en invoquant l'exemple non seulement des communistes polonais, mais encore, chose assez surprenante, celui des Chinois, auxquels il attribuait une égale répugnance à l'égard de la « conception d'un Centre » (10).

Pour ce qui est de l'attitude pro-yougoslave affichée par les Italiens, elle s'explique, me semble-t-il, par diverses raisons : d'abord, les Italiens, avec leur plus grand sens des réalités, avaient compris assez rapidement le ridicule des accusations de révisionnisme lancées contre les Yougoslaves, dont l'orthodoxie marxiste-léniniste ne faisait pas de doute ; ils partageaient peut-être aussi les sympathies personnelles de Khrouchtchev à l'égard de Tito ; puis ils étaient sensibles au côté imaginaire, original du communisme national yougoslave. Enfin et surtout, les Italiens voulaient, en affichant leurs bons rapports avec Belgrade, manifester sans trop de frais la sincérité de leur rupture avec le stalinisme (11).

C'est pour cette dernière raison, — et aussi par le souci de ne point fournir contre eux-mêmes des armes aux Nénistes, dont les sympathies pro-titistes étaient connues — que les communistes italiens s'opposaient avec tant d'énergie à la Conférence de 1957 et surtout à celle de 1960, à une condamnation « trop âpre et agressive » du révisionnisme yougoslave. « Il importe de faire remarquer, déclara Togliatti en novembre 1960 — à tel ou tel camarade qui ne travaille pas dans les pays capitalistes, que le ton sur lequel nous parlons de nos différends avec la Ligue des communistes yougoslaves constitue une des unités de mesures avec laquelle les partis et les syndicats sociaux-démocrates, l'opinion publique en général, évaluent la sincérité de notre politique unitaire et notre capacité de collaborer même avec des forces politiquement éloignées de nous. » (12)

(10) Voir l'éditorial de *Politika*, de Belgrade, 27 novembre 1956.

(11) L'affinité des positions italiennes et yougoslaves à propos du polycentrisme est soulignée par P. PEROVIC dans le numéro du 20 avril 1962 de la *Revue de la politique internationale*, paraissant à Belgrade.

(12) Voir la lettre de la délégation du

Togliatti a touché ici à un des points essentiels qui distinguent la politique des communistes italiens de celle de leurs camarades français. Alors que les premiers sont obligés de tenir constamment compte de l'opinion de la gauche non communiste, de celle du parti socialiste concurrent, qui menace de leur enlever des suffrages, les communistes français se croient dans une position de « monopoliste » ; ils manifestent le plus grand mépris à l'égard de l'opinion du parti socialiste affaibli et déchiré, ils se désintéressent des réactions que provoque leur sectarisme chez les intellectuels de gauche.

C'est dans cette attitude méprisante, orgueilleuse, de « parti fermé » — alors que le parti italien est un « parti ouvert » — que réside aussi la principale raison du refus prolongé des communistes français à rompre avec le culte de Staline, à la suite du Rapport Khrouchtchev au XX^e Congrès. Ils ont essayé d'abord de se tirer à bon compte de l'affaire en admettant, du bout des lèvres, « quelques erreurs de Staline » (13). Leur désir de sauver la face — n'avaient-ils pas été pendant de longues années les propagateurs les plus ardents du culte de Staline ? — s'avérait plus fort que la tentation de briser l'isolement et de se réconcilier avec la gauche non communiste (14). Alors que les Italiens se saisirent de l'occasion pour renouer des « liens de famille » avec le reste de la gauche, en jetant par-dessus bord l'épouvantail stalinien (15), les communistes français, eux, par une sorte d'instinct d'auto-conservation de l'appareil, ne songeaient qu'à sauvegarder le caractère monolithique de leur parti, au risque de perdre quelques centaines d'adhérents intellectuels dont la présence turbulente, de toute manière, ne les remplissait pas de joie (16). Ce qui est intéressant, c'est

P.C. italien à Khrouchtchev, citée dans la brochure publiée par le service de presse du P.C. italien en janvier 1962 sous le titre : *Interventions de la délégation du P.C.I. à la Conférence des 81 Partis communistes et ouvriers à Moscou, novembre 1960*, et reproduite dans *Est-Ouest*, 16 mars 1962.

(13) *Humanité*, 25 mars 1956.

(14) Sur le culte de Staline en France, voir la brochure : *Les intellectuels communistes et le culte de Staline*, publiée en supplément d'*Est-Ouest*, 26-28 février 1962.

(15) Cf. les déclarations de Togliatti dans le numéro de juin 1956 de *Nuovi Argomenti*.

(16) Sur les rapports complexes du Parti français avec ses intellectuels, voir — entre autres — le livre monumental de D. MASCOLO, *Le Communisme* (Gallimard) ; E. MORIN,

qu'ils étaient assez habiles pour convaincre les Soviétiques de la justesse de leur attitude « conservatrice ». La délégation du Parti français envoyée à Moscou à la fin de juin 1956 pour demander des explications au sujet du rapport secret à Khrouchtchev y était arrivée au bon moment pour obtenir une nouvelle intronisation par le Kremlin : irrités par les propos intempestifs de Togliatti à propos du polycentrisme, effrayés par les incidents de Poznan et par le spectre du révisionnisme, les dirigeants du P.C. soviétique donnèrent aux communistes français carte blanche pour la politique qu'ils entendraient suivre. Ainsi, paradoxalement, le Parti français demeurait malgré son attachement au stalinisme le « fils aîné » de l'Eglise moscovite et c'est Togliatti qui reçut des blâmes, dans la Résolution du Comité Central soviétique, publiée le jour du départ de la délégation française, le 2 juillet 1956.

Rivalités franco-italiennes.

Depuis lors, c'est une espèce d'âpre rivalité de frères ennemis qui a déterminé les attitudes prises par l'un et l'autre de ces partis face aux problèmes qui se posaient au sein du mouvement communiste international. La tentative de Togliatti d'améliorer les rapports entre les deux Partis grâce à une commission conjointe dont il avait proposé la constitution lors du VIII^e congrès de son parti en 1956 — fit long feu. La rigidité des communistes français ne s'accordait guère avec la souplesse machiavélique des Italiens ; leur immobilisme jurait avec le dynamisme de ces derniers. La relative liberté de discussion qui régnait au sein du Parti italien apparaissait aux yeux des communistes français comme aussi suspecte et dangereuse que celle des « révisionnistes » polonais ou yougoslaves. Thorez et ses amis ne craignaient rien autant que la contagion de l'esprit de discussion ; ils expulsèrent du Parti tous les intellec-

tuels qui — à l'instar de Pierre Hervé, J.-F. Kolland, Edgar Morin et d'autres — se permettaient d'exprimer des critiques sur la direction du Parti. Fidèle aux traditions « césaristes » du socialisme français, Thorez ne toléra pas de contradicteurs.

Certes, comme nous l'avons déjà indiqué, à la Conférence des 81 Partis de 1960, mis dans le même sac par les Chinois, les deux grands partis frères de l'Europe occidentale se retrouvaient côte à côte pour prendre, à quelques nuances près, des positions analogues. Mais à la suite du XXII^e Congrès du P.C. soviétique (octobre 1961), après la seconde dénonciation de Staline et la stigmatisation de l'hérésie albanaise, la polémique rebondit entre eux (17). Les communistes français avaient pris prétexte de la relance par Togliatti et ses « Jeunes Turcs » de l'idée polycentriste pour dénoncer « l'opportunisme et le révisionnisme » qui sévissaient, selon eux, au sein du Parti italien (18). Maurice Thorez lui-même, dans un discours prononcé au Comité Central, s'éleva contre cette formule qui, d'après lui, équivalait à « nier la validité universelle de la théorie marxiste-léniniste de la révolution... ».

« Il n'y a plus de centre de direction unique : pourquoi parler d'en constituer plusieurs ? », s'est-il écrié (19).

Or, c'était là, de toute évidence, chercher une mauvaise querelle aux Italiens qui, pour éviter tout malentendu, avaient précisé dès le 22 novembre 1961, dans une déclaration publiée par *Unità*, qu'à leurs yeux le terme de *polycentrisme* ne signifiait nullement un projet « de former des centres dirigeants régionaux particuliers », mais consistait uniquement à affirmer l'autonomie des différents partis.

C'est ce que Togliatti soulignait encore, dans sa réponse aux Français, le 2 décembre 1961. Or, théoriquement du moins, Thorez lui aussi s'était prononcé en faveur de l'autonomie des Partis. Cependant, les Français suspectaient — et continuent à suspecter — leurs camarades italiens d'arrière-pensées à propos du polycentrisme. Ils les suspectent de viser plus loin que l'autonomie, de chercher à évincer le Parti

Autocritique (Julliard, 1959) ; Henri LEFEBVRE. *La somme et le reste* (La Nef, 1959) ; les numéros 14 et 16 de la revue *Arguments* ; Jean-Paul SARTRE, « Merleau-Ponty vivant » (N^o 184-185 de *Temps Modernes*). D'ailleurs, les rapports de Sartre — ce Maurras de l'Eglise marxiste — avec le P.C.F., dont — avec une sorte d'auto-contrainte religieuse, — il se fait volontairement le satellite, mériteraient une analyse aussi approfondie que celle à laquelle Leopold Labedz vient de soumettre le personnage apparenté et non moins complexe d'Isaac Deutscher (*Survey* de Londres, avril 1962).

(17) Cf. l'article de P. Naville : « Il XXII Congresso et i comunisti occidentali », dans *Corrispondenza Socialista*, janvier 1962.

(18) Waldeck ROCHER dans *Humanité* du 27 novembre 1961.

(19) Voir le *Monde*, 1^{er} décembre 1961, page 3.

français de son rang de premier Parti communiste de l'Occident, de vouloir imposer leur hégémonie intellectuelle sur les Partis occidentaux, parmi lesquels leur dynamisme — attisé par la concurrence des nennistes et des démocrates chrétiens de gauche, — suscite de nombreuses sympathies.

C'est pourquoi les communistes français prennent le contre-pied des Italiens. Alors que ces derniers insistent souvent avec une joie quasi païenne sur les bienfaits du pluralisme, de la libéralisation, les Français mettent l'accent — un accent presque « chinois » — sur « la solidarité, la confiance, l'unité internationales », sur « les règles de caractère universel qui régissent l'activité des communistes » (discours de Thorez, cité plus haut). En affirmant que la formule de polycentrisme « recouvre... la tendance au fractionnisme », ils insinuent que les Italiens souhaitent cristalliser autour d'eux une tendance — la fraction révisionniste — au sein du mouvement international.

On peut dire en conclusion que les communistes français et italiens, solidaires dans leur acceptation (désormais non formulée) du rôle dirigeant du Parti soviétique, solidaires dans la défensive contre les *ultras* chinois, sont cependant séparés entre eux par de nombreuses divergences. Celles-ci s'expliquent autant par l'ambiance économique, sociale, intellectuelle différente des deux pays que par les sceaux imprimés aux deux partis par la personnalité de leurs dirigeants respectifs.

Les communistes italiens, stimulés par le défi néo-capitaliste, espèrent encore pouvoir entraîner les socialistes (nennistes), les démo-chrétiens de gauche et les intellectuels progressistes vers une nouvelle version du « Front populaire » dont ils voudraient être l'élément direc-

teur (20). Les communistes français, eux, après leur éviction de 1947, n'ont plus cet espoir. Ayant renoncé à attirer dans leur camp les socialistes, la gauche anti-communiste, ils restent fermes sur leurs positions dogmatiques, refusant de participer même à des comités anti-fascistes dont la direction — comme celle du comité créé récemment par J. P. Sartre — ne leur appartient pas directement (21). Le règlement de l'affaire algérienne rendra sans doute leur solitude encore plus pesante.

Mais qu'en Italie se dégage de la transition actuelle une majorité « centre-gauche », démocrétienne-socialiste viable, s'orientant vers une politique plus sociale dans le cadre du néo-capitalisme, les communistes italiens ne se trouveront-ils pas placés devant le même dilemme qui a fini par paralyser leurs camarades français : participer sur une base réformiste à l'expansion néo-capitaliste et ajourner *sine die* la Révolution rédemptrice ou s'enfermer dans la citadelle anachronique de l'idéologie révolutionnaire ?

Ce n'est pas vouloir défendre ou justifier les dirigeants communistes français que de rappeler que leur sectarisme unicentrique, leur attachement au culte de Staline et au culte de l'U.R.S.S. ne relève pas d'une débilité mentale particulière — comme le pensent les Italiens — mais résulte d'un *choix*.

FRANÇOIS FEJTO.

(20) Cf. l'article de Luigi LONGO : « L'expérience centre-gauche en Italie », dans *Problèmes de la paix et du socialisme*, mai 1962.

(21) Cf., sur l'attitude communiste en cette matière, l'article de Louis BAILLOT, membre du C.C. du P.C.F., dans le numéro de mai 1962 de *Problèmes de la paix et du socialisme*, organe de liaison des P.C. paraissant à Prague (éd. française, p. 154).

LA POLITIQUE ET LA VIE

Il me semble impossible de répondre honnêtement à une question concernant le rôle du problème politique par rapport à d'autres secteurs de la vie sans un effort sérieux d'autoanalyse, sans références autobiographiques, et il faudrait alors écrire tout un livre, comme l'a fait Edgar Morin pour son *Auto-critique*. Je pense, toutefois, que le but d'un questionnaire tel que celui d'*Arguments* n'est pas de demander aux participants de développer des idées en profondeur (elles ne peuvent être que très sommairement esquissées ici), mais plutôt d'enregistrer certaines transformations d'opinion et d'atmosphère intellectuelle.

Les problèmes politiques se posent d'une façon différente à l'intérieur de la Société Industrielle (réalisée aux Etats-Unis et en Europe Occidentale, en voie de réalisation en U.R.S.S. et en Europe Orientale) et dans le Tiers-Monde. Le problème primordial de la satisfaction des besoins, de la libération du joug de la nécessité est virtuellement résolu par la Société Industrielle moderne. A l'échelle mondiale, le premier problème est de quelle façon le Tiers-Monde va accéder aux bienfaits de la Société Industrielle. Ce problème est compliqué par « l'accélération de l'histoire » (impatience de l'intelligentsia « révolutionnaire » des pays d'Amérique Latine, des nouveaux pays d'Asie et d'Afrique, intelligentsia formée en Occident ou en U.R.S.S. et incapable de penser autrement qu'en termes immédiats de société industrielle) et par la terrifiante poussée démographique. L'industrialisation du Tiers-Monde (l'établissement de la Société Industrielle à l'échelle globale) peut se faire sur le mode concentrationnaire stalinien (sous la direction probable de la Chine) ou à travers un investissement massif (et apparemment désintéressé) de capitaux par les Etats-Unis, l'Europe et l'U.R.S.S. Ce deuxième mode d'industrialisation, qui épargnerait au tiers de l'humanité le sacrifice de deux générations condamnées à l'esclavagisme moderne, ne pourrait se faire qu'à deux conditions, une matérielle, l'autre psychologique. La première condition est l'arrêt en Occident et en U.R.S.S. de la course aux arme-

ments (la perspective de la bombe nucléaire chinoise rend les perspectives de désarmement aléatoires) qui libérerait une partie de l'immense capital nécessaire pour industrialiser le Tiers-Monde dans les actuelles conditions technologiques et administratives. L'obstacle psychologique est encore plus dur : l'opinion publique occidentale, endormie par la rhétorique archaïque de ses dirigeants, n'est pas prête à admettre que ses propres intérêts se confondent, à long terme, avec ceux de l'humanité entière. L'avènement de la Société Industrielle à l'échelle globale ne fait pourtant pas de doute (à condition évidemment d'éviter la guerre nucléaire qui réduirait à néant tout raisonnement sociologique ou politique), car même si l'industrialisation du Tiers-Monde se faisait sur le mode stalinien, elle déboucherait finalement sur une forme de société de masse dont nous pouvons prévoir certaines caractéristiques d'après ses différents degrés de réalisation aux Etats-Unis, en Europe Occidentale et même en U.R.S.S. Le problème majeur qui se posera alors (qui se pose déjà) est celui de l'Apocalypse démographique. Près de trois milliards d'hommes vivent aujourd'hui. Ils seront six milliards en l'an 2000. La population mondiale doublant tous les quarante ans, ils seraient, au rythme actuel d'accroissement, 700 milliards dans trois cent ans. c'est-à-dire un homme tous les dix mètres carrés en 2262. Vers 2500, ils se touchent tous, comme dans certains tableaux d'Enfer de Jérôme Bosch. Ce simple calcul démontre l'aveuglement d'économistes catholiques qui songent à nourrir l'humanité de plancton, tant la régulation des naissances leur répugne. Dans les dernières pages de *La conscience de Zeno*, Italo Svevo évoque cet avenir monstrueux où chaque mètre carré sera occupé par un homme ». Et il prévoit — en 1920 — « un homme fait comme tous les autres qui, dans le secret de sa chambre, inventera un explosif incomparable, par rapport auquel tous les explosifs existants seront considérés comme des jouets inoffensifs... Il y aura une explosion énorme et la terre, revenue à la forme de nébuleuse, errera dans les cieux, privée de parasites et de mala-

dies ». En effet, on ne peut dénoncer la menace nucléaire sans dénoncer la menace démographique. Et voilà déjà un problème qui n'est pas d'habitude considéré comme « politique » mais qui doit le devenir si l'humanité veut échapper à la logique « polémologique » de Gaston Bouthoul. A la mesure de l'ombre de Marx commence à surgir du lointain XIX^e siècle une autre ombre géante : celle de Malthus. L'avenir est proche où des partis politiques demanderont l'abolition des allocations familiales, avant d'exiger des taxes progressives à partir d'un troisième enfant.

Je n'ai pas comparé Malthus à Marx par hasard. Il me semble possible que seule une humanité crépusculaire, ayant opté pour la civilisation et la liberté contre la croissance et la tentation de survie ne serait-ce que sous la forme anonyme de la continuité de l'espèce, pourrait réaliser une forme de société communiste : c'est à travers Malthus qu'on pourrait arriver à Marx. Cette humanité serait-elle d'ailleurs condamnée à l'extinction, une fois son « élan vital » contrôlé ? Je ne le crois guère — c'est le côté « fin de l'histoire » qui m'a toujours le plus gêné dans la conception marxienne de la société sans classes. Marx et Malthus ont tous les deux établi des diagnostics clairvoyants pour les problèmes de l'humanité contemporaine, ils se sont tous les deux trompés dans leur thérapeutique. En effet, le chemin vers la société sans classes ne mène pas nécessairement à travers la « dictature du prolétariat », mais à travers cette société de masse que secrète la nouvelle révolution industrielle. Pour moi, les termes de « gauche » et de « droite » n'ont aujourd'hui de sens profond que par rapport à la façon dont on se place vis-à-vis de la société de masse et de sa superstructure — la culture de masse. La critique de la société de masse ne peut être consistante qu'à partir de critères élitaires, aristocratiques, spiritualistes. Ortega y Gasset, Karl Jaspers, T. S. Eliot, Gabriel Marcel ont le droit de déplorer l'avènement de la société de masse, car ils croient qu'un certain niveau de « culture », de « goût », de « spiritualité », ne peut être maintenu que par des élites. Mais si l'on croit que la promotion matérielle et la promotion culturelle qui s'ensuit des « masses » n'est pas une affaire de « perles aux cochons », mais l'abolition d'un intolérable système de privilèges tacites, on n'a pas le droit de refuser cette forme de révolution sous prétexte qu'elle ne coïncide pas avec une forme de pensée

révolutionnaire traditionnelle. Rien ne me paraît plus absurde que la critique néo-marxiste, savamment formulée en termes d'« aliénation » de la société de masse. Il y a un intolérable puritanisme, un intolérable mépris des hommes dans cette façon de déplorer un ensemble inséparable de phénomènes qui a transformé la vie de la majorité de la population du monde occidental en la rendant plus confortable, plus variée, plus plaisante, plus libre. La critique de la société de masse et de la culture de masse à partir de positions de gauche me semble camoufler en rationalisme des réactions affectives très suspectes. N'y a-t-il pas là un problème de vocabulaire ? Il est certain que ceux qui nous parlent d'*atomisation*, de *déracinement*, d'*anonymité*, de *vulgarisation*, introduisent en nous un sentiment d'inquiétude, car ces termes correspondent en effet à certains phénomènes contemporains. Mais il suffirait de remplacer atomisation par « individualisation », déracinement par « libération des liens ataviques », vulgarisation par « accès élargi à la culture », anonymité par « liberté de la vie privée », et nous aurions de notre époque une toute autre image.

Voici encore une façon un peu longue de dire que les problèmes « politiques » me semblent en effet inséparables des autres problèmes et aspects de la vie. Nous connaissons assez « d'hommes de gauche » (surtout en France et en Italie) qui sont « de gauche » partout sauf dans la vie et dans leur propre métier. « Hommes socialisés » de gauche, mais maris, amants, camarades, patrons, amis de droite. Mais romanciers, architectes, médecins, psychologues de droite.

Mes remarques précédentes concernaient ce que je crois être l'évolution possible du monde à long terme. Elles indiquent d'une façon sommaire pourquoi je tiens les oppositions traditionnelles Est-Ouest, socialisme-capitalisme et même communisme-démocratie, comme potentiellement dépassées. Le socialisme est en voie de devenir paradoxalement une superstructure idéologique des nouveaux nationalismes du Tiers-Monde (de même que le « libéralisme » pour les nationalismes européens du XIX^e siècle). En Inde « socialiste », l'Etat dispose de 13 pour cent du produit national brut, tandis qu'en Amérique « capitaliste » l'Etat dispose de 20 pour cent. Le capitalisme d'Etat en U.R.S.S., les nationalisations et le principe acquis d'une économie mixte dans les pays de l'Occident contribuent à effacer ces oppositions. Et

je ne crois pas que le système parlementaire traditionnel soit la seule formule d'un mode de vie démocratique, ni qu'il soit applicable partout, ni même qu'il soit éternel. A l'intérieur de chaque système il existe des tendances qui mettent l'accent sur « l'ordre » (la droite) et d'autres qui préfèrent « la liberté » (la gauche). Il suffirait sans doute que ces tendances puissent s'exprimer et que sur chaque problème donné on puisse choisir librement entre les solutions donnant la préférence à l'ordre ou à la liberté. Les conseils ouvriers de la Révolution hongroise et les spéculations politiques des révisionnistes polonais ont préfiguré des solutions démocratiques qui finiront sans doute par triompher à l'intérieur du monde communiste. Mais tout cela se rapporte à une perspective « du XXI^e siècle » tandis que nous vivons encore un peu au XIX^e. Là où les événements se posent en termes du siècle passé, il semble parfaitement légitime d'agir en fonction de réflexes hérités du siècle passé et qui sont naturellement les nôtres. Ainsi, si je ne crois pas à la mystique révolutionnaire, je tiens certains « moments révolutionnaires » pour réels et vivifiants. Lorsqu'un mouvement révolutionnaire parvient à dire aux déshérités, aux colonisés, à ceux qui réincarnent aujourd'hui le prolétariat du temps de Marx : ce pays est à vous, ces bâtiments sont à vous, ces rues sont à vous, vous ne vous abaissez plus devant personne, ce mouvement leur confère une dignité qui subsistera même si ces promesses ne se réalisent jamais. La Révolution hongroise en a été un exemple d'autant plus frappant qu'elle a démasqué l'hypocrisie d'une tyrannie réactionnaire exercée au nom des opprimés. La lutte des Algériens pour l'indépendance était aussi un de ces « moments révolutionnaires » et la question de savoir si les membres du réseau Jeanson avaient tort ou raison me semble absurde pour un homme de gauche : ils ont incarné en France la solidarité révolutionnaire internationaliste qui doit continuer à se manifester tant que l'industrialisation à l'échelle globale n'aura pas éliminé les séquelles du féodalisme et

du capitalisme. Mais ce qui me paraît plus absurde encore est de rationaliser cette solidarité immédiate en attribuant au mouvement nationaliste algérien une sorte de messianisme révolutionnaire. La révolte de Fidel Castro contre Batista — et même la résistance de Cuba contre la mainmise des Etats-Unis était un autre de ces « moments révolutionnaires » privilégiés, qui a d'ailleurs eu une conséquence positive à plus long terme : l'effort de révision de la politique américaine envers l'Amérique du Sud. Mais il est évidemment absurde de croire que Castro ne peut tomber dans les travers réactionnaires de la bureaucratie communiste et encore plus absurde de penser, comme le fait parfois la « nouvelle gauche » anglaise ou française, que le socialisme européen peut appliquer à ses propres conditions historiques et sociales la démagogie autoritaire et populiste de Castro !

Pour terminer, je crois que l'analyse sociologique moderne pourrait nous aider à rectifier certaines erreurs de calcul de Marx et surtout à éviter les tyrannies, les massacres, l'hypocrisie de ceux qui s'en réclamaient ayant conquis le pouvoir. Mais je crois aussi que nous avons affaire, dans la vie sociale, politique, culturelle, à de nombreux obstacles anachroniques et qu'un effort de « comprendre » le monde moderne ne devrait pas nous décourager de les combattre par des moyens que nous considérons, intellectuellement, comme dépassés. Je vais énumérer ces ennemis du progrès dans l'ordre de l'importance qu'ils ont à mes yeux : le fascisme, le racisme, le stalinisme, le nationalisme, le conformisme communiste, le spiritualisme organisé (et en particulier l'Eglise catholique). Si je ne nomme pas le capitalisme, c'est que s'il est réactionnaire il se condamne lui-même, et s'il est prêt à s'adapter aux structures du monde moderne je le crois capable d'apporter une contribution importante à la réalisation d'une Société Industrielle à l'échelle globale avant, sans doute, de disparaître à son tour.

K. A. JELENSKI.

LA VOIE DU P.S.U.

« Si les syndicats sont indispensables pour la guerre d'escarmouches quotidiennes entre le capital et le travail, ils sont encore beaucoup plus importants en tant qu'appareils organisés pour hâter l'abolition du système du salariat. »

(Karl MARX : Résolution sur les syndicats adoptée par le Premier Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs, à Genève, 1866.)

« ... Chaque mouvement dans lequel la classe ouvrière s'oppose en tant que classe aux classes dominantes et cherche à les faire plier par une pression de l'extérieur, est un mouvement politique... »

» Et c'est de cette façon que de tous les mouvements économiques isolés des ouvriers, surgit partout un mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de la classe pour faire triompher ses intérêts sous une forme générale. »

(Karl MARX, Lettre à F. Bolte, 23 février 1871.)

Le fait que nous retrouvions ces propos de K. Marx dans ce numéro d'*Arguments* dont l'ambition est de faire le point sur les partis n'est pas un simple hasard. Et ce n'est pas un hasard non plus si la préparation de ce numéro a coïncidé avec la passionnante enquête entreprise sur ce sujet par le récent numéro d'*Esprit* (1). Enfin la coïncidence n'est pas gratuite qui fait que l'enquête nous renvoie en permanence et en priorité au P.S.U. et que dans le présent numéro, nous nous proposons de présenter le P.S.U. à propos de la reconsidération de la nature, de la fonction et de l'efficacité des partis et des syndicats. examens que les faits nous imposent.

Car là réside la double clé de ce dont nous avons refusé de laisser l'explication au hasard.

Ce n'est en effet que parce que la situation est devenue telle que partis et syndicats ne répondent plus aux cadres qui étaient les leurs jusqu'à la Libération. soit que ceux-ci se soient vidés de leur substance, soit qu'ils soient devenus trop étroits pour exprimer les nouvelles possi-

bilités qui se sont fait jour : ce n'est que parce que les sphères d'intervention des partis et des syndicats se confondent toujours plus dans la vie politique et économique de ces dernières années, que ce problème est devenu un centre d'intérêt pour la réflexion politique.

Cependant, une telle problématique n'a rien de gratuit, de purement universitaire, car elle a fait plus que surgir des faits comme une question théorique : elle s'est posée elle-même à la vie politique, comme fait social et politique. Car ce n'est pas une question qui a surgi ainsi de la société française contemporaine, ou plutôt, la problématique qui a surgi sur le fond d'évolution des structures socio-économique contemporaine comme fait politique et social, c'est le P.S.U. lui-même.

La matière de l'enquête du numéro d'*Esprit* comme de celui d'*Arguments* est en effet une des bases de l'analyse et de l'action du P.S.U. dont l'existence même comme parti est dans une large mesure la réponse au vide politique que désignait l'évolution même des structures sociales et des rapports de classe de la société française actuelle.

Une société historique qui au cours de son évolution voit se modifier les rapports de force entre classes et les conditions spécifiques de leurs rapports ; des superstructures politico-institutionnelles et des types de stratégie qui couvrent une période en répondant plus ou moins adéquatement à la fonction pour laquelle et par laquelle ils se sont constitués ; puis le processus de développement des forces productives créant des nouvelles conditions auxquelles les anciennes superstructures ne correspondent plus, enfin le surgissement de nouvelles formes d'organisation portées par la dynamique des rapports sociaux.

Tel est le schéma abstrait que l'existence du P.S.U. illustre et confirme.

Mais nous n'aurions encore rien dit quant au rôle et à la signification du P.S.U. des partis et des syndicats aujourd'hui, si nous ne nous efforcions de rendre compte des conditions particulières qui sont faites au mouvement ouvrier à l'heure de la difficile liquidation du colonialisme et de la mise en place des

(1) Mars 1962.

structures et des relais du néo-capitalisme.

Sans vouloir faire une analyse qui déborderait nécessairement le cadre et les colonnes d'un simple article, nous nous contenterons de présenter le P.S.U. uniquement à travers la mise en question des organismes de masse dans ces dernières années.

Cette élucidation ne devra pas être prise comme une réponse aux problèmes concrets que nous pose la société contemporaine, car nous l'avons dit, la question elle-même, loin d'être professorale, relève de la praxis : seul le militant peut prétendre l'affronter avec quelques chances de la résoudre partiellement dans le sens de son engagement.

* * *

Les raisons d'une conception erronée.

Nous avons donc choisi de poser le « problème P.S.U. » à propos d'une recherche qui concerne aussi bien les syndicats que les partis, et nous avons déjà fait remarquer que le fait que nous retrouvions (cf. *Esprit*) constamment le P.S.U. à la croisée du problème du champ d'action des partis et des syndicats et de leurs relations réciproques, était en lui-même significatif.

C'est dire qu'il n'est pas inutile de faire le point sur une opinion qui se dégage couramment des propos du Français moyen, c'est-à-dire de celui qui puise ses informations dans la grande presse ou sur les ondes — ceci en opposition avec l'enquête en question qui était menée sur le terrain du travail. Selon cette vue discursive, le P.S.U. serait donc soit une espèce de demi-mesure entre un P.C.F. « efficace » et une S.F.I.O. donnant des garanties « d'antibolchevisme », soit un juste milieu entre les deux mêmes protagonistes, mais un milieu pur de toute « trahison » social-démocrate, comme de toute sclérose stalinienne.

Assurer le pont entre les deux partis qui se partagent tant bien que mal la confiance de la classe ouvrière ou pallier à leur errance momentanée ou définitive, il ne s'agit dans chacun des cas que de rétablir une situation troublée par la défiance des partis traditionnels.

Cette conception est d'ailleurs assez largement partagée — au sens propre du terme — par les deux partis traditionnels en question qui retiennent chacun un côté de l'explication « naïve » : pour la S.F.I.O. nous avons choisi « l'ombre des

gibets » (2), tandis que Gauraudy nous réserve une place dans sa vision idyllique et parlementaire de la France Socialiste de demain... dans une S.F.I.O. réunifiée, sans Mollet.

Et certes, cette vue, qu'alimentent et se partagent social-démocratie et communistes de tradition stalinienne, semble trouver une justification dans la situation actuelle : en face d'une gauche impuissante et éclatée, d'un mouvement ouvrier profondément divisé, le P.S.U. est justement amené à combler l'hiatus qui paralyse la gauche, à jouer le rôle de rassembleur des forces dispersées pour devenir une plaque tournante entre des organisations qui se sont coupées jusqu'au dialogue.

Le dialogue que les éléments d'origine les plus diverses — communistes, socialistes, catholiques, mendésistes, trotskistes, militants d'associations de base — s'efforçaient de renouer par-delà les barrières posées par les états-majors des partis, est devenu possible avec l'existence du P.S.U.

Cependant le stade du dialogue est maintenant dépassé et ces anciens militants peuvent aujourd'hui totaliser leur expérience qui est celle de l'insuffisance d'une stratégie périmée que l'on s'acharne à vouloir immuable et qui porte sa part de responsabilité dans la situation actuelle du mouvement ouvrier.

Et cette « totalisation », par le seul fait qu'elle ait réussi à créer ses propres structures d'action et à intervenir dans le domaine politique et social, constitue par elle-même une preuve de l'inadéquation des partis traditionnels de la classe ouvrière ou de leur stratégie, aux nouvelles conditions de lutte qui leur sont faites par l'évolution des forces productives et la reconversion des anciennes structures coloniales.

Il appartient donc au P.S.U. de travailler à réaliser les conditions qui rendront possible une action et une politique ouvrière unitaire sur des objectifs de classe. Il serait naïf de croire qu'il suffit pour réaliser ces objectifs de recoller les morceaux : c'est seulement en fonction de la dynamique du capital en tant que rapport social de production,

(2) C'est du moins ainsi que l'*Avenir* qualifie le choix des étudiants du P.S.U., à propos d'une lettre où je notifiais à l'I.U.S.Y. (Internationale des Jeunes social-démocrates), la décision de notre Congrès de demander le statut d'observateur à la F.M.J.D. (Internationale à prédominance communiste).

qu'il est possible d'élaborer les assises d'une action programmatique qui rassemble les travailleurs sur des positions offensives.

Pourquoi, demandera-t-on, le travail de renouveau tend-il à se centraliser politiquement autour du P.S.U. au lieu de se concrétiser au sein des formations traditionnelles comme c'est le cas pour l'Italie ?

C'est là l'objet d'une analyse qui dépasse encore une fois le cadre de ces colonnes (3).

Ce qui est certain, c'est que la S.F.I.O. a « changé de bord » (non accidentellement, par on ne sait quel machiavélisme de son secrétaire général, mais fondamentalement par une évolution profonde), et que le P.C.F., héritier d'une stratégie stalinienne qui a eu sa justification historique, reste attaché à des analyses et à des méthodes d'action, qui ne répondent plus aux exigences de la situation actuelle.

A mesure qu'évoluaient les conditions de production et que changeaient les cadres institutionnels canalisant ce nouveau procès, les vieux schémas se vidaient toujours plus de leur force mobilisatrice et le vide politique de la gauche s'accusait toujours plus.

Le nouveau et l'ancien.

Dans ce domaine comme partout, il est des limites : les limites ont été franchies qui ont rendu nécessaire et possible la création d'une organisation qui assume la dimension politique d'un type de démarche syndicale né de l'évolution des rapports entre capital et salariat.

Car une pratique originale qui ne cadre pas avec les mots d'ordre habituels des partis de gauche tend à s'imposer au niveau de l'entreprise, de l'unité de production. En face des possibilités d'un jeune patronat dynamique, prêt à satisfaire les petites revendications de salaire qui sont bien souvent le ressort du syndicalisme traditionnel, un nouveau type de stratégie se fait jour dans les sections syndicales, à travers les comités d'union, qui promeut des formes de luttes et de revendications unitaires et originales leur assurant une position d'offensive sociale.

Et c'est là que l'on commence à entrevoir le sens et le rôle du P.S.U., car tout à l'heure nous avons volontaire-

ment négligé ce qui, selon nous, dévoile la vocation du P.S.U. : le fait qu'il est essentiellement un terrain commun ou des militants de différentes centrales syndicales élaborent en tant que militants socialistes la plateforme politique susceptible d'impulser, d'unifier, de prolonger dans l'action même le combat permanent des travailleurs.

Le P.S.U. apparaît maintenant comme l'expression ou la manifestation politiquement organisée de ce qui a changé dans la société et dans la classe ouvrière depuis le Front Populaire.

Or beaucoup de choses ont changé depuis ce temps, et nous en sommes aujourd'hui à l'époque de la standardisation du *way of life*, de la vente à crédit du frigo, de la télé ou de la voiture.

Ce qui a changé, ce sont les conditions qui rendaient possible un Front Populaire : ce qui n'a pas changé c'est l'obstination stérile du P.C.F. à entretenir l'illusion nostalgique d'une répétition du passé, en pratiquant la politique de la « main tendue » à une S.F.I.O. dont le déplacement de la base électorale fait précisément de sa garantie d'anticommunisme sa vertu première.

Ce qui n'est plus, c'est le pouvoir parlementaire par le moyen duquel une moyenne bourgeoisie tempérait le pouvoir du grand capital, et cette disparition laisse aujourd'hui côte à côte une petite bourgeoisie frustrée de son régime parlementaire et un capitalisme d'Etat ou de monopole privé qui met en place ses propres institutions. Ce qui se perpétue, c'est la structure et le programme des partis parlementaires qui en sont encore à revendiquer leurs propres conditions d'existence : la restauration et la rénovation de la démocratie et des institutions républicaines.

Ce qui changeait, c'était le capitalisme de papa, le colonialisme conquérant à la Bugeaud, l'attitude des pays colonisés : ce qui ne changeait pas, c'était l'attitude du P.C.F. préconisant la voie de l'Union française (4) à la Révolution algérienne.

Ce qui est nouveau, ce sont dans les entreprises modernes les rapports entre le technicien, l'ingénieur et l'ouvrier — non plus manœuvre spécialisé, mais ouvrier professionnel —, dont le niveau qualification tend à combler l'hiatus qui existait auparavant parmi les travailleurs. Ce qui reste inchangé, c'est l'hos-

(3) Cf. à ce sujet mon article « Lutte des classes et coexistence pacifique », à paraître dans la revue *Vers le Socialisme*.

(4) Cf. *Humanité* du 13 avril 1956, article de Fajon). Cf. *Cahiers du Communisme*, 1956, article de L. Feix.

tilité des consignes staliniennees envers ceux que l'on s'acharne à assimiler aux gardes-chiourmes de l'époque tayloriste.

Le nouveau, ce sont les contestations des structures de production et les revendications pour une planification démocratiquement élaborée qui impulse les jeunes générations syndicalistes des travailleurs industriels, agricoles ou intellectuels. Ce qui reste pratique courante, c'est la défense des intérêts immédiats des classes moyennes par le P.C.F., la défense du « petit » (bouilleurs de cru, propriétaire, commerçant, etc.) contre le « gros », et contre ce syndicalisme d'un nouveau style sanctionné de l'épithète « réformiste ».

En bref, ce qui a changé au cours de l'histoire de ces dernières décennies, c'est le terrain même du conflit des classes, les structures socio-économiques du rapport entre capital et salariat. Et c'est pourquoi notre polémique avec nos camarades communistes commence au niveau de l'analyse du néo-capitalisme, et aboutit à des prises de position radicalement différentes à l'égard de la démocratie parlementaire.

Le conflit Etat-Parlement.

Le cadre économique du conflit est celui de l'expansion que connaît la France depuis la Libération et qui coïncide avec une reprise démographique renversant le mouvement malthusien de l'entre-deux guerres. Cette expansion voyait une rapide évolution du capitalisme libéral de style concurrentiel vers un capitalisme oligopolistique ; les nécessités propres à la technique et l'existence de ces monopoles, ont fait de l'étude du marché, de la prévision, de l'élaboration de plans projectifs, une donnée essentielle du néo-capitalisme. Donnée qui contenait en elle-même l'élimination du petit capital ou sa régression à un statut de dépendance économique.

Le développement des dépenses militaires et des dépenses d'ordre public, accéléré par la dernière guerre, tout comme le développement des dépenses d'ordre social rendues nécessaires par l'existence d'une demande importante requise par le mécanisme de la société de consommation, ont fait de l'Etat un élément dominant de la scène économique.

Le monde capitaliste, qui en est venu à adapter à son système des méthodes propres au monde socialiste, comme la

planification, a élevé de même au rang de pratique courante l'intervention de l'Etat dans ce qui était autrefois le champ libre de l'offre et de la demande.

Si nous tentons schématiquement de définir les secteurs d'intervention de l'Etat, nous nous apercevons que son rôle est déterminant :

— Sur le plan social, avec le budget défini comme « pompe aspirante et refoulante », utilisant les revenus de certaines catégories sociales pour les distribuer à d'autres ;

— Sur le plan économique : l'Etat est le premier capitaliste pour le pourcentage de ses investissements productifs et non productifs : il oriente l'économie par ses choix, il est le « chef d'orchestre » de l'économie nationale ;

— Sur le plan politique : nous assistons à une concentration du pouvoir dans les mains des personnages (grands capitalistes ou haut fonctionnaires) qui gravitent autour de l'Etat, ou en constituent l'appareil, au détriment des représentants des groupes d'intérêts locaux.

Une caractéristique essentielle de l'Etat moderne réside dans la complémentarité des intérêts entre les technocrates privés ou publics, entre les hauts fonctionnaires et les pouvoirs économiques, entre le gros capital et l'homme politique.

Le parlementaire est au contraire essentiellement dépendant des groupes de pression locaux, et comme tel il représente principalement des couches archaïques de la production (en bref les P.M.E.) qui restent un secteur numériquement important de la population.

Le conflit entre l'Etat et le Parlement se manifestait alors par l'hostilité du Parlement à toute politique sociale ou économique d'envergure. Cependant derrière l'avalanche des gouvernements de la IV^e, la politique financière, économique et étrangère ont eu une réelle continuité. C'est dire que les options qui engagèrent le pays étaient prises hors du canal parlementaire, au niveau des pouvoirs économiques et de la haute administration.

Le terme provisoire de ce processus est connu de tous : ce fut l'écroulement de la vieille façade parlementaire.

Le travailleur et l'Etat.

Désormais la confrontation entre la société du travail et l'Etat n'est plus voilée par l'écran parlementaire. Le problème de l'entreprise n'est plus seu-

lement un problème électoral dont on se décharge sur le député, mais il est immédiatement perçu comme problème du pouvoir.

Aussi n'est-ce pas un hasard si les travailleurs des super-entreprises capitalistes en arrivent en certains cas à poser explicitement le problème du contrôle économique de l'entreprise (5) ; ce n'est pas un hasard si le jeune syndicaliste paysan oppose ses exigences au capitalisme privé en ce qui concerne la mise en place de structures économiques régionales (6) ; ce n'est pas un hasard si l'U.N.E.F. élabore elle-même les plans de réforme de l'enseignement pour en arriver à poser le problème de la planification démocratique.

Les problèmes de la société contemporaine tendent de plus en plus à être posés par les travailleurs eux-mêmes à un niveau qui amène aussitôt la confrontation avec l'Etat technocratique.

Cet Etat qui se présente aujourd'hui comme la chose de De Gaulle n'en est pas moins une forme de pouvoir que le grand capital s'est donnée en France à travers ses conflits et ses contradictions. L'ambiguïté de son origine putchiste ne fait que traduire l'ambiguïté de sa situation présente : le pouvoir économique qui a atteint un degré extrême de concentration (7), ne repose sur aucune base sociale. Le choix du régime gaulliste est de procéder à l'aménagement des structures de production et de direction moyennant quelques menus compromis avec les secteurs arriérés de la production qu'il se soumet et élimine en partie.

Contrairement à ce qui se passe en Italie, où après la tentative néo-fasciste du gouvernement Tramboni ruiné par la mobilisation populaire des journées de juillet 1960 (8), l'ouverture à gauche est rendue possible par l'existence d'une

masse catholique progressiste, le néo-capitalisme en France ne disposant pas d'assises sociales propres, n'a de choix pour réaliser son expansion qu'entre une base réactionnaire (les P.M.E.) et la reconnaissance de la vocation des travailleurs à participer au pouvoir, ce qui est la négation du principe même sur lequel repose la société occidentale.

Syndicalisme et politique patronale.

Transformer le travailleur en unité de consommation, tel est le nerf d'une politique patronale qui comporte plusieurs aspects ou étapes :

— court-circuitage du syndicalisme classique par la pratique d'une politique de hauts salaires ;

— tactique de différenciation salariale au niveau de l'entreprise pour masquer la communauté de la situation des travailleurs et atomiser leurs revendications ;

— politique d'ensemble de compartimentage du monde des salariés en domaines volontairement considérés comme indépendants par le patronat (industrie, commerce, agriculture, université, etc.) ;

— intégration du travailleur à l'entreprise, (qualification « maison », intérêt à l'entreprise, participation aux bénéfices sous forme d'attributions de prime, voire d'actions).

Dans ces conditions, le syndicalisme ne peut se contenter au nom de la thèse de la paupérisation d'en rester aux revendications salariales qu'il est dans la politique du patronat d'accorder, il ne peut se résigner à laisser par rigueur doctrinale le néo-capitalisme réaliser ses objectifs point par point.

Et voici pourquoi c'est au niveau syndical que la résistance des travailleurs au patronat s'organise effectivement, pourquoi aussi les partis parlementaires ont perdu contact avec les travailleurs sinon avec l'électeur, et pourquoi les syndicats mobilisent plus dans la rue que les partis (le calendrier des manifestations depuis le 27 octobre 1960 le prouve abondamment).

Ainsi on comprend mieux qu'un nouveau syndicalisme puisse se développer qui récuse tout suivisme à l'égard des objectifs souvent « diplomatiques » ou électoralistes des partis de gauche, qui refuse de servir de force d'appoint à ces partis et encore plus de servir de relais pour répercuter à la base les mots d'ordre des états-majors politiques.

(5) Cf. études de S. MALLET, *Cahiers du Centre d'études socialistes*, n° 7-8, cf. aussi monographie sur la Thompson-Houston, à paraître.

(6) Cf. discours de Bruel au dernier Congrès de la F.N.S.E.A.

(7) Cf. Statistiques et études financières, mars 1961 : 0,24 % des entreprises assurent 45,8 % du chiffre d'affaires national (industrie et commerce). Cf. aussi *Statistiques et études financières*, avril 1960 : 55 % des salariés sont employés par 0,7 % des entreprises. Voir aussi *Analyses et Documents*, n° 15.

(8) On se rappelle le bilan tragique de ces journées : la police tira, en Sicile, en Emilie... Reggio Emilia à elle seule, compta cinq morts et une quarantaine de blessés.

Bien au contraire, le militant syndicaliste prend de plus en plus conscience que c'est à partir des problèmes du monde du travail qu'une politique socialiste peut réellement être élaborée.

Quelques exemples.

En tant qu'ouvrier d'une entreprise de type néo-capitaliste, il bénéficie d'une stabilité d'emploi dont l'O.S. (manœuvre spécialisé) est privé. Et ceci suffit, dans les conditions actuelles, à orienter le syndicalisme sur des positions de planification démocratique au niveau régional.

Ainsi l'établissement des raffineries modernes de Donge, en Loire-Atlantique, a entraîné le mécanisme du crédit et par là la revendication d'élargissement du fonds de chômage (9) pour les ouvriers des chantiers navals de Saint-Nazaire, l'établissement du premier A.S.S.E.D.I.G. de France, pour déboucher enfin sur le plan C.F.T.C. de reconversion nationale de la région nantaise qui s'oppose aux investissements privés et pose le problème du contrôle démocratique du plan par les travailleurs. (Cf. rapport sur la planification démocratique présenté par G. Leclerc au XV^e Congrès de la C.F.T.C.)

Contrôlant techniquement le fonctionnement de forces de production toujours croissantes (cf. *supra* : augmentation du capital investi), l'ouvrier, le technicien sont amenés à prendre conscience de la contradiction fondamentale de leur condition : ils détiennent la réalité technique du pouvoir, leurs représentants syndicaux possèdent, eux, la compétence économique requise pour la marche de l'usine, mais ils sont, les uns et les autres, systématiquement tenus à l'écart des sphères où s'élaborent les choix de l'entreprise. Amenés à contrer techniquement la politique patronale, la revendication technique en acquiert une dimension politique.

De même Bruel, leader de la F.N.S.E.A., posait, un an avant les événements de Decazeville, le problème de la reconversion des Charbonnages : il affirmait la nécessité d'une reconversion régionale planifiée, excluant tout investissement privé. Dès janvier 1962, un conseil régional du plan avec représentation paritaire

des syndicats ouvriers, paysans et enseignants, a avancé des revendications pour une autonomie régionale et pour un plan de reconversion démocratiquement contrôlé.

Ce ne sont là que de rapides allusions à des faits qui parlent d'eux-mêmes et auxquels il suffit d'opposer cette laconique déclaration de M. Villiers, président du C.N.P.F. : « Il n'est pas pensable que la responsabilité de la décision puisse être partagée », pour situer le terrain de la confrontation véritable.

En face d'une telle déclaration, les positions du syndicalisme étudiant (50^e congrès de l'U.N.E.F., avril 1961) prennent un relief politique :

« ... Le mouvement étudiant doit s'interroger sur les structures et les options économiques qui donnent à l'Université sa physionomie actuelle, sur celles qui assureraient un plein développement de la nation, ainsi que sur les possibilités d'expression démocratique en matière de choix économique.

» ... Mandate le bureau... pour étudier avec les organisations syndicales et les mouvements de jeunesse les problèmes de développement et d'adaptation de l'Université, les questions relatives à l'aménagement du territoire et la participation à la gestion. »

L'U.N.E.F., partie d'une conception corporatiste pose aujourd'hui explicitement le problème des « options économiques » du pays et celui de la « participation à la gestion » des travailleurs des différents syndicats. Il semble, à l'heure actuelle, que l'U.N.E.F. prenne de plus en plus conscience que les revendications sectoriales doivent être dépassées à travers l'élaboration commune des travailleurs des différentes branches de la production ; que les projets de réformes structurales n'ont de sens, et de chance d'être actualisées, qui si elles sont reprises au sein d'un programme qui ne peut être fondamentalement que socialiste, que si ces revendications sont totalisées au niveau politique sur des objectifs mobilisateurs, bref que si les thèmes de l'U.N.E.F. sont débattus au niveau de la *polis*, de la politique.

Un mouvement politique de classe.

Au delà donc de la carence des partis parlementaires de gauche, la lutte concrète entre capital et salariat au niveau de l'unité de production débouche directement sur le problème du pouvoir et fournit les éléments d'une stratégie ouvrière possible.

(9) Pour leur permettre d'affronter le crédit, implanté dans la région par les ouvriers de Donge. Mais cette mesure, bien sûr, ne suffit pas à satisfaire les travailleurs. D'où le plan de reconversion.

Systématiser et coordonner les conflits locaux et les démarches syndicales dispersées en un programme politique d'ensemble qui tout à la fois rassemble les travailleurs et leur propose des méthodes d'intervention propres à faire échec à l'offensive du néo-capitalisme et à contraindre celui-ci à abandonner le monopole du pouvoir, telle est la tâche que le P.S.U. vise à travers les alliances impliquées par le Front Socialiste.

Car le P.S.U. n'est pas seulement le parti de la paix en Algérie, de la « guerre à la guerre » : il est essentiellement l'expression politique d'un courant de renouveau militant qui prend sa source dans la restructuration du champ capitaliste et dans les changements qui en résultent au niveau des rapports de production. Le nombre de syndicalistes et d'intellectuels qui le composent est caractéristique de la phase initiale de ce processus. Le Front Socialiste réserve une place à part entière aux syndicats dans la vie politique pour les mettre en condition de tirer toutes les conséquences politiques de l'insertion de la lutte syndicale dans le champ du pouvoir économique.

Le rôle de rassembleur qui était tout à l'heure attribué, mais d'une façon naïve, au P.S.U. passe en fait par l'élaboration politique du fait nouveau et majeur qu'est la promotion du syndicat comme force d'intervention dans la vie du pays.

Car c'est à partir de la pratique syndicale qu'il devient possible d'esquisser dès à présent les grands thèmes d'une politique socialiste dynamique. Nous voudrions à ce propos citer, avant de terminer, les propos d'un membre du B.N. du P.S.U., Belleville, qui écrit dans le numéro d'*Esprit* dont nous avons parlé :

« Les militants peuvent expliquer à leur base qu'elle a été mystifiée, entretenue dans la confusion à propos du mot « politique ». Elle permet de faire com-

prendre ce qu'est le vide politique français peuplé des fantômes des luttes idéologiques défuntes. Elle permet d'expliquer en quoi la lutte syndicale doit devenir d'abord une lutte politique pour qu'ouvriers et paysans se chargent eux-mêmes de leur représentation politique, de la gestion, et cesse d'être maintenue dans les zones inférieures de la revendication ; lutte politique pour une planification qui aménage leur vie économique. Les exemples de ce genre pourraient être multipliés. Ils permettent de montrer le rôle décisif que peuvent jouer les syndicats dans une repolitisation qui ne peut s'opérer qu'à partir d'une prise de conscience de la dimension politique des phénomènes économiques. »

Aujourd'hui la repolitisation des classes travailleuses passe par ces « écoles du socialisme » (10) que sont les syndicats. Loin de relever d'une conception trade-unioniste, la stratégie du Front Socialiste vise à répercuter au niveau politique la lutte de classe permanente qui se développe dans le procès de production.

Donner une dimension politique à cette lutte, c'est rendre à la politique socialiste sa dimension véritable qu'elle avait oublié dans les calculs électoraux et les tractations parlementaires.

« Et c'est de cette façon que de tous les mouvements économiques isolés des ouvriers surgit partout un mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de la classe pour faire triompher ses intérêts sous une forme générale. »

ROMAIN DENIS.

(10) « Les syndicats sont les écoles du socialisme. C'est dans les syndicats que les ouvriers s'éduquent et deviennent socialistes parce que, tous les jours, se mène sous leurs yeux la lutte avec le capital. » K. MARX, propos recueilli par J. Hamann, trésorier général du Syndicat général des ouvriers métallurgistes allemands, le 30 septembre 1869.

VERS LA SECONDE RÉVOLUTION

J'avais déjà souligné, dans le numéro 22 d'*Arguments*, l'idée-clé d'une seconde Révolution qui compléterait la première, l'économique ; cette seconde révolution se ferait contre les formes non-économiques de pauvreté, contre l'appauvrissement dans le domaine de l'émotion et de l'esthétique. Il n'est pas aisé de dire comment aborder le problème, ou qu'elles devraient être les mesures pratiques ou politiques à prendre. Mais laissez-moi essayer d'esquisser une réponse. Une chose est certaine. Notre époque elle-même donne quelques réponses, souvent d'une manière inattendue, et sous des formes peu honorables ; et l'observation de ces faits, qui ne sont pas toujours des incidents ou des tendances évidentes, peut-être profitable. La Révolution est en train de se déclarer d'elle-même, lentement, furtivement.

Donnons un petit exemple. Partout aujourd'hui le Philistin craint beaucoup plus de se déclarer ouvertement Philistin, qu'il ne le craignait à n'importe quel moment des cent dernières années. Il y a des signes qui nous révèlent un grand désir des masses d'accéder à de nouvelles et plus riches expériences, tant physiques que mentales. Il n'y a nulle part de masses qui, arrivant à la prospérité, se contentent seulement de se gaver et de parader. Ce style de prospérité philistin est devenu anachronique, et il ne sera bientôt plus possible (même en Amérique, cela n'est plus possible) de l'exhiber sous certaines formes, qui sont maintenant considérées comme ennuyeuses, démodées, et de mauvais goût. Nous pouvons dire qu'il y a un désir des masses, non encore formulé, d'une sorte de transcendance vers quelque chose au delà des conditions matérielles de base, qui ont été le principal sujet de la politique jusqu'à maintenant, et le seront encore, naturellement, pour beaucoup de pays dans les années à venir. Néanmoins, ce désir, bien que conçu comme une tendance historique, devra affronter des dangers considérables, des dangers si grands et prévisibles que, sans un effort conscient dirigé à les combattre, ils peuvent bien nous amener les tristes sociétés prédites par Orwell, Huxley et d'autres. Il est à craindre que dans l'avènement des socié-

tés de masse, une politique qui joue sur les masses soit naturellement cruelle (dans « cruauté » nous incluons la notion de manipulation intellectuelle). Et ainsi pourrions-nous nous demander ceci : si nous entrons dans un âge de masse, est-ce que nous n'entrons pas aussi dans un âge de plus grande cruauté en politique ? La tâche de la seconde Révolution est d'extirper la cruauté de la politique, comme elle fut extirpée, il y a quelques centaines d'années, de la religion. Comment ? Plus nous exposerons le problème, plus nous aurons de chances de cerner ses difficultés.

Nous voyons donc que la seconde Révolution ne découle pas automatiquement du succès de la première, la Révolution économique. D'ailleurs il n'est pas simplement suffisant d'éliminer les grands désastres — faim, guerre, fléaux. Pour cette seconde Révolution, nous devons envisager une politique consciente et spécifique. Même avant le succès complet de la première Révolution, il faut penser, imaginer, préparer, organiser cette seconde phase. Une image qui peut nous aider à comprendre la politique du futur est celle de l'urbanisme. Si nous admettons que les villes doivent être complètement humaines, alors nous devons admettre aussi que ce n'est pas assez que de loger les gens, leur donner un abri contre la pluie, neige et autres inconvénients des conditions climatiques. Nous voyons déjà que cela n'est pas suffisant, et que nos villes sont défectueuses. Ce que nous souhaitons, c'est d'atteindre à un plan très délicat et très nuancé, nécessaire à l'épanouissement de l'être. Et ceci implique une politique de l'esthétique et de la création. Depuis Karl Marx nous avons appris que l'homme crée sa propre histoire et il doit arriver qu'un jour ce soit tous les hommes, et non quelques-uns seulement, qui deviennent artisans de leur histoire. La société est un acte de *ποίησις*, de création humaine ; jamais nous n'avons été aussi maîtres de notre environnement ; ainsi il est temps de faire usage de ce qu'est le caractère par excellence de la culture : l'imagination. La politique ne peut continuer à accomplir sa tâche pacifique sans appeler la culture à son aide. La

politique doit devenir de plus en plus ce que le professeur Umberto Campagnolo étudie sous le nom de *la politique de la culture*. La culture existe en fonction de la vie elle-même, ce n'est pas un produit fabriqué exclusivement dans les universités ; et les qualités qui devront briller dans une politique de culture sont les suivantes : fertilité d'idées, énergie créatrice, aptitude à agir dans des conditions plus définies.

Nous pouvons évoquer l'existence de quelques-unes des grandes idées politiques, comme si elles étaient déjà présentes dans cette nouvelle phase. Presque tous les idéaux abstraits ou économiques échouent parce qu'ils manquent d'un contexte approprié. Prenons la liberté, par exemple. Ce n'est pas le plein exercice de la liberté qui s'effectue si l'on profère de libres paroles dans un contexte humain hostile, mais seulement une forme de protestation. Ce qu'il faut donc envisager et comprendre, c'est que nulle idée politique soit opérante si elle ne se produit pas dans une société dans laquelle « l'aimer » (*liking*) est la première condition. Aucune bonne politique ne peut fonctionner sans que la température générale de la société soit correcte — c'est-à-dire normale et humaine —, tout comme un appareil de télévision doit être chauffé avant de transmettre des images. La chaleur qui a surtout intéressé beaucoup de révolutionnaires jusqu'à maintenant était celle de la colère nécessaire pendant le processus révolutionnaire, pour atteindre au but ; mais il faut examiner de près ces températures en action. Une fureur d'agir, et après, quoi ? Trop souvent nous pensons l'amélioration sociale en termes d'entreprise et de paiement ; et, cependant, nous devrions créer de la place pour les sentiments d'affection générale et de satisfaction esthétique, toutes choses que beaucoup de penseurs politiques considèrent avec un certain mépris. Dès l'enfance nous sommes conditionnés par l'idée que penser à un objectif agréable est naïf. Nous avons tendance à identifier le réel et le désagréable. Une situation dans laquelle les gens se comporteraient de manière déplaisante nous semble plus réelle que celle dans laquelle ils se comporteraient de manière agréable. Les gens mourant de faim sont plus réels que ceux qui sont bien soignés. Il a même été dit que « celles-ci sont les seules idées authentiques, les idées naufragées ». La philosophie des anciennes classes dirigeantes était que le monde réel est méprisable. Ceci faisait partie de leurs intentions, peut-être in-

conscientes, d'écarter les masses des biens de ce monde. L'Eglise aujourd'hui s'indigne de voir le peuple réclamer des biens matériels (« cet âge matérialiste », etc.) ; mais elle était moins critique quand seule une minorité pouvait les obtenir. La vie réelle des classes dirigeantes était aussi agréable qu'elle pouvait l'être ; mais cette agréable réalité ne devait pas atteindre le peuple, bien plus fait pour la guerre et l'obéissance, si tant est qu'il pouvait attendre (de cette vie) autre chose que tout ce qui est désagréable. Maintenant, le temps est venu pour que l'imagination sociale soit autrement tournée ; non vers des choses concernant un autre monde, mais vers les choses de ce monde. La démarche fondamentale vers la prochaine révolution suppose la rupture de certaines chaînes intellectuelles qui nous ont été imposées.

Peut-être devrions-nous étudier les conditions du bonheur dans l'histoire, examiner l'expérience de quelques groupes privilégiés dans le passé et, d'après ces études, formuler quelques principes de la nouvelle politique. Pourquoi considère-t-on comme établi qu'une société qui se préoccupe de son propre bonheur devient « molle et décadente », et a même mérité d'être détruite ? Pourquoi certaines nations — de notre temps — nous dégoûtent-elles avec leur prospérité bourgeoise ? C'est là qu'il faudrait diriger nos recherches.

La solution peut ne pas être la résurrection des groupes primaires, mais bien la découverte de mode de vie attrayant, dans de plus larges associations, dans une vie environnée non de visages familiers ou de notre propre génération, mais d'étrangers et de gens beaucoup plus jeunes ou vieux. Quand nous parlons d'associations plus larges, nous avons tendance à employer des termes péjoratifs, comme « conglomérat ». Jadis les hommes cultivés condamnaient l'âge de la machine, mais maintenant une telle vue nous apparaît ridicule dans sa simplification. Nous devons nous garder de condamner sans discernement l'ère des masses. Par quelle sorte de vanité ou d'évasion pouvons-nous croire que nous n'en faisons pas partie ?

Certains ont mis l'accent sur la famille, présentée comme une forme en opposition avec la vie de masse. Cette fuite en arrière, thème de la maison à deux, n'est pas appropriée aux besoins de la nouvelle ère. Du reste, sont-elles nécessairement heureuses, ces femmes enfermées dans l'isolement de leur cuisine ! Ne peut-on découvrir de nouvel-

les manières de vivre ensemble, des *ensembles* de plusieurs familles ? Il est difficile d'en expliquer les détails, mais ce qui est important, c'est de sortir de l'isolement domestique. Il en est de même de l'isolement individuel. Ce qui peut donner le plus de force à l'imagination sociale, c'est cet apport de tous les esprits individuels, qui auraient dépassé la satisfaction égoïste. Il peut y avoir un épanouissement à dépasser la *coquille du moi*, à rejoindre consciemment l'expérience commune, même avec ses risques d'échec et de peine. Le fait de participer, en conscience, à l'histoire de notre temps doit procurer un nouveau type de satisfaction. Même les foules qui scrutent les titres des journaux s'intéressent à quelque chose, au delà de ce qu'elles ont sous les yeux ; car, paradoxalement, c'est bien la presse à sensation, tant décriée, qui a nourri un nouveau style de pensée métaphysique, en obligeant à penser à des choses qui se passent ailleurs, n'importe où, hors de la scène immédiatement visible. Nous avons besoin d'un nouveau critère. Comme le disait Ortega y Gasset : « Après vingt-cinq siècles d'entraînement mental à saisir la réalité *sub specie aeterni*, nous devons prendre un nouveau départ et développer une technique intellectuelle pour la découvrir *sub specie instantis*. »

Nous vivons une époque ambivalente ; la bombe H, par exemple, peut détruire l'humanité, ou briser les barrières entre

les peuples et les nations, et ceci pourrait être une explosion aussi grande que la bombe elle-même qui permettrait à l'indivisible race humaine de prendre conscience d'elle-même comme d'un tout pour (politiquement) la première fois.

En d'autres termes, nous faisons le projet d'une société dans laquelle nous ne serions pas effrayés par de nouvelles idées. Tout cela suppose une politique qui se rapprocherait de plus en plus de la vie privée ; et cela arrivera, parce que ce seront les diverses intimités qui deviendront la nouvelle richesse sociale. L'esprit collectif deviendra de plus en plus conscient et dépendant des émotions que seuls les individus peuvent créer et soutenir. La propriété privée était le symbole sacré de l'Etat capitaliste ; maintenant, l'expérience privée peut très bien devenir le critère et le correctif de l'Etat de masse. Pour nous connaître nous-mêmes dans l'histoire, l'esprit doit se mouvoir dans deux directions : vers la totalité, vers le secret.

Et nous réalisons que le désastre ne peut pas être évité par une politique seulement vouée à éviter le désastre. La seule voie pour éviter le désastre, peut très bien être de nous préparer en conscience à développer concrètement cette idée révolutionnaire : les nouvelles richesses, les nouvelles prospérités concernant la vie humaine affective et intellectuelle.

GEORGE BUCHANAN.

ÉTUDES

Revue du Socialisme Pluraliste. — 4^e année. — N° 2/3 (numéro double)

STALINISME ET DÉSTALINISATION : UNE ENQUÊTE

Textes de : Pietro NENNI, Norman THOMAS, Gaetano ARFE, Giuseppe FARAVELLI, Pierre FOUGEYROLLAS, Eric S. HEFFER, Wolfgang LEONHARD, Klaus MENHERT, Léo MOULIN, Léonard SCHAPIRO.

K. PAPAIOANNOU : *Naissance d'une classe.*

G. PALOCZI-HORVATH : *Origines théoriques et juridiques du terrorisme stalinien.*

Tom KEMP : *Les épigones de Lénine et la théorie de l'impérialisme.*

Points de vue : Walter KENDALL, Petru DUMITRIU, Alfred KANTOROWICZ.

Témoignage : Tamas ACZEL : *La revue Csillag et le réalisme socialiste.*

Document : *Retour des cendres de Mihaly Karolyi.*

Panorama Est-Européen : Hongrie : La lutte contre le révisionnisme continué. — La dialectique des rapports soviéto-yougoslaves. — La farce de la déstalinisation en Roumanie. — Les voies du révisionnisme polonais. — La lutte contre le culte de la personnalité en Bulgarie.

Laslo REVESZ : La modification des notions de propriété en Europe orientale.

ÉTUDES : revue trimestrielle publiée par l'Institut Ime Nagy de Sciences politiques, 467, avenue Brugmann, Bruxelles. Rédacteur en chef : George HELTAI.

Abonnement annuel : 200 fr belges. Le numéro : 50 fr belges.

A LA DIFFICILE RECHERCHE D'UNE NOUVELLE POLITIQUE

Une question de méthode

De nouveau la question : idéologie ou science ? De nouveau, connaissance historique ou méthodologie scientifique, néo-hégélianisme ou néo-positivisme, totalité ou empirisme, révolution ou réforme ?

Je crois que la mesure de détachement, et souvent d'agacement et d'ennui que l'on éprouve devant ces problèmes, est celle-là même de leur vieillissement, de leur abandon. Non pas que dans ce cimetière de vieilles questions il ne s'y perde encore quelque isolé, en proie à la nostalgie des très dures et antiques batailles qui nous avaient tellement passionnées il y a quelques années... Mais il s'en trouverait peu qui seraient disposés à reconnaître en lui un vainqueur ou un vaincu.

Sauf de rares cas d'insistances têtues, d'aveugles fidélités, la plupart (ennemis d'hier) ont pris position pour la seconde série des alternatives : science et programme et non plus idéologie et mythe ; utilisation d'un cadre méthodologique dans toutes les recherches, à la place de la foi absolue en des métaphysiques, même matérialistes ; empirisme qui tendrait à couvrir tous les problèmes vivants et non une totalité préconstituée ; la réforme, en tant que révolution en développement, déterminable et contrôlable dans son parcours, et non plus révolution conçue comme un saut final et comme sacrifice délibéré des transformations graduelles qui seraient déjà possibles.

Ces tendances sont désormais générales dans la culture progressive italienne (à laquelle nous limiterons, pour prendre un exemple concret, même si les problèmes traités sont généraux), et la première série d'alternatives est brusquement tombée dans un passé très lointain. L'ambiguïté régressive-progressive de Hegel, le positivisme systématique de Engels, la partialité persécutrice de Jdanov et le dogmatisme drastique de Staline semblent appartenir aux figures baroques de la cour d'Ivan, vue par Eisenstein.

Sont également rongées par le temps

les tendances à reconsidérer l'impaticence romantique du jeune Marx, les exégèses tourmentées de Gramsci, la morale pédagogique de Dewey, la calligraphie minutieuse mais sérieuse des logiciens empiristes, l'attention analytique des sociologues modernes. Tout ceci semble toujours plus appartenir à une affaire terminée depuis longtemps, et couverte de poussière.

Le fait est que la culture la plus avancée a été pour nous *non une culture d'avant garde, mais une culture de récupération*. Le « boom » culturel qui qui explosa en novembre 1956, qui dispersa violemment les premières alternatives pour affirmer les secondes, fut beaucoup plus, dans ses lignes générales, un acte de codification qu'un acte d'ouverture.

En définitive, qu'est-ce qui fut découvert et accepté ?

Que la sociologie n'était pas une idéologie bourgeoise, mais une science ; que les sciences physico-mathématiques étaient des instruments et non des preuves cosmogoniques ; que les sciences économiques ne révélaient pas des lois objectives inéluctables, mais des éléments opérationnels adoptables soit par la partie progressive, soit par la partie conservatrice d'une société ; la logique devenait une science qu'on pouvait soumettre au contrôle, et non plus un canon dialectique pour agresser l'adversaire ; que l'art même participait d'une manière dramatique au procès de la connaissance et de l'invention dans le monde et n'était plus le simple miroir qui reflétait, « tout court », la réalité qu'il restait à interpréter.

De là, la conclusion pratique de connaître le monde sociologiquement aussi, au lieu de proclamer qu'il s'agissait seulement de le changer ; de tenter d'atteindre Vénus, au lieu de figoler une dialectique des planètes ; de résoudre les problèmes de l'agriculture actuelle, au lieu de vaticiner et d'attendre la mort inéluctable du dernier brin d'herbe capitaliste ; de développer la logique des machines électroniques au lieu d'utiliser la machine de la logique comme instrument de nivellation dogmatique de

la pensée ; de laisser courir l'art, fantaisie réelle, et non pas de l'industrialiser en tant que pédagogie de la confirmation.

Cette « nouvelle vague » a amené le fait qu'aujourd'hui, en Italie, on pratique la sociologie alors qu'il y a quelques années il s'agissait encore d'en démontrer la légitimité ; on étudie et on pratique (dans les limites des possibilités concrètes) les sciences physico-mathématiques au delà d'un état d'infériorité crocien ou de l'acceptation métaphysique du matérialisme dialectique ; on étudie et on pratique les sciences économiques sur des bases opérationnelles et non pour en faire une sorte de Cassandre de la fin de l'histoire ; on étudie et on pratique les sciences logiques, libres des obstacles idéalistes, ou engelsiens ; on étudie et on pratique les arts en toute liberté, selon, souvent, des courants contrastants, avec l'acceptation implicite du jugement esthétique, pourvu qu'il soit exprimé en termes techniquement définis, et, par conséquent, ni hermétiques, ni à caractère de programme.

L'occasion manquée de 1956.

Tout cela est-il important, ou est-ce peu de chose ?

Selon les apparences, nous devons dire que tout cela suppose du moins « assez », si on pense à la situation existante il y a seulement quatre ou cinq ans. Mais est-ce qu'un semblable parallèle a de la valeur ? Tout le monde sait que la culture italienne née en 1945, après vingt ans de fascisme, était en état d'infériorité par rapport aux autres. Son essor rencontra deux obstacles : la droite d'une part, et la gauche de l'autre, alors complètement liée aux avatars stalinien. Et ainsi, le vrai rajeunissement de la culture ne commença qu'à partir de 1956, pour quelques minorités d'abord, pour la majorité ensuite, après le XX^e Congrès et la tragédie hongroise.

Mais de 1945 à 1956, c'est dix ans de retard qui s'étaient installés, qui avaient mûri. Il faut ajouter à cela que l'ouverture de 1956 ne fut pas des plus favorables, car la période des enthousiasmes et des expériences qui suivirent la Résistance était désormais lointaine ; elle avait laissé la place à un nouveau pouvoir de la droite. C'est donc dans une ambiance de restauration des forces conservatrices et de défaite des forces progressives, que se produisit ce souffle nouveau, cette ouverture.

Si nous faisons une sociologie des so-

ciologues de gauche (et avec eux des économistes, des méthodologues des hommes de science et des techniciens), on verrait que toute une couche d'experts disponible en Italie vers la fin de 1956 n'a pas trouvé sa place dans la parti communiste ou autour de lui (ce qui s'explique par la persistance de celui-ci à rester dans les erreurs passées), ni dans le parti socialiste (ce qui s'expliquerait moins, du moment que ce parti avait déclaré sa rupture décisive avec le passé, et qu'il s'ouvrait, du moins en principe, à de nouvelles perspectives de transformation).

Mais le parti socialiste ne sut ou ne voulut pas cristalliser autour de lui-même ces forces techniques, parce que cela aurait signifié pour lui un changement vraiment radical, non seulement de sa politique, mais de son essence même, en plus de la structure de son organisation.

Dans la pratique, ce groupe d'experts fut rapidement absorbé, après les doutes face à une possible alternative, par le cadre de l'organisation industrielle, ou bien on l'y confirma, avec des fonctions directives ; ou bien il s'intégra dans des centres de recherches, bureaux d'études, instituts, maisons d'édition, etc.

Ceci eut de graves conséquences pour le développement et l'affirmation d'une pensée et d'une pratique socialistes, originales et modernes. Les experts, dans les cadres de l'industrie, eurent suffisamment mauvaise conscience pour s'abstenir de faire une critique trop radicale des partis et organisations de gauche, de par leur position incommode sur la rive d'en face. Ou bien même, voyant que ces organisations dégénéraient de plus en plus pour devenir des industries électorales, concurrentes, mais à l'aise dans le système, ils furent induits à leur offrir quelques bons offices que leur métier leur permettait.

Ce fut là les seules suggestions que les organisations de gauche se montrèrent disposées à accepter et le résultat fut qu'elles permirent à ces appareils d'être un peu plus efficaces. Alors qu'ils eussent dû se désaliéner, et se situer sur la vraie place d'un parti socialiste qui est d'être une anticipation institutionnelle d'une nouvelle société. Des autres concours valables furent repoussés sous le prétexte qu'« on ne donne pas à la gauche, on se donne », affirmation aussi antique que superficielle.

La plus grande et périlleuse tentative de créer une insertion organique des socialistes dans le corps effectif de la gau-

che fut déviée et stérilisée par le P.S.I. lui-même (qui avait en main, au début de 1957, tout le champ culturel progressiste, après l'écroulement de l'hégémonie communiste) vers une bien pauvre tentative, qui a échoué aussi, de créer des organes de consultation scientifique seulement à l'usage de la direction de parti ou de l'action parlementaire. En vertu de quoi on ne put réussir à détruire à la racine même le schéma stalinien selon lequel une deuxième classe d'intellectuels, dépendante de la première classe, celle des politiciens, doit se trouver au-dessus de la troisième classe, qui serait la base. Et il n'a pas été possible de renverser la pyramide, en redonnant la direction à une base qui serait mise en condition d'agir en se servant du travail des spécialistes. Mais la conservation du schéma stalinien n'a réussi à personne : les communistes se trouvent face à l'abandon des intellectuels, et les socialistes, ne pouvant les retenir qu'au prix d'une transformation radicale de leur parti, les restituent au marché libéral.

Aujourd'hui, nous avons affaire à une sorte de loi du silence : les communistes, qui ont vainement tenté de reconstruire, avec toutes sortes de compromissions, le patrimoine définitivement perdu, étant hors de la course, les socialistes se servent sporadiquement des experts qui n'ont pas de rôle dans l'actuel horizon politique, pour des « consultations », et les spécialistes de gauche travaillent dans l'industrie, mais, bien que comprenant avec lucidité la réalité des problèmes socialistes, ils ne peuvent pas faire, de l'extérieur, cette critique radicale que leurs études leur permettraient. Après plusieurs d'années d'approfondissement scientifique, d'expérimentation, de recherches finalement réalisées, aucun pas en avant n'a été fait sur le plan général.

La question de la sociologie organique.

En 1956, les spécialistes, même s'ils n'étaient pas sociologues, sentaient la nécessité « politique » de la naissance d'une « sociologie organique » qui unirait, dans la recherche, le sujet et l'objet, qui permettrait le contact entre l'expert et les masses.

Ce filon essentiel de renouvellement fut bien vite étouffé, le spécialiste étant repoussé vers l'aristocratie, et l'homme commun vers la masse anonyme.

Certes la tâche n'aurait pas été aisée, et les critiques suivantes ont été avancées à ce propos :

1) Une possibilité d'échanges directs entre les spécialistes et la base est une hypothèse d'un optimisme facile, qui n'a jamais été précisée quant à son possible fonctionnement pratique ;

2) Un tel échange (ou recherche en commun) se serait réduit, en substance, à l'intégration de la recherche socio-économique dans le cadre normal de la politique existante, et il constituerait, tout au plus, un élément de correction opérationnelle ;

3) Cette façon de voir aurait, sur le plan de la méthode, trahi le spécialiste, en l'impliquant dans un choix de valeurs qu'il ne pouvait effectuer, en tant que spécialiste, que très arbitrairement, et elle aurait, de plus, trahi la base en infirmant l'intégrité de son droit, au moment du choix des valeurs.

Cette question est importante parce qu'elle ramène au premier plan divers problèmes qui ont été étouffés ou dispersés depuis. Nous répondrons, pour abrégé, par points.

1. En vérité, le rôle du spécialiste passait, de son niveau, celui de *chercheur-spectateur* dans les situations existantes (infiniment et indéfiniment préhensibles et interprétables) à celui de *chercheur-prospectateur de choix alternatifs réels et réellement réalisables sur le plan technique, dans le cadre des valeurs et tendances démocratiquement formulées par les masses*. La médiation technique, donc, tandis qu'elle limiterait pour les masses le rayon des *valeurs et des tendances* au simple *choix d'alternatives possibles*, circonscrirait pour le spécialiste le champ de la recherche effective, et de l'intervention réelle.

2) Le nouveau rapport de « recherches en commun » devait tendre non seulement à faire cesser l'autocratie des intellectuels, mais aussi celui des dirigeants politiques.

Le mécanisme de la « recherche en commun » ne pouvait être correctement inséré dans la politique existante, il devait, au contraire, en demander l'élimination. Naissait alors un nouveau concept politique, impliquant la « sociologie organique », la « participation scientifique ».

L'idée était la suivante : le « brain-trust » ne pouvait accepter de justifier et soutenir l'inconsistance moderne du Prince. Au contraire, en se détournant de cette sorte de service, l'expert pouvait contribuer à son anéantissement.

Le politicien aurait dû soit devenir un spécialiste, soit redevenir un simple citoyen.

3. Sur le plan de la méthode, la nouvelle conception de la « politique » se basait sur deux adjectifs complémentaires : « scientifique » et « démocratique ». *De la même manière que les autres sciences avaient des critères pour leur vérification, la politique pouvait devenir science dans la mesure où on lui aurait appliqué, non seulement la formule suivante : « Ce qui n'est pas vérifiable scientifiquement est aussi non-vérifiable démocratiquement », mais aussi, son inversion : « Ce qui n'est pas vérifiable démocratiquement n'est pas vérifiable non plus scientifiquement. »* Donc, non seulement une ligne politique autocratique ou arbitraire, malgré ses apparences soi-disant scientifiques, devait nécessairement tomber si elle ne pouvait pas être soumise à un choix ou à un contrôle démocratique, mais aussi, l'impossibilité de s'offrir à une vérification démocratique devait faire écarter toute théorie.

Crise de la science et crise de la politique.

Une telle conception aurait ouvert deux perspectives : la première, dans le passage d'une *sociologie traditionnelle* descriptive et subjective à la *sociologie organique*, incluant et résolvant le rapport sujet-objet de la recherche ; la seconde, dans le passage d'une *sociologie organique* à une « science de la participation » ou « politique scientifique et démocratique ».

Comme on voit, il s'agissait d'autre chose que l'illusion optimiste qui consiste à croire qu'un parti de masse puisse fonctionner comme laboratoire de recherche. Les partis actuels de masses n'y seraient jamais arrivés, il fallait au contraire les mettre en crise afin de construire un mouvement tout à fait différent.

Rien ne nous semble aussi paresseux et suicidaire de dire, comme certains le disent, que « le prolétariat organisé et ses partis de gauche sont les seules forces, *quels que soient leurs défauts et leurs crises*, qui puissent offrir une alternative ».

Ce qu'il est intéressant de souligner, c'est que les nouvelles façons de voir que nous avons suggérées peuvent créer cette réciprocity féconde de crises : *d'un côté les sciences socio-économiques, portées au niveau de sociologie organique,*

auraient ouvert une crise dans la politique traditionnelle ; de l'autre le nouveau projet de politique scientifique ouvrirait à son tour une crise dans les sciences socio-économiques traditionnelles.

La liberté de projeter l'histoire.

Une conception différente de l'histoire pourrait émerger de cette double crise.

Les croissantes possibilités d'organisation, des moyens de communication, de contrôle, l'énorme puissance de l'industrie, le développement accéléré et illimité des techniques, etc., permettent de poser comme problème-clé de notre temps celui d'attribuer au pouvoir de l'homme les potentialités objectivement atteintes. Le futur n'aurait plus la signification de *prévision* d'événements à exploiter aux fins humaines, mais celui de *projection* des événements qui auraient été choisis comme favorables.

A la différence des eschatologies et des religions dialectiques à direction unique, *le futur se présenterait comme une gerbe d'alternatives à projeter et à choisir.* Et alors que les sciences, dans ce cadre, trouveraient une nouvelle voie, leurs directions et leurs fonctions seraient mises en discussion, pour être amplifiées ou limitées, accélérées ou retardées, conservées ou changées radicalement, sur le principe des mêmes choix scientifiques qui auraient été démocratiquement faits.

C'est bien dans ceci que se trouve l'importance de la proposition selon laquelle « *la science est démocratie si la démocratie est science* », qui exprime la possibilité de l'autodétermination humaine. Mais le couple « démocratie scientifique » et « scientificité démocratique » exige à la fois une *nouvelle politique* et une *nouvelle science*, un *novum organum* et un *novum engagement*.

Ces années, qui vont de 1956 à aujourd'hui, n'ont pas donné beaucoup de fruits dans le sens de ce travail, pourtant si riche à expérimenter.

Car, jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas eu d'expérimentation, pour les raisons que nous avons données et à cause de la situation politique tout à fait traditionnelle et conservatrice.

Il y a peut-être aujourd'hui des chances d'ouverture, en Italie, après la difficile naissance d'un gouvernement de centre-gauche.

Mais il faut voir avec clarté les limites de cette opération. Elle naît essentiellement des erreurs d'autrui plutôt que des vertus des protagonistes. La crise des ailes extrêmes de l'éventail politique ita-

lien est due au fait que tant l'aile droite libéralo-monarchisto-fasciste que l'aile de la gauche communiste, arriérées et discréditées, ont laissé un vide. Le centre-gauche, du point de vue négatif, n'est autre que ce vide même.

Qu'est-ce qui le remplirait ? Les partis, ou les fractions de partis qui constituent le centre-gauche n'ont ni les instruments ni la préparation nécessaires pour appliquer le programme qu'ils ont proposé. Un programme de planification démocratique doit avoir au moins deux choses : des spécialistes préparés et non liés à des intérêts, et une masse entraînée aux fonctions de choix, de participation technique et capable de vérifier le développement du plan.

La gauche démo-chrétienne, le parti républicain, le parti social-démocratique, le parti socialiste, qui, de fait, sont « le centre gauche », ne peuvent pas compter sur ces deux éléments.

Comme nous avons vu plus haut, les spécialistes se trouvent, pour la plupart, intégrés à l'industrie ; les masses sont subordonnées à l'industrie par les rapports de travail et par les liens de l'augmentation du bien-être. Même les syndicats ont un rôle subalterne dans le développement industriel.

La seule force capable de remplir immédiatement le centre gauche italien est l'industrie néo-capitaliste. Toutefois, il faut reconnaître que, malgré cela, le centre gauche a un aspect positif : il déplace tout le plan de la lutte politique vers un autre niveau. *On ne pourra plus parler qu'en termes de planification et non plus en termes de protestation générique. On ne pourra plus s'opposer qu'en présentant des contre-projets et des contre-plans et non de génériques contre-propositions idéologiques.* Le langage devient, sinon scientifique, au moins technique. La politique traditionnelle s'écroule, même si elle ne sait pas encore comment se reconstruire. Les masses comprennent qu'une brèche est ouverte, mais elles ne savent pas encore comment l'utiliser, et restent encore détachées et absentes. *La politique, avant, était facile. mais autocratique et inaccessible, maintenant elle devient plus démocratique et accessible. mais elle est difficile.*

Y a-t-il une issue ? Il ne faut pas attendre qu'un événement dramatique débloque la situation et crée une occasion de rupture. Les occasions dramatiques qui, il y a longtemps, créaient les meilleures conditions révolutionnaires, sont plutôt, aujourd'hui, des états pathologiques qui produisent non des solutions

hardies, mais des paralysies très graves. C'est précisément le cas de la France, à laquelle les occasions dramatiques n'ont pas manqué ; elles ont lieu à chaque heure, à chaque minute, et il n'a pas encore été possible de les exploiter. Bien au contraire, il est probable que c'est en dépassant la phase dramatique du conflit algérien que les transformations les plus importantes puissent être envisagées en France.

Quoi qu'il en soit, le problème est le suivant : réussir à soustraire le plan à l'influence de l'industrie, déplacer les termes du plan en les faisant passer de la simple zone de production au champ économique-social global ; créer graduellement un plan socialiste qui subordonne l'industrie, même privée, à la société civile, et à ses valeurs qui se posent en d'autres termes que ceux de la production.

Aux vieux et grossiers termes de lutte : capitalisme-communisme se substituent des termes bien plus complexes comme plan à longue ou courte échéance, plan à leadership industriel-productiviste et plan avec priorité de choix économique-social rationnels d'un point de vue global.

On voit bien qu'il s'agit là d'un bond qui doit comporter un renouvellement des hommes et des institutions, des fonctions et des critères opératifs ; bref, il implique la naissance d'une *nouvelle forme de politique.*

Le germe de 56 n'a fait qu'entamer faiblement l'Europe conservatrice et ses oppositions, marxisme compris. Le retard existant dans la pratique des choix alternatifs, pour user encore de l'expression de Wright Mills, nous laisse encore aujourd'hui entre la stupidité de vivre parmi les ruines d'institutions mortes et la faculté d'exprimer seulement des propositions encore très difficilement réalisables.

Par ailleurs, il faut comprendre que les pires abstractions seraient, aujourd'hui, une politique et une culture fixement réaliste, à insertion immédiate. Un espoir existe, qui consiste à voir combien les mêmes énormes potentialités qui donnent aujourd'hui à l'homme la liberté de pouvoir détruire une planète, avec une force que ne possède pas la nature même, sont des forces disponibles pour effectuer le passage d'un monde de la biologie (comme fait encore causal et non contrôlable) à l'histoire humaine (comme projet scientifique et démocratique de la vie).

ROBERTO GUIDUCCI.

A PROPOS DE "LA RÉVOLUTION ET LA GUERRE D'ESPAGNE"

La publication de notre livre nous a valu un important courrier : témoignages, précisions, contradictions. Nous avons jugé intéressant de communiquer les plus importantes aux lecteurs d'*Arguments*. Pour toutes celles qui nous ont paru valables, il a en effet été possible d'en tenir compte pour les traductions étrangères seulement :

A propos de l'attentat contre le président du conseil Dato, page 46, il semble bien que la participation de Durruti ait été réduite à la préparation. Le véritable organisateur en a été Ramon Archs, qui fut arrêté et mourut sous la torture. L'un des participants vit encore.

Sur les origines du Parti Communiste espagnol, plusieurs camarades nous ont reproché une excessive simplification. Il faut distinguer entre les amis de Nin et le groupe *La Batalla*, avec Maurin, Bonet et Rey, venus de la C.N.T., les uns et les autres, mais séparément (page 48). Quant au Bloc Ouvrier et Paysan (page 55), il a résulté de la fusion entre la Fédération Communiste de Catalogne et des Baléares, dirigée par Maurin et Bonet, avec le Parti Communiste Catalan de Jordi Arquer et Joan Farré : Portela et Gorkin l'ont rejoint ensuite.

Des camarades de la C.N.T. nous précisent que Santillan n'est pas argentin, mais espagnol du Léon, émigré jeune en Argentine (page 45). Son nom est bien Sinesio Garcia.

A propos de l'Alcazar de Tolède, Herbert Matthews, dans l'édition anglaise de son livre, a reconnu s'être trompé en affirmant que le jeune Moscardo était

mort dans l'assaut de la caserne de la Moncada (page 162).

On nous a à juste titre reproché d'avoir, page 188, qualifié Garcia Oliver de « pistolero », ce mot ayant en castillan le sens précis d'homme de main de l'oligarchie.

Sur la mort de Durruti, les camarades de la C.N.T. nous font remarquer que la balle qui l'a frappé ne l'a pas frappé par derrière (page 229). Nous maintenons cependant notre interprétation suivant laquelle il aurait été tué par des hommes de sa propre colonne.

Une précision à propos des Amis de Durruti : Balius était un « ancien » du Bloc Ouvrier et Paysan ; il a collaboré dans son entreprise avec deux trotskistes étrangers, Moulin, dont le véritable nom était non Freund, mais Winter et Franz Heller (page 253).

C'est Zugazagoitia et non Manuel de Irujo qui a fait à Jordi Arquer la déclaration citée page 275.

A la page 347, de la première édition, c'est à la suite d'informations erronées que nous avons cité Von Ranke qui n'a nullement joué le rôle auquel il a été fait allusion.

Enfin, selon le témoignage de Castro Delgado, ex-membre du bureau politique du P.C.E. (*Hommes made in Moscou*, p. 576-77), il serait juste de préciser que le colonel Franco, chef de la 5^e colonne de Gijon, avait été depuis longtemps dénoncé par le P.C. et qu'il avait assisté à la dernière réunion du Conseil des Asturies.

PIERRE BROUE et EMILE TÉMIME.

PREUVES

publie dans son numéro de juin

Raymond ARON
Dénouement provisoire

Manes SPERBER
Djilas, ou l'hérésie punie

Milovan DJILAS
La guerre (nouvelle)

Pierre EMMANUEL
Poèmes cathares

LASZLÓ CS. SZABÓ
La poésie hongroise

PREUVES : 18, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, OPE 44.88, OPE 64.48
Le numéro de 96 p. ill. : France, 3 NF, étranger, 3 50 NF. C.C.P. Paris 178-00.
Un ancien numéro sera gracieusement envoyé sur simple demande, comme spécimen.

FRANCE - FORUM

N° 40, mai 1962, 2 NF

Forum

Valeur et portée du IV^e Plan, avec Jean AUBRY, Louis BLANC, André DARRICAU,
Lucien GRANOUILLE, Jean RIPERT.

Problèmes

Un cercle tordu et autres cercles vicieux, par François FEJTÖ.

Témoignage

Où va la littérature ? par Jacques de BOURBON-BUSSET.

Polémiques et dialogues

Propos du temps

Un homme à la mer, par Etienne BORNE.

Exposition

35 siècles de civilisations mexicaines, par Henri MARSAN.

Cinéma

Cléo de 5 à 7, par Henri BOURBON.

Musique

Propos sur une esthétique, par Claude SAMUEL.

Notes de Lecture

Abonnement annuel : 15 NF — 68, rue de Rennes, Paris-6^e. C.C.P. Paris 14.788-84.
Numéro spécimen sur demande.

LES CAHIERS DE LA RÉPUBLIQUE

Directeur : P. Mendès France

JUIN

COLLOQUE POUR UNE PLANIFICATION DÉMOCRATIQUE

avec

J. BIDEGAIN, M. DUVERGER, A. GAZIER, L. HAMON, A. HAURIU, E. HIRSCH, A. JEANSON,
P. LE BRUN, F. LEENHARDT, P. MASSÉ, P. MENDÈS-FRANCE, A. PHILIP, etc.

Ce numéro : 3.50 NF

Abonnement : un an, 36 NF : six mois, 19 NF.

Les Cahiers de la République, 8, rue Henner, Paris-9^e. C.C.P. 13.693-09. Paris.

LE TRÂÎTRE

BLUM (Marty dixit)

MARTY (Servin dixit)

SERVIN (Thorez dixit)

THOREZ (ORA dixit)

ORA (Popereu dixit)

MAYER (Mollet dixit)

MOLLET (Mayer dixit)

SALAN (De Gaulle dixit)

STALINE (K. dixit)

K (x... dixit)

x... (la Gauche dixit)

DIOGENE

Revue internationale des sciences humaines

Rédacteur en chef : Roger CAILLOIS

N° 38 — avril-juin 1962.

PROBLEMES ESTHETIQUES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Roger CAILLOIS, *Esthétique généralisée.*

Paul-Henri MICHEL, *Calliope et Psyché ou le style et l'homme.*

Jean A. KEIM, *Le tableau et son cadre.*

Renato POGGIOLI, *L'automne des idées.*

Giovanni URBANI, *La part du hasard dans l'art d'aujourd'hui.*

Charles KERÉNYI, *Naissance et transfiguration de la comédie à Athènes.*

Youri V. KNOROZOV, *Le déchiffrement de l'écriture maya.*

Roger MUNIER, *L'image fascinante.*

Rédaction et administration, 6, rue Franklin, Paris-16^e (Tro 82-20).

Revue trimestrielle paraissant en quatre langues : anglais, arabe, espagnol et français.

L'édition française est publiée par la Librairie Gallimard, 5, rue Sébastien-Bottin Paris-7^e. Les abonnements sont souscrits auprès de cette maison (C.C.P. 169-33, Paris)

Prix de vente au numéro : 2,60 NF.

Tarifs d'abonnement : France. 9,20 NF ; étranger, 12 NF.

REVUE FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE

publiée par les soins du Centre d'études sociologiques
avec le concours du

Centre national de la recherche scientifique

Directeur : J. STOETZEL

Vol. III, 2, avril-juin 1962

Jacques JENNY : *La maturation sociale.*

Dominique LAHALLE : *Problèmes du syndicalisme ouvrier.*

Charlotte DELBO : *L'Amérique en reconstruction.*

Andrée MICHEL : *Tendances nouvelles de la sociologie des relations raciales.*

Actualité de la recherche.

Bibliographie.

Revue des revues.

Résumés des articles en anglais, allemand, espagnol, russe.

Direction, rédaction : Centre d'Etudes Sociologiques, 82, rue Cardinet, Paris-17^e.

Administration, abonnements : Julliard, 30-34, rue de l'Université, Paris-7^e.

4 numéros de 128 pages par an.

Abonnement : France, 18 NF (le numéro : 5,10 NF) ; étranger, 22 NF ; U.S.A., \$ 4.50.

PRÉSENCE AFRICAINE

Revue culturelle du monde noir

Nouvelle série trimestrielle

N° 40, 1^{er} trimestre 1962

Nnmandi AZIKIWE : *L'avenir du Panafricanisme.*

Roger BASTIDE : *L'homme africain à travers sa religion traditionnelle.*

Immanuel WALLERSTEIN : *L'idéologie du P.D.G.*

Pierre CLÉMENT : *Patrice Lumumba (Stanleyville 1952-1953).*

P. RIVENC et P. GUBERINA : *Projet en vue du développement de l'éducation des adultes en Afrique.*

Emile POSSOZ : *La magie des primitifs.*

Hommage à Frantz Fanon

Vincent MONTEIL : *Problèmes d'éducation au Nigeria.*

Poèmes — Contes — Palabre — Nouvelles de la Société Africaine de Culture

Abonnement UN AN (5 numéros) : France et Communauté, 20 NF ; étranger, 23 NF ;
abonnement de soutien, 30 NF.

Rédaction et administration : 42, rue Descartes, Paris-V^e — Odé 57-69. C.C.P. Paris 5936.25.

AUTOCRITIQUE



« Oui, Camarades, j'ai eu tort, j'ai eu grand tort... »



... de faire confiance aux Camarades Dupont et Durand ! »

est-ce que

ARGUMENTS

pratique

L'AUTOCRITIQUE ?

oui.

EN PUBLIC ?

OUI.

alors



« Ce qu'il nous faut, Camarades,
ce ne sont pas des invectives,
mais des concepts.
Nous avons besoin d'ARGUMENTS,
non d'ETIQUETTES. »

COLLECTION « ARGUMENTS »

La **Collection Arguments** se propose de contribuer à la recherche fondamentale, abordant les problèmes de la pensée philosophique, de l'histoire, de l'économie et de la politique, de la psychologie et de la psychiatrie, des lettres et des arts, pour en dégager les structures et les significations, et préparer, en cette aurore de l'ère planétaire, une pensée neuve et questionnante.

VOLUMES PARUS

- GEORG LUKACS, **HISTOIRE ET CONSCIENCE DE CLASSE**. Traduit de l'allemand par **Kostas Axelos** et **Jacqueline Bois**.
386 pages 19,50 NF
- KOSTAS AXELOS, **MARX PENSEUR DE LA TECHNIQUE**. De l'aliénation de l'homme à la conquête du monde.
328 pages 19,50 NF
- PIERRE BROUÉ et EMILE TÉMIME, **LA RÉVOLUTION ET LA GUERRE D'ESPAGNE**.
544 pages 30 NF
- CARL von CLAUSEWITZ, **DE LA GUERRE**. Traduit de l'allemand par **Denise Naville**. Préface de **Camille Rougeron**. Introduction par **Pierre Naville**.
760 pages, 2^e édition 30 NF
- GEORGES BATAILLE, **L'ÉROTISME**.
312 pages 19,50 NF
- EDGAR MORIN, **LE CINÉMA OU L'HOMME IMAGINAIRE**. Essai d'anthropologie.
256 pages 15 NF
- FRANÇOIS CHATELET, **LA NAISSANCE DE L'HISTOIRE**. La formation de la pensée historique en Grèce.
370 pages 30 NF
- KOSTAS AXELOS, **HÉRACLITE ET LA PHILOSOPHIE**. La première saisie de l'être en devenir de la totalité.
280 pages 19,50 NF
- HENRI LEFEBVRE, **INTRODUCTION A LA MODERNITÉ**. Préludes.
376 pages 24 NF
- HAROLD ROSENBERG, **LA TRADITION DU NOUVEAU**. Traduit de l'américain par **Anne Marchand**.
272 pages 15 NF

SOUS PRESSE

- JOSEPH GABEL, **LA FAUSSE CONSCIENCE**. Essai sur la réification.
GEORGES LAPASSADE, **L'ENTRÉE DANS LA VIE**. Essai sur l'inachèvement de l'homme.

A PARAÎTRE

- HERBERT MARCUSE, **SIGMUND FREUD. EROS ET CIVILISATION**.
ROMAN JAKOBSON, **ESSAIS DE LINGUISTIQUE GÉNÉRALE**.
KARL A. WITTFOGEL, **LE DESPOTISME ORIENTAL**.
PIERRE BROUÉ, **HISTOIRE DU P.C. DE L'U.R.S.S.**
KARL KORSCH, **MARXISME ET PHILOSOPHIE**.
JEAN BEAUFRET, **DIALOGUE AVEC HEIDEGGER**.
KOSTAS AXELOS, **VERS LA PENSÉE PLANÉTAIRE**.

DANS LES PROCHAINS NUMEROS D'ARGUMENTS

**LA QUESTION POLITIQUE (II). — LA CIVILISATION TECHNI-
CIENNE. — QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME? — L'ART ET
L'HABITATION. — LE LANGAGE. — LE SACRÉ ET LA RELIGION.
— L'ARGENT. — DICTIONNAIRE DES MYTHES DE LA GAUCHE. —
L'AVENTURE. — L'AFRIQUE. — CUBA ET L'AMÉRIQUE LATINE.
— Textes inconnus en France de L. KOLAKOWSKI, K. KORSCH,
TH. W. ADORNO, E. BLOCH, R. JAKOBSON, M. HEIDEGGER.**

Le sommaire des numéros précédents est envoyé sur demande.

Notre prochain numéro (N° 27, 3^e trimestre 1962) doit paraître en novembre 1962.

●

Arguments tire à 3 000 exemplaires.

Les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 12-13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 d'*Arguments* sont épuisés. Nous rachetons et échangeons ces numéros.

Numéros disponibles : 8 (*La crise française*), 10 (*La gauche française et le problème nord-africain*), 11 (*Pasternak et Lukács*), 21 (*L'amour-problème*), 22 (*Les difficultés du bien-être*), 23 (*Chine sans mythes*), 24 (*Le problème cosmologique*).

●

Les dessins de ce numéro sont dus
à OLIVIER REVAULT D'ALLONES

Une reliure mobile cartonnée pouvant contenir 8 numéros d'*Arguments* est en vente au prix de 5 NF supplément de 1 NF pour envoi recommandé).

La diffusion d'ARGUMENTS en librairie restant limitée, il est conseillé de s'abonner. L'abonnement (4 numéros par an) : 10 NF; étranger : 15 NF.



COLLECTION "ARGUMENTS"

HENRI LEFEBVRE

INTRODUCTION A LA MODERNITÉ

Le mot « moderne » recouvre deux réalités : tantôt il désigne une exaltation plus ou moins factice et soumise à la mode, tantôt il indique un certain nombre de problèmes et de possibilités ou d'impossibilités. La première acception peut se nommer « modernisme », la seconde « modernité ».

Le modernisme est un phénomène sociologique : l'acte d'une conscience sociale qui peut avoir ses lois; la modernité est une notion liée à une critique naissante et à une problématique.

Un volume de 376 pages, 14 × 22,5 24 NF

HAROLD ROSENBERG

LA TRADITION DU NOUVEAU

Brillant essayiste américain, H. Rosenberg nous rappelle que, depuis cent ans, toutes les avant-gardes, en peinture, en politique, en philosophie ou en poésie, veulent « faire du nouveau ». Le nouveau devient à son tour une tradition qui entretient ses contradictions et ses mythes. Mais au cours du xx^e siècle naît la première tradition universelle, qui a pour passé l'histoire du monde et exige pour s'épanouir une scène mondiale.

Un volume de 272 pages, 14 × 22,5 15 NF

AUX ÉDITIONS DE MINUIT